

L'invité de la rédaction
Hervé Assah (Banque mondiale)

Tendances

DECEMBRE 2014

#5

EBOLA RIPOSTE ET ERADICATION

Faure Gnassingbé nommé coordinateur
de la lutte par la Cédéao

Achetez vos billets en ligne.



Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com



AskY Airlines



La Compagnie Panafricaine



Un réseau qui s'étend

pour mieux vous accompagner



Avec une présence régionale plus dense, Orabank est encore plus proche de vous pour vous accompagner dans la réalisation de vos projets.

www.orabank.net

Groupe Orabank : Bénin - Burkina-Faso - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau
Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

Orabank, un partenaire à votre écoute



Tendances

Une Publication Ligne De Mire

Récépissé N° 0496/07/05/14/HAAC
Bimestriel d'informations générales

Siège Social

Imm. LDM, 483 Rue Todzi, Nukafu Togo
05 B.P.: 165 Lomé 05 /Togo
Tél: +228 22 48 02 00 / 22 48 02 01
Fax: +228 22 51 98 88

Directeur Général

Essolissam GNASSINGBE

Directeur de la publication

Edem M. A. PEDANOU

Photographie

LDM - Louis VINCENT
Emmanuel PITA - Félix KPAAL

Infographie

Abel Smalto SENAWO
Rosaline Ayoko ADELAN

Régie Publicitaire

Tél: +228 22 48 02 00 / 01

Abonnement et Distribution

Tél: +228 22 48 02 00 / 01

Dépôt légal : Novembre 2014

Reproduction interdite
sans l'accord écrit de l'éditeur

Imprimerie

Sildar (Tunisie)

Tirage: 5000 exemplaires

Contact Rédaction : +228 90 93 18 63

Facebook : Tendances Afrique

SOMMAIRE

ACTUALITE

- 06 **Ebola** : Faure Gnassingbé lance la riposte
- 07 Doing Business : le Togo gagne 15 points
- 08 Rebranding African Forum: le rendez-vous du renouveau du continent
- 11 Une boîte à outils pour les entreprises par **Didier ACOUETEY**
- 12 Diplomatie: Interview Edem Kodjo
- 15 Diplomatie : les contours d'un monde nouveau
- 16 Humeur de Bénét 1^{er}
- 17 Interview : Tarek kodjo Boustani, sur un petit nuage de l'aéroclub du Golfe Asky

18 ECONOMIE

RELANCE ECONOMIQUE

DOSSIER MINES ET ENERGIE



ECONOMIE
Le Togo vu d'ailleurs

42 **Hervé ASSAH**
Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo

- 20 Mines : un secteur à fort potentiel malgré les difficultés
- 23 Le Must de Tendances : Adidas la marque aux trois bandes
- 25 Energie : Jumeler les sources classiques à l'énergie durable pour combler les populations
- 29 Energie : Adjarala pour << rectifier >> le tir de Nangbéto
- 35 Interview : **NOUPOKOU Dammipi**, Ministre des Mines et de l'Energie

INITIATIVES

- 38 Développement des énergies renouvelables : Djéméni sort enfin de l'ombre

LE TOGO VU D'AILLEURS...

- 42 INTERVIEW: **Hervé ASSAH**, «Notre partenariat est appelé à se renforcer»
- 46 Challengers : Portrait Claude Grunitzky & Crédo Assih

FINANCES

- 48 APSEF change des vies

50 SOCIETE

LUMIERE SUR...

- 51 Interview : **DR MOÏSE KWASIVI FIADJOÉ**
Gynécologue-obstétricien, directeur de la clinique BIASA
- 54 Enquête : Lomé confrontée à la gestion des ordures ménagères
- 56 Portrait : Némè GNASSINGBE:
<< Il ya des alternatives crédibles aux sachets plastiques >>
- ### DIASPORA
- 58 Interview : **JONAS SILIADIN**
Responsable du contrôle permanent pour l'Europe chez carrefour Banque
- 60 Enquête : Exploitation de la pierre ornementale d'Akata

62 PANORAMA

STARTISTIK

- 63 Bibish Mola
- 64 Tourisme
Jubilé d'étain : Koutammakou, 10 ans déjà

CULTURE

- 66 Médias
Portrait : Esther Sedjro-Akpemado
La pâtisserie et la communication à fleur de peau
- 67 Sports / Cinéfil
- 68 Arts Plastiques
Portrait : Jean Frédéric Batasse,
fonctionnaire le jour, artiste le soir

EDITORIAL

Edem M. A. PEDANOU



ENSEMBLE RELEVONS LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT

Plusieurs pays Africains ont fixé la décennie à venir comme limite indépassable pour l'émergence économique. Cependant ces mêmes Etats sont confrontés à plusieurs handicaps sur la voie de cette émergence.

Au Paludisme, au VIH/Sida, au terrorisme, aux crises socio-économiques et politiques récurrentes, vient s'ajouter la maladie à virus Ebola, qui selon un dernier bilan publié par l'Organisation Mondiale de la Santé a dépassé en octobre la barre des 10.000 cas et le chiffre de 5.000 morts.

De même, selon une étude récemment publiée par la Banque Mondiale, les dégâts économiques pourraient s'élever à 32,6 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2015, si l'épidémie n'est pas contenue dans les trois pays les plus touchés (Guinée, Sierra-Leone, Libéria) et si elle devait s'étendre aux pays voisins.

Face à l'ampleur des conséquences éventuelles, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a désigné le Président togolais, Faure Gnassingbé, pour superviser le processus de riposte et d'éradication de la maladie à virus Ebola, à l'issue du sommet extraordinaire tenu le 6 novembre dernier à Accra (Ghana).

En effet, le désir des Etats africains d'atteindre le décollage économique et social est une ambition légitime. Néanmoins, les fondements de cette émergence- la qualité des ressources humaines, des systèmes éducatifs et de santé- demeurent déplorables. Dans la plupart des pays africains, on dispose de moins d'un médecin pour 1000 habitants. Selon des statistiques, en 2007 la Guinée par exemple disposait de 0,10 médecin pour 1000 habitants contre 11,4% de médecins nés au pays exerçant hors d'Afrique ; en 2008, au Libéria, 0,01 médecin opérait pour 1000 habitants contre 63% de médecins immigrants. Un système de santé en délitement dont la situation alarmante explique la rapide évolution de l'épidémie à virus Ebola.

La fuite des capitaux dénoncés par des organisations saigne le continent, son corolaire la fuite des cerveaux est une forme d'émasculatation comme le fut la Traite négrière. La fuite des cerveaux fait perdre à l'Afrique l'apport intellectuel nécessaire à la stimulation des capacités d'inventivité endogènes et les bénéfices qu'elle pourrait tirer des découvertes locales.

En outre, sur un continent où le taux de chômage jeune reste extrêmement élevé, il importe que les gouvernants adoptent une riposte adéquate en encourageant et renforçant les mesures incitatives à l'initiative privée. Le développement est l'affaire de tous. Ce sont ces mesures qui ont pour résultat des Claude Grunitzky ou des Credo Assih, les visages montants ou triomphants d'un capitalisme togolais jeune et audacieux, ici ou ailleurs. ■



72 Musique
Amen Viana : porter la musique Togolaise vers des horizons inexplorés

78 Beauté
La Nappy attitude gagne Lomé

SUR LE PIF

70 60 ans de Showbiz de Gérard Akueson
71 Magic system Africainement au Grand Rex

LE GUIDE DU VOYAGEUR

74 Agenda culturel
76 Bonnes adresses: restaurants, night-clubs, et hôtels

DÉTENTE

77 Cuisine
79 Détente et Jeux
81 Chronique : les clauses sociales d'insertion dans les marchés publics par Pascal Creppy

EBOLA : FAURE GNASSINGBÉ LANCE LA RIPOSTE

Face à la persistance et l'ampleur des défis que pose la maladie à virus Ebola, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a désigné le Président togolais, Faure Gnassingbé pour « superviser le processus de riposte et d'éradication de la maladie à virus Ebola » à l'issue d'un sommet extraordinaire qui s'est tenu le 6 novembre à Accra.



Lola AKOMATRSI

Faure Gnassingbé aura pour mission de mobiliser la communauté internationale afin de doter les pays touchés de structures sanitaires capables de gérer l'afflux de malades et de personnels formés.

Réagissant à sa désignation, le chef de l'Etat togolais a indiqué que les pays de la sous-région doivent miser sur la coordination des interventions pour obtenir de meilleurs résultats dans la riposte contre l'épidémie de la fièvre Ebola. « Nous devons nous serrer les coudes, rester solidaires avec les pays affectés pour arrêter la propagation du virus. Pour y arriver, il nous faut mobiliser les ressources nécessaires, intensifier la coopération transfrontalière mais surtout

encourager nos concitoyens à poser au quotidien les gestes qui sauvent », a poursuivi Faure Gnassingbé.

La Conférence a exprimé sa vive émotion devant les pertes de milliers de vies humaines enregistrées depuis la survenue de l'épidémie puis a réitéré sa solidarité et sa compassion aux peuples des pays affectés, notamment la Guinée, le Liberia, le Nigeria, la Sierra Leone et le Mali. Selon un dernier bilan publié par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la fièvre hémorragique Ebola a dépassé en octobre la barre des 10.000 cas, avec 4.922 morts.

Les chefs d'Etats et de gouvernement de la sous-région ouest-africaine ont aussi appelé les partenaires internationaux à maintenir leur niveau

d'engagement vis-à-vis des pays les plus affectés.

Il faut préciser que les ministres de la santé de la CEDEAO ont lancé lors de leur session d'avril 2014 tenue à Monrovia, un Fonds régional de solidarité visant à mobiliser 15 millions de dollars pour intensifier la riposte contre l'épidémie.

La réunion d'Accra était la troisième convoquée par la CEDEAO cette année pour discuter de la lutte contre Ebola.

La CEDEAO est composée de 15 pays notamment le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.



DOING BUSINESS : LE TOGO GAGNE 15 POINTS

Le climat des affaires s'est considérablement amélioré au Togo. C'est ce qui ressort du dernier classement Doing Business 2015 de la Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale. Ce classement mesure la réglementation des affaires et son application effective dans 189 économies.

Marthe Fare

Le Togo a amélioré sa performance dans le classement Doing Business 2015 et a gagné 15 places par rapport à 2014, passant ainsi de la 164^{ème} à 149^{ème} place dans le nouveau classement. Avec cette performance, le pays est classé au 3^e rang des dix pays ayant accompli plus de réformes pour améliorer le climat des affaires.

L'indice Doing Business s'appuie sur des scores dans dix domaines différents, allant de la création d'entreprise, de l'octroi des permis de construire, du raccordement à l'électricité, du transfert de propriété, de l'obtention des prêts, de la protection des actionnaires minoritaires, du paiement des impôts, du commerce transfrontalier, de l'exécution des contrats et au règlement de l'insolvabilité. Parmi ces critères, quatre ont propulsé le Togo parmi les 10 meilleurs pays désignés «réformateurs».

Les nouvelles performances du Togo

Selon ce rapport, le Togo a simplifié le processus de création d'entreprise en permettant au guichet unique de publier des avis de constitution et en supprimant l'obligation d'obtenir la carte d'opérateur économique. Le Togo a également simplifié le transfert de propriété par l'abaissement du taux de la taxe d'immatriculation de la propriété.

En outre, le pays a renforcé la protection des actionnaires minoritaires, par l'introduction d'exigences plus importantes en matière de divulgation des transactions avec les parties liées au conseil d'administration et en rendant possible aux actionnaires l'inspection des documents relatifs aux transactions précitées et la nomination de commissaires aux comptes pour procéder à une inspection de ces opérations. A noter également, la réduction de l'impôt sur les salaires, diminuant ainsi les charges sociales des entreprises.

Le Gouvernement s'inscrit dans une économie libérale dont l'objectif est de favoriser l'initiative privée, stimuler la création et le développement des Petites et moyennes entreprises, et par ricochet permettre la réduction du chômage. Le chemin reste encore long pour le Togo pour connaître des retombées positives de cette performance, mais il n'y a pas de doute que la prospérité est au tournant de la décennie à venir.

REBRANDING AFRICA FORUM

EMERGING AFRICA AT WHAT PRICE?

18 OCT 2014

18 OCT 2014



*Donald KABERUKA
Président de la Banque Africaine de Développement*

REBRANDING AFRICA FORUM

BRUXELLES
18 OCT 2014



AFRICA FORUM
AWARDS DINNER



*Gervais DJONDO
PCA d'Asky
Lifetime Achievement Rebranding Africa Award*

Thierry HOT
CEO Rebranding Africa Forum

REBRANDING AFRICA FORUM

LE RENDEZ-VOUS DU RENOUVEAU DU CONTINENT



Le Management Center Europe de Bruxelles a abrité, le 18 octobre dernier, la première édition du Rebranding Africa Forum. Initiée par le magazine panafricain Notre Afrik et le Groupe de presse Samori Média Connection, cette journée d'échanges et de réflexion autour du thème « L'émergence de l'Afrique, à quel prix ? » a tenu toutes ses promesses.

Au total, six panels ont meublé les débats, riches et pertinents, de cette première édition du Rebranding Africa Forum. En décortiquant ainsi les contours de l'émergence africaine, les participants à ce forum - experts, consultants, décideurs politiques et économiques, personnalités de haut vol, divers acteurs des médias... - ont réaffirmé leur volonté de changer le regard porté sur l'Afrique.

En effet, en questionnant sans complaisance le présent pour influencer sur l'avenir, le Rebranding Africa Forum ambitionne de soigner l'image du continent et de mettre mieux en relief ses potentialités, ses opportunités et ses richesses. Il s'agit en somme d'une démarche volontariste pour susciter et promouvoir des partenariats gagnant-gagnant entre l'Afrique et ses partenaires du monde, contribuant ainsi activement à la renaissance du continent.

Cette rencontre afro-africaine au cœur de l'Europe, qui aura rassemblé en une seule journée des

représentants de premier choix en provenance d'une vingtaine de pays du continent, a également permis de distinguer des personnalités qui, grâce à leurs parcours éloquentes, apportent beaucoup à l'Afrique. Symboles d'une Afrique dynamique, les Rebranding Africa Awards mettront ainsi en exergue, chaque année, une Afrique qui avance et qui gagne dans divers domaines. A cet effet, la première édition a récompensé cinq personnalités, des acteurs de premier plan qui portent les rêves de tant d'Africains et qui, ce faisant, changent à leur façon le regard des autres sur notre continent...

Pour Thierry Hot, directeur de publication du magazine panafricain Notre Afrik et CEO du Rebranding Africa Forum, cette plateforme d'excellence vise à réaffirmer, chaque année, « notre fierté d'appartenir à un continent qui est considéré comme la nouvelle frontière ». Incontestablement, cette première édition a fait la preuve qu'il est effectivement le cadre idéal pour penser « les profondes transformations dont l'Afrique a aujourd'hui besoin afin de faire peau neuve et attirer les partenaires indispensables pour relever le défi du développement ».

Déjà, rendez-vous est pris pour les 16 et 17 octobre 2015 à Bruxelles, capitale de l'Europe et siège des institutions européennes, pour la deuxième édition du Forum, placée sous le thème « Investir en Afrique, entreprendre pour l'Afrique ».





**COMME HOULDAH
COMMUNIQUEZ EN COULEUR**

à présent
communication & production

Tel +228 22397777
apresentsarl@gmail.com



UNE BOÎTE À OUTILS POUR LES ENTREPRISES

K. DJIGBODI



Didier ACOUETEY

Le Africa SME Champions Forum s'est achevé le 12 novembre dernier à Dakar. Deux jours d'échange qui ont réuni plus de 300 PME et une centaine de décideurs économiques et politiques africains.

Un rendez-vous qui a permis de jeter les bases d'une feuille de route qui guidera les actions de la communauté dans la perspective de la prochaine édition du forum qui aura lieu à Nairobi en novembre 2015.

'Africa SME Champions est bien plus qu'une simple conférence. Nous allons proposer à la communauté des entreprises et des institutions un cadre pour répondre à leurs besoins et leur permettre d'interagir. Les PME ont besoin d'argent, mais elles ont aussi et surtout besoin d'accompagnement, explique, fondateur du cabinet de recrutement spécialisé AfricSearch et initiateur de l'événement.

Africa SME Champions se veut une plateforme au service des PME africaines. Elle sera opérationnelle début 2015. C'est une sorte de boîte à outils dont pourront se servir les entreprises à travers des sessions thématiques autour d'enjeux comme la rédaction d'un business plan, les techniques marketing, la relation client, etc. Les institutions et entreprises partenaires comme IFC, la Banque africaine de développement, OCP, les fonds d'investissement et les cabinets de conseil contribueront à l'alimentation de cette base de donnée d'expertises.

La plateforme proposera également des services d'accompagnement et de conseil. ■

EDEM KODJO, 'L'AFRIQUE EST UNE PUISSANCE MONTANTE'

Entretien avec le président de la Fondation Pax Africana



Ancien Secrétaire Général de l'OUA, deux fois Premier ministre au Togo et actuel Président de la Fondation Pax Africana basée à Lomé, Edem KODJO, qui vient d'être nommé Envoyé spécial de l'UA dans la crise burkinabé, insiste dans cet entretien sur l'importance de l'unité d'action en Afrique.

Interview réalisée par Tony FEDA



Sommets se tiennent également en Afrique. Que ce soit dans le cadre de l'UA (à Addis Abeba) où on invite par exemple M. Obama ou d'autres Chefs d'Etats de pays importants pour venir discuter du continent africain, en Afrique, face à l'opinion africaine!

Parfois, ces genres de Sommets frisent le ridicule ; il y a aussi dorénavant le Sommet Corée du Sud-Afrique : personnellement, je trouve inconvenant que toute l'Afrique se rassemble pour négocier avec la Corée, fût-il un pays important. Il y a même souvent dans la nature de ces sommets, quelque chose qui n'est pas souvent compatible avec la dignité du continent africain. Il est temps que les Africains eux aussi prennent l'habitude d'organiser de pareils sommets, et invitent les représentants des Etats les plus importants du monde à venir discuter des problèmes du monde avec eux. Non pas seulement pour assister ou participer à une cérémonie d'ouverture, mais s'asseoir pour discuter avec les Africains en Afrique.

Sommets Etats-Unis-Afrique, France-Afrique, Chine-Afrique, Inde-Afrique, Japon-Afrique ; le continent se retrouve au cœur de beaucoup de sollicitudes de la part de plusieurs puissances actuelles ou émergentes. Comment expliquez-vous ce regain d'intérêt pour l'Afrique?

(RI) Tous ces sommets organisés pour renforcer le partenariat entre l'Afrique et le reste du monde témoignent d'un intérêt certain pour le continent noir. Toutefois, si l'Afrique possède des ressources considérables (ce qui explique ce grand intérêt à coopérer avec elle), elle doit toujours garder

à l'esprit que c'est par ses propres forces qu'elle doit arriver à impulser son développement : ce n'est pas seulement à travers la coopération avec les autres, mais aussi par la mobilisation des forces et des énergies africaines pour aller de l'avant. J'ai le sentiment que parfois, sur ce sujet, cet idéal est un peu perdu de vue.

Quelle est alors la position de la Fondation Pax Africana après le Sommet USA-Afrique d'août 2014 de Washington ?

(RI) Un certain nombre de gens pensent comme moi qu'il est nécessaire que de temps en temps, ces genres de



Pour 12% de la population mondiale, l'Afrique représente 1,5% du produit intérieur brut (Pib) mondial, 2% du commerce mondial et 2 à 3% des investissements directs étrangers (Ide). Les relations internationales sont souvent qu'on le veuille ou non des situations de rapports de force ; quels sont les moyens du continent face à la nouvelle donne ?

(R) Ces statistiques sont en fait classiques, et elles tendent à démontrer que l'Afrique est une partie négligeable du monde. Mais, détrompez-vous : le rapport de forces peut jouer en faveur de ceux qui possèdent l'essentiel des matières premières. Les ressources insoupçonnées dont regorgent les sol et sous-sol africains sont telles que personne ne peut s'en désintéresser, même si, aujourd'hui, à l'heure où nous parlons, les statistiques du commerce mondial, des investissements directs étrangers sont encore en défaveur du continent noir.

L'Afrique est une force et une puissance montantes et les chiffres dont vous parlez relèvent à la fois du passé et de l'actualité présente. Toutefois, il faut concevoir l'Afrique comme une force d'avenir. Une donne que beaucoup de nos contemporains ont compris, raison pour laquelle se multiplient les Sommets dont on vient de parler.

La piraterie maritime s'avère de plus en plus un fléau qui prend des dimensions plus que régionales. Quelle est la manière idoine de la contrecarrer en Afrique ?

(R) La réponse idoine et la manière de procéder seront étudiées à Lomé l'année prochaine (2015), à la faveur de la tenue dans la capitale togolaise du Sommet de l'Union Africaine « portant sur la lutte contre la piraterie maritime » qui s'avère un fléau comme la drogue, le terrorisme, etc.

Nous assistons chaque soir à un spectacle particulier le long de la plage de Lomé : le stationnement impressionnant de multiples navires qui attendent non pas d'être déchargés au Port de Lomé, mais une protection, une sécurisation des autorités togolaises, dans la mesure où cette sécurisation et protection paraissent mieux assurées dans les eaux territoriales togolaises qu'ailleurs.

Toutes ces questions et enjeux seront débattus lors de la Conférence de l'année prochaine qui est une bonne initiative ; elle est la bienvenue.

La croissance africaine est souvent mise en exergue mais l'Afrique est plurielle. Beaucoup de pays sont menacés de sécession ou de guerre civile, le Nigéria au bord de l'implosion avec la menace islamiste. Comment l'Afrique peut-elle se sauver de ces fléaux ?

(R) L'Afrique est plurielle, non pas seulement en terme de variétés de la situation au sein des Etats qui la composent, mais même à l'intérieur de ces Etats. Lorsque vous parlez de croissance africaine, force est de reconnaître que cette croissance qui est bien réelle et qui se traduit dans les agrégats économiques significatifs de nos pays n'est pas encore pour tout le monde. Elle ne se retrouve pas dans le panier de la ménagère, dans l'assiette du paysan, du fonctionnaire.

Ce qui veut dire que l'Afrique est plurielle même en son sein ; il y a une classe qui profite sans aucun doute de cette croissance qui n'est pas théorique, et il y a la grande partie de la population qui ne se sent pas concernée par elle.

C'est la raison fondamentale pour laquelle il faut encourager toutes les politiques qui tendent à une meilleure redistribution des revenus dans nos pays, à une meilleure redistribution des facteurs susceptibles de permettre une évolution rapide dans nos Etats.

S'agissant des grands pays qui sont menacés par des conflits, le terrorisme, les guerres civiles, on ne peut s'en sortir que par des politiques cohérentes. Il faut remonter aux causes profondes de ce qui a pu conduire le Nigeria aux bords de la catastrophe avec Boko Haram. Il faut se poser la question de savoir pourquoi après avoir lutté durant tant d'années et avoir eu le soutien de la presque-totalité des Etats africains, le Sud-Soudan se trouve aujourd'hui divisé. On ne comprend rien à cela.

Quel type/formes d'apports le Groupe des 5 Sages (de l'UA dont vous êtes membres) est-il censé apporter à la Commission de l'Union Africaine, dans la construction de l'Unité africaine ?

Le Groupe des Sages est un petit groupe de cinq personnes en réalité, formé de personnalités relativement connues du Continent africain, et qui sont censées aider la « Commission Paix et Sécurité » de l'UA à régler ses problèmes. Les Sages sont

L'Afrique est une force et une puissance montantes et les chiffres dont vous parlez relèvent à la fois du passé et de l'actualité présente.



surtout tournés vers la recherche de la paix. Leurs renoms et anciennes fonctions leur permettant de pouvoir accéder directement au sommet des hiérarchies africaines. Ils sont sollicités pour essayer de mettre un peu de douceur dans les relations qui se tissent sur le continent. Ils doivent aussi aider à prévenir les conflits dans les zones belligères, les points conflictuels possibles doivent être désamorçés avant qu'un éventuel conflit n'éclate.

Votre Fondation ne cesse de réitérer l'importance d'une approche unitaire de l'Afrique sur plusieurs défis socio-politiques qui s'imposent à ce continent. Du social à la politique en passant par l'économie, quel est de votre point de vue le chantier prioritaire sur lequel l'unité d'action des Africains est le plus indispensable ?

(R) (Sourire) L'unité d'action des Africains est indispensable sur tous les sujets et dans tous les domaines ! Chaque fois que vous étudiez une crise africaine, un problème africain ou une problématique concernant cette partie du monde, vous rencontrez toujours la question fondamentale de l'Unité africaine. Non pas conçue seulement en termes de théorie ou théorème politiques, mais comme une donnée pratique. Une possibilité pour les Africains de se mettre ensemble pour régler collégialement leurs problèmes.

Prenez le cas de la prévalence depuis ces derniers mois du virus Ebola : nous avons constaté qu'au début de cette épidémie, il a prévalu «la politique du chacun pour soi», dans différents Etats. Chacun a essayé de se sauver, on s'est barricadé derrière des frontières. Mais, la réalité est comme le soulignent si bien les Nigériens : «Le Nigéria ne sera définitivement débarrassé de ce fléau (Ebola) que lorsque tous les pays

africains d'Afrique de l'ouest en seront débarrassés ».

Quels efforts, nous Africains, faisons aujourd'hui pour nous débarrasser du virus Ebola ? Dans quel laboratoire africain recherche-t-on des vaccins contre ce mal ? Existe-t-il à l'heure actuelle un seul laboratoire africain capable d'étudier et de découvrir des vaccins contre ce virus ?

(R) Les sommes étatiques investies dans des laboratoires nationaux individualisés n'aboutiront pas à grand-chose. Par contre, si tous ces efforts sont mis en commun, on pourrait faire des percées sur plusieurs maladies comme le paludisme, d'autres épidémies.

Nous sommes trop attentistes devant ce genre de faits, et attendons les bras croisés des solutions provenant d'Europe ou d'Amérique. Nous ne sommes pas sur la bonne route, n'en déplaise aux plus hautes autorités africaines. Il y a un effort à faire qu'elles ne font pas encore, et qui demande à être fait : une plus grande intégration de nos Etats ; non pas seulement économique mais aussi et surtout politique, pour une réelle avancée du continent dans tous les domaines. Que ce soit dans l'éducation, la science, l'agriculture, l'industrialisation, l'environnement, etc., vous découvrirez la nécessité de l'action commune des Africains.

20 ans après la création de l'UEMOA, quels sont à votre avis, ses principaux acquis, quels sont les chantiers majeurs qu'elle doit ouvrir sur le moyen terme pour accélérer l'union des peuples vantée dans ses textes ?

(R) L'UEMOA n'est qu'une petite partie de la sous-région ouest-africaine, la CEDEAO. L'UEMOA en fait la moitié, en termes du nombre d'Etats

(8).

Les actions de l'UEMOA sont positives parce qu'elle cherche à assurer une cohérence et une convergence des politiques économiques et monétaires dans ses pays membres. Elle y réussit, à mon avis, assez convenablement. Mais, on est loin du compte.

Le compte réel, c'est la nécessité pour l'Afrique de l'ouest, la CEDEAO, d'avoir une monnaie ; l'UEMOA, est peut-être à ce titre un chantier qui est en train d'administrer quelques leçons aux autres pays ouest-africains quant aux voies et moyens d'assurer une certaine cohérence en matière de politique économique et monétaire.

Ceci étant, la route est encore longue ; la contrepartie de l'UEMOA, sa voisine qui devait rassembler les pays anglophones de la région n'a toujours pas vu le jour. Et l'UEMOA est questionnée de l'intérieur par un certain nombre d'intellectuels, pas des moindres, qui estiment qu'aujourd'hui, qu'il est temps d'avoir une monnaie déconnectée de l'EURO.

Ces points de vue ne sont pas à rejeter du revers de la main ; ils méritent une grande attention. De ce fait, même si l'UEMOA constitue une entité qui doit servir de modèle pour les autres pays anglophones de la CEDEAO pour évoluer eux-mêmes, plus tard, vers un creuset, la réalisation de l'ECO (monnaie de la CEDEAO), il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle, l'UEMOA est l'objet d'un questionnement de la part d'un certain nombre de ses propres ressortissants. Ils estiment que le cheminement fait jusqu'à présent est bien beau, mais qu'il est temps de disposer d'une monnaie déconnectée de l'Euro. ■

MARC FONBAUSTIER :

‘LES NOUVELLES PUISSANCES VONT FAÇONNER LES RELATIONS INTERNATIONALES’

Koffi ARMON



‘**L**es relations internationales en 2014 oscillent fortement entre coopérations, classiques ou renouvelées dans leurs modalités et conflits ou menaces, entre Etats et hors des Etats. D’où le sentiment, justifié, d’une sorte de « glissement » permanent, de déséquilibre croissant, d’accélération du cours de l’histoire, de surréaction, sans réelle maîtrise par quiconque. Pas de puissance dominante, pas de « règles du jeu » admises par tous, pas de prévisibilité des événements : ce monde-là, le nôtre, produit fort logiquement un sentiment diffus d’instabilité et d’insécurité, d’autant que les nombreuses chaînes d’informations continues en sont le miroir géant.’

L’ambassadeur de France au Togo, Marc Fonbaustier, invité mi-novembre du Club diplomatique de Lomé (CDL), a fait une intervention remarquée à l’occasion du lancement de ce forum de réflexion sur la politique étrangère dont le thème était ‘Le monde en 2015 : Entre conflits, menaces et coopération; entre régulation et désordre ; entre puissance et impuissance’.

Un exposé clair, précis sur les menaces qui guettent la planète et sur l’évolution des relations internationales.

‘J’ai l’impression que les Etats occidentaux, persuadés d’être porteurs de civilisation, de valeurs universelles – ce qui est tout à fait discutable, j’en conviens avec vous – ont

été, par tradition, par devoir parfois, interventionnistes. Je dirais, messianiques ou prométhéens. En tout cas prêts à assumer au grand jour leurs ambitions expansives, ou encore, les servitudes de la puissance. Ils ont souvent eu la préoccupation du droit international, des normes à suivre etc...Pour des bonnes ou mauvaises raisons, ils ont pendant des décennies, des siècles, façonné les relations internationales, élaboré des architectures d’alliances, de traités, de sécurité, cherché au fond à remplir l’espace public international. Ils ont même pris l’habitude de développer et projeter une « vision » occidentale du monde, de l’humanité, qui a pu contribuer, pendant des décennies, voire des siècles, à donner le ton des relations internationales. Il ne sera pas évident de passer d’un monde dominé par des occidentaux très « extravertis » à un monde de plus en plus influencé par de nouvelles puissances ou des puissances renouvelées par tradition plus introverties...Il est d’ailleurs très probable que les deux traditions/approches/visions cohabiteront durablement.’, a expliqué Marc Fonbaustier.

Créé à l’initiative du ministre des Affaires étrangères, Robert Dussey, le CDL est une association non-politique qui ambitionne de devenir le cadre privilégié d’échanges sur les grandes questions mondiales.

Un lieu de réflexion, de compétence et de proposition susceptible d’aiguiller la politique étrangère du Togo. ■

CRIME SCENE DO NOT CROSS

L'HORREUR INDICIBLE

ET LA FORCE DES FAIBLES EGORGEMENT OU DÉCAPITATION

Quelque part, dans un état inexistant qui se dit islamique, des criminels, des va-nu-pieds
Des zombies venus de nulle part qui disent convertir la terre entière à leur islam aveugle
Continuent d'ôter la vie (c'est un euphémisme) à d'innocents journalistes ou humanitaires
Le monde entier est horrifié et la riposte militaire montre les limites des frappes occidentales
De communiqués en condamnations, Américains et autres Européens sont tous dépassés

*En Algérie, les fanatiques ont tué le Camerounais EBOSSSE, leur meilleur buteur
Les responsables de la formation algérienne, hagards et hébétés se posent mille questions
Comment comprendre que leur propre public ait pu assassiner leur véritable idole ?
Demandons-nous pourquoi laisser venir au stade, ces imbéciles, voyous buveurs d'alcool ?
Qui retournent chez eux, retrouver leurs enfants en lisant leur Coran sans regret aucun*

*La FIFA est coupable, la CAF est coupable, nous sommes tous coupables de silence
Nos réactions hypocrites et nos hommages posthumes ne sont pas la panacée
Une seule minute de silence sur tous les stades du monde nous aurait réconfortés
Une décision courageuse universelle de la FIFA contre la violence nous aurait apaisés
Mais rien du tout ; au contraire, les fous aliénés des stades continuent de faire la loi*

*Partout dans le monde, des braqueurs violents, tuent sans état d'âme pour de l'argent facile
Pendant leur jogging dans les sous bois, des femmes se font détrousser, violer puis assassiner
En Centrafrique, un footballeur fort sympathique a subi le même sort que le Camerounais
Pendant ce temps, en silence, la Chine avec sa coopération internationale fait feu de tout bois
Sont-ils vraiment gratuits tous ces cadeaux offerts aux pays en voie de sous développement
Exim Bank ne va-t-elle pas exploser un de ces jours emportant l'espoir des Tiers-mondistes ?*

*Chez nous, cahin-caha, nous avançons vers la lumière, sortant difficilement du tunnel noir
Dans lequel, exprès, on nous avait entassés, nous faisant croire au miracle des indépendances
Activant les leviers de la jalousie, de la concurrence, des coups fourrés et des coups d'état
Des marchands d'illusion trompaient nos aïeux avec des miroirs, des armes et de l'argent
Aujourd'hui debout, l'Afrique marche vers son devenir radieux, riche et plein de promesses.
Mais quand même, qu'est-ce que le Président KENYATTA est-il allé faire devant la CPI ?*



TAREK KODJO BOUSTANI SUR UN PETIT NUAGE

De l'aéroclub du Golfe à Asky

Togolais d'origine libanaise, le Commandant Tarek Kodjo Boustani a un parcours atypique. A seulement 17 ans, il devient pilote privé ; une formation qu'il débute à l'Aéroclub du Golfe, une des plus vieilles associations aéronautiques d'Afrique basée à Lomé. A 21 ans, il sera pilote sur Boeing et travaillera successivement aux USA pour le Groupe Mesa Airlines, chez Royal Air Maroc, Air Afrique, Air Gabon, Europe Airpost et aussi pilote pour la présidence togolaise sur le Boeing 707 présidentiel. Il sera le tout premier pilote à intégrer Asky, la compagnie panafricaine où il est aujourd'hui Commandant de bord sur le Boeing 737 Nouvelle génération. Tendances l'a rencontré pour parler du renouveau dans le transport aérien au Togo.

Interview réalisée par Ferdinand Sizing

Le trafic aérien n'a cessé d'augmenter, mais les catastrophes aériennes aussi ne cessent de se multiplier. Quelles sont les raisons de tels accidents dans le transport aérien ?

(R) Il est vrai que les derniers mois ont été difficiles pour le monde aérien avec ces accidents en série. Mais il ne faut pas tomber dans la psychose, l'avion reste le moyen le plus sûr au monde. Un accident d'avion est généralement la cause de pannes successives à moins qu'un problème grave et soudain ne mette fin au vol, un feu non contrôlé, une explosion ou encore une rupture de la structure de l'appareil.

Il est usuel d'imputer la faute aux pilotes ; c'est généralement un raccourci facile car nombreuses peuvent être les raisons qui sont à l'origine d'un crash : les défaillances techniques, les erreurs voire les fautes humaines, les conditions météorologiques.

Nous sommes particulièrement concernés en Afrique subsaharienne proche de l'équateur. Nos régions connaissent des orages, des gradients de vents importants, des tempêtes de sable et des visibilité extrêmement réduites perturbant l'activité arienne comme pendant le phénomène d' harmattan.

Quelles conséquences peuvent engendrer la création de la compagnie Asky et l'extension de l'aéroport Gnassingbe Eyadema sur le trafic aérien à destination du Togo ?

(R) L'avènement d'Asky et le projet du nouvel aéroport ne peuvent que booster l'économie de notre Pays.

A ce jour, des centaines de passagers transitent quotidiennement par la plateforme aéroportuaire de Lomé et cela va croître !

Asky est et sera à long terme une fabuleuse source d'emploi dans le monde aéronautique pour tous les jeunes de la sous région. Le nouvel aéroport ultra moderne avec sa panoplie d'équipements derniers cris sera très bientôt un des atouts principaux du Togo.

A part le prestige que suscite une plateforme comme la nôtre c'est aussi une nouvelle ère de l'aviation qui s'ouvre au Pays.

De nouvelles compagnies s'intéressent déjà à la desserte de

Lomé. Il ne sera pas étonnant de voir débarquer de nouvelles compagnies européennes, asiatiques et même arabes rassurées par le sérieux de l'aviation au Togo et intéressées de récupérer une partie du marché aérien africain grandissant à travers Lomé et sa plateforme moderne qui offre aussi une position géographique intéressante.

Cela permettra une meilleure desserte mondiale depuis le Togo vers l'Europe, l'Amérique du Nord et de l'Asie et surtout plus de concurrence offrira au public Togolais et de la sous-région des prix abordables. Ce dernier point est important quand on sait que les prix vers le Togo depuis l'Europe sont parmi les plus chers au monde.

L'Aéroclub du Golfe dont vous êtes le dirigeant célèbre cette année son 80^{ème} anniversaire. Quel est l'état des lieux ?

(R) Des avions volent au Togo depuis l'époque coloniale allemande. En 1939, le territoire était doté d'un service courrier et évacuation sanitaire.

Les principales pistes étaient Mango, l'aéroport impérial de Lomé (emplacement actuel du CHU Sylvanus Olympio) et le plan d'eau du Lac Togo pour l'amerrissage des avions amphibies de type sikorsky.

Le pays comptait aussi à cette époque plus de 24 terrains secondaires.

Lomé connaissait la plus forte activité. Grâce à la compagnie, l'Union maritime de transport qui comptait l'aéroport de la capitale sur la liste des plateformes desservies sur sa ligne Dakar-Pointe Noire.

Cette année 2014, c'est aussi les 80 ans de l'Aéroclub du Golfe créé en 1934, un des plus anciens clubs d'aviation sur le continent africain basé à Lomé et qui continue aujourd'hui d'offrir des formations de pilote aux passionnés.

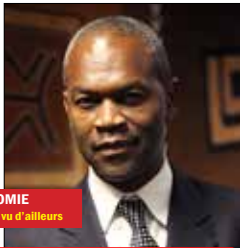


Tendances
vous souhaite de joyeuses fêtes

14 ECONOMIE

RELANCE ECONOMIQUE

DOSSIER MINES ET ENERGIE



ECONOMIE
Le Togo vu d'ailleurs

Hervé ASSAH
Représentant résident de la Banque
Mondiale au Togo

- 18 Mines : un secteur à fort potentiel mais toujours en difficulté
- 21 Le Must de Tendances
- 23 Energie : Jumeler les sources classiques à l'énergie durable
- 27 Energie : Adjalala pour << rectifier >> le tir de Nangbéto
- 32 Interview : **NOUPOKOU Dammipi**, Ministre des Mines et de l'Energie

INITIATIVES

Développement des énergies renouvelables : Djéméni sort enfin de l'ombre

Cinéfil

LE TOGO VU D'AILLEURS...

- 42 INTERVIEW: **Hervé ASSAH**, Représentant résident de la Banque mondiale au Togo
- 46 Challengers : Portrait Claude Grunitzky & Crédo Assih

FINANCES

- 48 APSEF change des vies



CHALLENGERS
Claude Grunitzky,
Un serial entrepreneur

« Je n'ai jamais oublié mes racines africaines, j'ai profité de mon identité cosmopolite pour forger le concept de transculturalisme ».



LES MINES AU TOGO

Souvent considérée comme étant en marge de la mondialisation, l'Afrique tient en revanche son rang dans le boom connaît le secteur minier depuis le début des années 2000, marqué par une hausse ininterrompue des investissements dans cette industrie. Le Togo ne fait pas exception à la règle. Devant la demande de plus en plus forte de ressources minérales, due à la montée en puissance des pays émergents, le sous-sol togolais, sous exploré et sous exploité, prend des allures d'eldorado pour les petites et grandes compagnies minières originaires d'Europe, des Amériques, et bien sûr d'Asie.

Marthe FARE

UN SECTEUR À FORT POTENTIEL MALGRÉ LES DIFFICULTÉS

L'exploitation des ressources minières contribue avec une part non négligeable dans l'économie togolaise. Le sous-sol du pays renferme des minéraux forts intéressants commercialement dont les phosphates, le calcaire, le marbre, le fer, la bauxite, la dolomite, l'attapulгите, etc. Ces ressources constituent des produits d'exploitation à l'échelle industrielle. Il existe aussi du grès quartzique, du

granite et diverses roches qui offrent un potentiel d'exploitation de pierres brutes dites «ornementales». D'autres minéraux sont également cités à savoir le diamant, l'émeraude, le rubis, le saphir, le zircon, le jade, le grenat gemme et l'aigue-marine.

Les sociétés extractives

Au Togo, il existe une cinquantaine d'industries extractives, mais seulement



© A présent

quatre principales sociétés interviennent dans l'exploitation à grande échelle. La Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) pour l'extraction des phosphates, le West African Cement (WACEM) pour l'extraction du calcaire et sa transformation en clinker, Diamond Cement, les Ciments du Togo (CIMTOGO), et Fortia. Les richesses du sous-sol en calcaire sont réparties sur 4 gisements : Mango, Pagala, Aveta (phosphaté) et Tabligbo. Le Togo dispose des atouts non moins significatifs notamment l'exploitation du gisement actuel à ciel ouvert, l'importance des réserves des gisements de phosphates carbonatés de très grandes qualités (estimé à 2 milliards de tonnes), la proximité du site d'exploitation par rapport au port en eau profonde qui facilite l'acheminement du produit à l'export.

Jusqu'à présent, l'activité minière togolaise a été dominée essentiellement par la production des phosphates. Une tendance qui est en train de s'inverser depuis le début de la mise en valeur de nouvelles richesses minières. La construction du complexe industriel de Sika-Condji (à Tabligbo) par "SCANTogo-Mines" (filiale togolaise de la multinationale Heidelberg Cement), pour un investissement de 254 millions de dollars US, est le dernier projet d'envergure en date dans ce secteur.

Le gisement de fer dont les réserves sont estimées à 500 millions de tonnes est situé dans le centre du pays à Banjeli, à environ 450 km de Lomé. Il est exploité depuis 2010 par la société indienne M.M Mining. La production qui a commencé modérément devrait atteindre rapidement un million de

tonnes par an.

Contribution du secteur minier à l'économie togolaise

La contribution du secteur minier au PIB a été très importante dans les années 1970-80 du fait de l'exploitation du phosphate et du boom phosphatier des années 1970. La crise du secteur a entraîné une chute vertigineuse. De 10% du PIB dans les années 1990, l'apport du secteur minier au PIB a considérablement régressé, descendant sous la barre des 5% ces dernières années. Sa contribution est de 4,1% en 2013, contre 4,6% en 2008.

Cependant, les industries extractives ont à elles seules contribué à la croissance du secteur secondaire à hauteur de 17% en 2011 contre 2,1%



Le secteur minier représentait 1.374.000 tonnes en 1968, avec un pic de 3.356.000 de tonnes en 1989, il ne représente plus que 725.000 tonnes en 2009



en 2010. Le secteur minier occupe une place non moins importante quant à la génération de la richesse nationale. Ainsi, selon le rapport de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) élaboré en 2013, le trésor public togolais déclare avoir reçu une somme totale de 15 582 121 083 de FCFA au titre de l'année 2011.

Le secteur minier contribue également à la réduction du chômage en employant des demandeurs d'emploi. Selon l'enquête QUIBB (Questionnaire des indicateurs de bases du bien-être), les activités extractives emploient 0,2% des personnes en âge de travailler au Togo.

Les difficultés du secteur minier

Malgré l'existence de ces divers atouts, le secteur des mines subit des contraintes financières liées aux coûts élevés des recherches minières, des sources d'énergies et de divers équipements de prospection justifiant la méconnaissance de certains gisements pourtant présents dans le sous-sol du pays.

Le secteur minier se résume principalement à l'exploitation du phosphate. Alors que celui-ci représentait 1.374.000 tonnes en 1968, avec un pic de 3.356.000 de tonnes en 1989, il ne représente plus que 725.000 tonnes en 2009, à une période où les cours du minerai sont au plus haut. La production est en baisse à cause de la vétusté du matériel de production, la mine n'ayant pas bénéficié des investissements requis pour la maintenance et la rénovation. Cette chute a fait perdre à l'Office Togolais du Phosphate (OTP) sa place de première entreprise exportatrice du Togo. La baisse de la production de phosphate n'a pas été compensée par la production du clinker, aujourd'hui premier produit d'exportation du TOGO.

LE MUST DE TENDANCES



adidas

LA MARQUE AUX TROIS BANDES

*Toutes les marques
ont une histoire !
Vous connaissez sans
doute la marque
Adidas, la marque
aux trois bandes
ou au trèfle, mais
pas forcément son
histoire. L'Allemand
Adolf Dassler est le
créateur de la marque
Adidas, le saviez-
vous ?*

Inspirée du surnom de son créateur « Adi » et des trois premières lettres de son nom de famille « DAS » Adidas a été créée en 1948 et déposée en 1949 sous le nom Adidas Group (AG), ainsi que le fameux logo aux trois bandes.

Rudolf, son frère décide de lancer lui aussi une marque d'équipements sportifs qu'il nomme : Puma.

Les deux frères travaillent dans la même ville, mais chacun d'un côté de la rivière Aurach.

Adolf Dassler réussit à faire prospérer Adidas à une vitesse incroyable en étant présent lors des grands événements sportifs et en faisant de l'innovation sa priorité (en 1964, les chaussures les plus légères du monde : 135 grammes chacune, les premières chaussures de jogging : « Achill » en 1968...)

Il fournit en 1954, les premières chaussures à crampons vissés à l'équipe de football allemande qui terminera championne du monde cette même année. Dès les années 50, Adidas diversifiera son offre en fabriquant des sacs de sports (1952), des ballons (1963), des textiles de sports (1967), des raquettes de tennis (1974), des articles de sports d'hiver (1976) et depuis des eaux de toilettes, des déodorants...

Afin de promouvoir ces nouveaux produits, la marque imagine, en 1972, un nouveau logo, représentant un trèfle. Lors du célèbre combat de boxe entre Mohamed Ali et Joe Frazier, l'entreprise d'Adolf Dassler parvient à équiper les deux champions de ses bottes siglées Adidas.

Adolf Dassler meurt en 1978 et laisse sa femme Kaethe et son fils Horst prendre les rênes de l'entreprise. A cette époque, Adidas fabrique 45 millions de chaussures par an.

La marque légendaire connaîtra des difficultés à la mort de Kaethe en 1984, puis de Horst en 1987. En 1990, équipée de la tête aux pieds par la marque, l'Allemagne remporte encore une fois, la coupe du monde de football, mais la trésorerie de la marque est en chute libre. Adidas est alors vendue à Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille.

En 1992, la marque est de nouveau revendue à un groupe financier constitué du Crédit lyonnais, d'UAP et d'AGF. Robert Louis Dreyfus (ancien directeur d'un groupe de publicité anglaise) prend en 1993 la direction de la marque et met en place de nouvelles stratégies marketing et distribution.

Janvier 1964



Janvier 2014

La Société Togolaise des Eaux (TdE) a 50 ans

Depuis 50 ans, la TdE est à votre service au quotidien.

Elle saisit cette occasion pour remercier toute sa clientèle qui lui a toujours fait confiance et soutenu.

Face aux défis présents et futurs, la TdE se fait le devoir d'être davantage à l'écoute de ses clients et d'œuvrer au renforcement du partenariat qui la lie à ces derniers.

Grâce à l'expérience acquise durant ce demi-siècle, nous nous engageons à offrir à l'ensemble de nos partenaires, un service de qualité tout en comptant toujours sur leur fidélité.

Et comme notre nouvelle signature l'exprime bien :

Aidez-nous à mieux vous servir



La centrale thermique de Lomé

ENERGIE

JUMELER LES SOURCES CLASSIQUES À L'ÉNERGIE DURABLE POUR COMBLER LES POPULATIONS

Diversifier et adapter son potentiel énergétique aux besoins de plus en plus croissants de l'indispensable relance économique multiforme du Togo. C'est le maître-mot du chantier du Gouvernement togolais dans le domaine de l'énergie, d'ici au moins 2017.

Edem GADEGBEKU

Le budget programme 2014-2017, le programme d'actions prioritaires et la note des éléments stratégiques prioritaires établissent comme objectifs au Togo un taux d'accès à l'électricité de 40% en 2017 et 42% en 2020, sans compter un taux d'énergie renouvelable oscillant entre 6,3% et 12,5% dans le mix énergétique

national, respectivement en 2017 et 2020.

Des objectifs ambitieux et réalistes à atteindre dont la réalisation vient d'obtenir un important soutien extérieur. Cette aide réside dans un accord (à caractère technique et régional portant entre autres sur l'énergie renouvelable) de subventions de 2 milliards d'euros et qui couvre la



période 2014-2020. Elle provient de l'Union européenne. Pour l'heure, le taux d'accès à l'électricité reste très inégalitaire sur le territoire togolais ; Lomé et la préfecture du Golfe oscillent entre 83 et 68%, alors que la moyenne nationale peine à atteindre 47%. Le taux d'électrification nationale selon la SCAPE est de 23%.

« Le principal défi du secteur consiste, à assurer, de manière stable, à la fois un meilleur accès et une autonomie substantielle nationale d'approvisionnement, à un coût raisonnable, tout en diversifiant les sources d'énergie, y compris surtout les énergies propres et renouvelables », énumère à ce titre la SCAPE (Stratégie de croissance accélérée 2013-2017).

L'Etat togolais, dans le cadre d'une expérimentation poussée de l'utilisation des énergies durables, est en train de procéder à l'électrification rurale dans 22 villages, de 26 écoles à partir de plaques solaires.

Principal objectif visé par la conjonction de mobilisations sus-décrites, aider le Togo à améliorer l'accès aux sources d'énergie du plus grand nombre de ses populations, en accélérant par la même occasion l'électrification décentralisée. Une politique réaliste destinée à combler le vide que crée l'incapacité des autorités d'atteindre toutes les localités du Togo à travers les réseaux électriques classiques.

Une promotion directe et indirecte du durable qui ne signifie pas pour autant que le Gouvernement togolais a délaissé la constante extension du réseau classique de fourniture d'électricité. Le projet, en la matière, qui a le plus le vent en poupe ces derniers mois est celui d'«Electrification rurale phase II», lancé voici près d'un an. Ce chantier



gouvernemental prend en compte 71 localités rurales à travers tout le territoire national, sur un financement indien de 8 milliards FCFA. Les travaux de ce projet, actuellement dans leur dernière phase, ont accusé du retard dans certaines localités, mais des efforts sont déployés pour rectifier le tir, soulignent des techniciens du ministère de l'Énergie.

une nouvelle réglementation

Avec une demande nationale en électricité « estimée à l'heure actuelle à plus de 150 Mégawatts » de l'avis du ministre de tutelle, Noupokou Dammipi, ces prévisions autour des

énergies renouvelables devraient constituer une bouffée d'oxygène pour les fournisseurs d'énergie en République du Togo. D'autant plus que dans le cadre de la relance de l'économie togolaise, dans les mois à venir, plusieurs activités commerciales consommant beaucoup de mégawatts vont s'intensifier. Ce sera le cas des activités minières et de l'exploitation du 3ème quai au Port de Lomé.

Pour joindre l'acte aux projections étatiques dans le domaine des énergies renouvelables, une réglementation est en cours de rédaction pour accélérer les premiers pas de cette « mutation énergétique ». Un projet de loi ainsi qu'un projet de décret devraient de ce fait baliser la route à la naissance d'une solide réglementation du secteur. Selon des services techniques du ministère de l'Énergie et des Mines, pour acter dans le domaine des énergies renouvelables au Togo, il faudra nécessairement disposer soit d'une autorisation ou d'une concession.

Passer des textes à la mutation énergétique sur le terrain

Après la phase législative de ce pas vers les énergies renouvelables, l'Etat togolais devra recruter promoteurs et investisseurs dans le secteur, à travers des appels d'offres orientés vers l'énergie solaire, les déchets municipaux et la biomasse. Il s'agira très précisément de mettre en compétition les meilleures propositions d'investissements en la matière.

En attendant la mise en branle de toute cette machine, en partenariat avec la Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables (SABER), l'Etat togolais, dans le cadre d'une expérimentation poussée de l'utilisation des énergies durables, est en train de procéder à l'électrification rurale dans 22 villages, de 26 écoles à partir de plaques solaires. La même

source d'énergie, toujours dans le cadre de cette phase expérimentale, permettra aussi d'alimenter deux dispensaires, 37 lieux de culte, 19 forages, 242 points d'éclairage public et d'électrifier plus de mille ménages au moyen de kits voltaïques.

Electrifier les zones rurales

Un partenariat qui s'inscrit dans le cadre de l'opérationnalisation de la Politique énergétique commune (PEC) de l'UEMOA, tout particulièrement le PRODERE (Programme régional de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique).

D'autres initiatives à caractère privé (humanitaire et commercial) accompagnent l'élan et le saut gouvernemental dans la consommation de l'énergie durable. C'est le cas de la société belge SOLERGIE (présente depuis décembre 2011 au Togo) qui a déjà implanté au sud du Togo 100 kiosques solaires permettant d'alimenter 25 mille personnes en milieu rural. SOLERGIE ambitionne, d'ici fin 2015 d'installer plus de 850 kiosques solaires sur tout le Togo, avec une couverture de populations estimée à 200 âmes. Dans le même registre, à Agou-Avedjé, à 200 km au sud-ouest de Lomé, l'Ong « CADO » (Centre d'assistance aux démunis et orphelins) promeut une utilisation singulière du solaire depuis 2005: l'énergie solaire est utilisée pour produire du solaire (la fabrication de plaques et de lampes) ! Un projet unique en son genre au Togo qui donne des espoirs d'une exportation des produits issus de cette exploitation du solaire vers le marché national togolais et ensuite sous-régional. ■



AUTORITÉ DE RÉGLEMENTATION DES SECTEURS DE POSTES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS



ETUDES TECHNIQUES POUR L'ATTRIBUTION DE
LICENCE TÉLÉCOMS/TIC ET POSTE

GESTION DES RESSOURCES EN
NUMÉROTATION

GESTION ET CONTRÔLE DU SPECTRE
RADIOÉLECTRIQUE

AUDIT DE LA QUALITÉ DE SERVICES DES
OPÉRATEURS TÉLÉCOMS/TIC ET POSTE

AUDIT DES TARIFS DES OPÉRATEURS
TÉLÉCOM/TIC ET POSTE

HOMOLOGATION DES ÉQUIPEMENTS ET
TERMINAUX TÉLÉCOMS

GESTION DU DOMAINE INTERNET DE PREMIER NIVEAU
DU TOGO (.TG)

RÉGLEMENTATION DE LA PROTECTION ET LA SÉCURITÉ
DES DONNÉES

GARANTIE D'UNE CONCURRENCE SAINE DANS LES SECTEURS DES
COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET DES POSTES



Autorité de Règlementation des secteurs de Postes et Télécommunications (ART&P)

32, rue N'DAGNI (80) Tokoin Tamé Wuiti, BP 358 Lomé.

Tél: (228) 22 23 63 80

: (228) 22 23 63 63

Fax: (228) 22 23 63 94

www.artp.tg artp@artp.tg

AUTOSUFFISANCE ÉNERGÉTIQUE DU TOGO ET DU BÉNIN

ADJARALA POUR «RECTIFIER» LE TIR DE NANGBETO DANS LE BASSIN DU MONO

On connaissait déjà les ambitions et besoins affichés collégalement ces trois dernières décennies par le Togo et le Bénin pour davantage domestiquer leurs besoins hydroélectriques, dans le creuset de la Communauté électrique du Bénin, après le projet Nangbeto. Place dorénavant à la matérialisation d'Adjarala.

Edem GADEGBEKU

«**L**e développement des infrastructures énergétiques en 2014» figure en bonne place dans la «Lettre de mission 2014» adressée par les premiers responsables de l'exécutif togolais au ministère des Mines et de l'Energie. Tout particulièrement, cette priorité gouvernementale insistait en début d'année 2014 sur la nécessité «du bouclage du financement du barrage d'Adjarala». Cet ouvrage a pour finalité d'accroître sensiblement les capacités énergétiques du Bénin et du Togo. Un barrage et sa retenue, une centrale hydroélectrique, des lignes de transport électrique sont les grandes composantes de ce chantier infrastructurel, le second de cette nature sur le fleuve Mono, à la frontière naturelle entre le Bénin et le Togo.



Les Présidents du Bénin (G) et du Togo

Au terme de sa construction, Adjarala et Nangbeto mobiliseront annuellement 2,3 milliards de m³ d'eau, sur un potentiel de 3,5 milliards de m³, détaillent des précisions techniques de ce projet communautaire. Soit 66% du potentiel total du bassin qui accueille ces deux barrages.

Dans la droite ligne de la matérialisation de cette «Lettre de mission 2014», le 16 avril 2014, les concertations entre les ministères de l'Energie et des Mines du Togo et du Bénin, le tout sous la coordination de la CEB (Communauté électrique du Bénin), ont abouti à l'attribution de la réalisation du barrage

hydroélectrique d'Adjarala à des opérateurs chinois. Une certitude qui fait tabler le financement de la construction d'Adjarala sur Exim Bank de la Chine. Une décision collégiale approuvée par les plus hauts dirigeants du Bénin et Togo, les Présidents Boni Yayi et Faure Gnassingbé, au terme de la tenue de la 80ème session du Haut conseil inter-étatique de la CEB.

Le projet de la construction du barrage hydroélectrique d'Adjarala remonte à 1988. Il a été remis au goût du jour en 2013. D'un point de vue architectural, la future centrale d'Adjarala sera composée de 3 blocs (de 3 x 49 Mégawatts, au total 147

Mégawatts), construits sur le fleuve Mono, en aval du barrage de Nangbeto. La réalisation d'Adjarala (barrage de près de 625 millions de m³ d'eau) est chiffrée à 500 millions de dollars. L'importance de cet ouvrage annoncé est de taille dans le décollage économique du Bénin et du Togo. Adjarala va densifier le parc énergétique de la CEB, avec comme corollaires majeurs une plus grande et meilleure fourniture d'électricité aux populations béninoises et togolaises, ainsi qu'aux opérateurs industriels de ces deux Etats.

De l'avis de services techniques de la CEB, outre les avantages en hydro-électricité que va offrir Adjarala aux Républiques sœurs du Togo et du Bénin, cette même Centrale permettra d'irriguer environ 40 mille hectares côtés béninois et togolais combinés, sans compter le développement des activités de la pêche que va générer la retenue d'eau découlant d'un tel chantier.

Eviter les erreurs du passé

Plusieurs concertations approfondies entre populations riveraines du site de la construction de ce barrage d'Adjarala et exécutants potentiels de cet immense chantier ont meublé le dernier semestre 2014. Des rencontres et échanges destinés à prendre en compte les études d'impact environnemental de cette infrastructure naissante, et surtout pour prendre les devants de récurrents différends entre populations riveraines des barrages et autorités de gestion.

Ces scènes d'incompréhension abondent dans toute l'Afrique occidentale, et même ailleurs. Il s'agira surtout pour les promoteurs d'Adjarala d'œuvrer pour que les impacts environnementaux et sociaux de ce projet cadrent avec les prévisions de départ, contrairement, selon plusieurs études scientifiques, au cas du barrage de Nangbeto, dans la même zone géographique.

Une réalité que la CNEE (Commission néerlandaise d'évaluation environnementale) a été sollicitée de vérifier en mai 2014, sur demande des Directions générales de gestion de l'Environnement du Bénin et du Togo. Très précisément, la CNEE a passé au peigne fin l'EIES (Etude d'impact



environnementale et sociale) de ce barrage naissant. Un Rapport général définitif et public autour de cette EIES indique qu'elle «est bien élaborée et en général de bonne qualité». La CNEE a dans cette logique encouragé les promoteurs de cet ouvrage de développement d'accorder une attention singulière aux observations contenues dans son Rapport précité, aussi bien durant la phase de réalisation que d'exploitation de ce barrage. Le tout, en ayant selon la CNEE, permanemment, à l'esprit «le bien-être des personnes affectées » par la naissance de cette construction hydroélectrique, à travers de «justes mesures de réinstallation et d'indemnisation des personnes

affectées».

L'ABM (Autorité du Bassin du Mono) a ainsi vu le jour le 4 juillet 2014 à Cotonou (Bénin). Elle devra coordonner toutes les questions relatives à la gestion du Bassin du Mono suivant les principes généraux et internationaux de la GIRE (Gestion

intégrée des ressources en eau), et en conformité d'une étude environnementale stratégique.

Le potentiel du bassin du Mono est énorme, insistent beaucoup d'experts, à telle enseigne que le Togo et le Bénin gagneraient à mettre hautement en valeur en aval, à côté des besoins hydroélectriques, les eaux turbinées (issues de la production du courant) par Nangbeto et Adjarala dans le même bassin.

Dans le cadre de la réalisation de la SCAPE (Stratégie de croissance accélérée 2013-2017), un vaste programme national d'électrification est censé améliorer l'accès des populations togolaises aux services publics d'électricité durant les prochaines années, le faisant passer de 23% en 2010 à 40% en 2017 et 42% en 2020.

En milieu rural, ce taux d'accès sur la période précitée passerait respectivement de 5% à 16% puis à 18%.

Les caractéristiques principales de l'aménagement hydroélectrique d'Adjarala

Données naturelles

Hydrologie :

Bassin versant : 20 600 km²
Module interannuel : 115,2 m³/s
Débit de pointe de la crue de projet : 3900m³/s (fréquence 1/10000)

Volume crue de projet : 5000 millions de m³

Retenue :

Côte de retenue normale (RN) : 80 msm
Volume total de la retenue à RN : 680 millions de m³
Surface de la retenue à RN : 9500 ha.
Géologie : Fondations rocheuses : Gneiss, orthogneiss, leucogranite, diorite, quartzite.

LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE



Savez-vous qu'après le Tirage de la T.C.E. à Kpalimé
de nombreux lots restent à gagner ?



OUI

avec 200 f cfa

Gratte

et

Gagne

de nombreux lots

en plus tu peux **GAGNER:**

un gros lot de 1.000.000 F. CFA

un super gros lot de 1.500.000 F. CFA

et le JACKPOT de 2.000.000 F. CFA

Jouez petit et Gagnez gros.



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT (A.A.O.O)

Date : 04/11/2014

Financement : Fonds propres

AOI : n°010 /TGC/DG/PRMP

1. La société TOGO CELLULAIRE dispose des fonds propres afin de financer l'appel d'offres ouvert pour la fourniture et l'installation des Pylônes et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture du matériel.

2. Le Directeur Général de la société TOGO CELLULAIRE, agissant pour le compte de TOGO CELLULAIRE, sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des pylônes et les services connexes. Le présent Appel d'offres est relatif au choix du fournisseur du matériel faisant l'objet du présent dossier et qui est constitué en deux (02) lots à savoir :

- **LOT1 : Fourniture et installation de pylônes auto stables de 35 m, 42 m et 50 m**
- **LOT2 : Fourniture et installation de pylônes autos tables de 60 m et 70 m**

Aucune variante n'est autorisée.

Un soumissionnaire peut être attributaire des deux (02) lots.

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application et est ouvert à tous les candidats éligibles.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de M. BOUKARI Abu à l'adresse ci-dessous :

Direction des Etudes, de la Planification et de l'Informatique

Sis à Lomé, 219, Avenue du 24 janvier

Immeuble RAMCO

BP : 924 LOME

Tél. : 00228 90 03 72 18

Tél : 00228 22 22 66 11

Les bureaux sont ouverts de 08 heures à 12 heures et de 14 h 30 mn à 17h 30 mn.

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- a). Etre une entreprise régulièrement inscrite au Registre du Commerce;
- b). Avoir réalisé au moins un (01) marché similaire au cours des cinq (05) dernières années.
- c) avoir réalisé, au cours des trois dernières années, un chiffre d'affaires moyen annuel d'un montant équivalent à au moins 0,5 fois le montant de l'offre ;
- d). être en règle avec l'administration des Impôts de son pays d'origine,

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

6. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme en espèces non remboursable de Cinquante Mille (50.000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après à partir du 04/11/2014:

Direction Générale de TOGO CELLULAIRE

Sis à Lomé entre la route de raccordement

à la nationale N°1 et la bretelle de Klikamé. GTA

Porte n° 101, 1er étage

BP : 924 LOME

Tél : 00228 22 25 80 80

Le Dossier d'Appel d'offres pourra à la demande des candidats leur être adressé par poste à leurs frais ou remis main à main.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus mentionnée au plus tard le 23 décembre 2014 à 09 h 00 mn.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. les prix des offres seront indiqués TTC. Le lieu de livraison des fournitures est : l'entrepôt de TOGO CELLULAIRE à Lomé (TOGO) à Kégué.

9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission suivant le tableau ci-après :

| REPARTITION DES LOTS | GARANTIE DE SOUMISSION |
|--|------------------------------------|
| <i>Lot 1 : Fourniture et installation de pylônes auto stables de 35m, 42 m et 50m</i> | Quinze Millions (15.000.000) F CFA |
| <i>Lot 2 : Fourniture et installation de pylônes autos tables de 60 m et 70m</i> | Vingt Millions (20.000.000) F CFA |

La garantie de soumission doit être délivrée par une banque.

10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 23 décembre 2014 à 09 h 30 mn dans la salle de conférence de la Direction Générale de TOGO CELLULAIRE (2è étage).

La Personne Responsable des Marchés Publics,

Sourou KPATCHA





NOUPOKOU DAMMIPI

«UN ÉNORME POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE SOUS-EXPLOITÉ»

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Noupokou DammiPI est l'une des rares personnalités du Gouvernement à détenir un portefeuille d'un domaine dans lequel il a longtemps exercé. Ce natif de l'Oti, connaît donc l'énergie comme sa poche et a piloté les plus grands projets nationaux. Il fait ici le bilan énergétique en cours.

Interview réalisée par Edem M.A. PEDANOU

La couverture énergétique est l'une des priorités du gouvernement togolais, visant à faire du Togo un pays émergent avec de nouvelles infrastructures. Dites-nous, monsieur le ministre, selon les prévisions quel serait le taux d'électrification rurale actuellement et à l'horizon 2030 ? Et quels en sont les coûts ?

(R) Je vous remercie beaucoup pour l'intérêt que vous portez à notre secteur. Le taux d'électrification, à fin décembre 2013, est estimé à près de **26.7%** sur le plan national grâce aux différents projets d'infrastructures réalisés dans le domaine; celui en milieu rural est estimé à près de **5%**. Ce faible taux d'accès à l'électricité est essentiellement dû au manque de financement pour répondre aux besoins urgents de toute la population. En termes de quantité, la longueur de réseau moyenne tension (MT) est passée de 1692 km en 2007 à 2048 km en 2012 soit plus de 356 km construit ; en basse tension (BT),

la longueur de réseau est passée de 2608 km en 2007 à 3818 km en 2012, soit plus de 1210 km construit. Dans les prévisions et

La stratégie adoptée est de satisfaire les populations tant en milieu urbain que rural, de faciliter d'avantage l'accès aux services énergétiques tout en veillant à l'équilibre de développement de toutes les régions économiques de notre pays. Le département est conscient de ce faible taux d'accès à l'électricité et multiplie des efforts pour développer le réseau de transport comme de distribution du milieu rural par la réalisation des différents projets grâce aux différents prêts obtenus auprès des partenaires financiers notamment la BOAD, EXIM BANK Chine et Inde, la BIDC, la BID ainsi que les fonds koweïtiens pour ne citer que ceux-là.

L'Etat appuie et continue par appuyer la CEET et la CEB pour obtenir des financements dans le but de réhabiliter et d'étendre le réseau électrique

national. En matière de coûts, le secteur demande de grands investissements pour la réalisation des projets d'infrastructures avec l'objectif d'atteindre un taux d'accès national de près de **60% en 2030**.

Plusieurs projets en matière de renforcement du parc national de production pour l'approvisionnement autonome en énergie, de construction du poste de transformation, de renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique et d'électrification rurale sont initiés mis en œuvre pour permettre la population l'accès aux services énergétiques et en même temps augmenter le taux d'accès à l'électricité. De 18% en 2008, le taux d'accès de l'électricité est passé à près de 27,62% à fin décembre 2013. A titre d'exemple nous citerons : Le projet d'électrification rurale phase 2 de près de 70 villages couvrant toutes les régions du Togo est lancé en 2013 et va bientôt s'achever pour un cout de près de 7,5 milliards de FCFA ; et



le projet d'électrification rurale phase 3 de près de 150 villages couvrant toutes les régions du Togo dont la signature de l'accord de prêt est intervenu en juin 2014 pour un coût de près de 15 milliards de FCFA ;

Pour pallier une éventuelle défaillance du réseau électrique, certains pays de la sous-région se rabattent sur le secteur gazier ou les nouvelles formes d'énergie qui ont aujourd'hui une prépondérance dans la production d'énergie électrique. Qu'en est-il du Togo ?

(R) L'accroissement exponentiel des besoins en énergie et l'amointrissement continu des réserves d'énergie fossile, en particulier le pétrole et le gaz, et l'impact de leur utilisation sur l'environnement nous impose d'engager une réflexion stratégique sur la promotion et le développement des énergies renouvelables. Pour cela, le gouvernement cherche des voies et moyens en vue de satisfaire les besoins en énergie de nos populations respectives, sans compromettre notre avenir commun.

Notre pays, regorge de ressources en énergies renouvelables diversifiées et abondantes : solaire, hydraulique, biomasse, éolien, pour ne citer que celles-là. Malheureusement, cet énorme potentiel est encore largement sous exploité.

La politique en matière énergétique du pays vise à atteindre un taux de 10 à 15% dans le mix énergétique à l'Horizon 2020. Les réflexions sont orientées principalement vers le solaire, l'éolien et l'hydroélectricité.

A propos du solaire, plusieurs projets sont initiés pour les installations à partir du système solaire photovoltaïque en vue d'électrifier les localités rurales éloignées du réseau classique notamment les infrastructures communautaires (écoles, dispensaires, cultes religieux, centres de loisir, etc), l'installation de kits solaires dans les ménages et le pompage d'eau potable. De même pour l'hydroélectricité, il y a des projets de construction de microcentrales hydroélectriques sur les cours d'eau du pays (les sites de Danyi-konda, Bagan, Titira, Landa-Pozanda, Aklowa).

Dans le domaine du gaz, on note la réalisation

du projet du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest devant approvisionner le gaz nigérian dans le pipeline pour desservir le Bénin, le Togo et le Ghana et l'usage du gaz naturel pour les centrales électriques dont la construction a démarré depuis 2006 et la mise en service en juin 2010.

Dans la vision des instances régionales de la CEDEAO et l'UEMOA, la création d'un marché énergétique régional libre est clairement exprimée. Quelles sont les réformes entreprises par le Togo pour la préparation du secteur à l'arrivée du marché régional ?

(R) Le Togo est pleinement engagé en faveur de toute initiative tendant à promouvoir l'accès à l'énergie dans une perspective durable. Nous citerons pour preuve, l'engagement de notre pays, au plan sous régional, au profit des projets de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui a adopté en 2006 le livre blanc sur "l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines pour l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement" ; sans oublier les efforts consentis par l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

L'étude du plan stratégique du sous-secteur de l'électricité de 2010 recommande la relecture de loi 2000 du secteur de l'électricité, du code bénino-togolais de l'électricité, la création d'une agence spécifique pour l'électrification rurale et de préparer les acteurs à la mise en place du marché régional. Ainsi, dans le domaine de la régulation du sous secteur de l'électricité, il est recommandé un organisme de régulation beaucoup plus indépendant qu'actuellement, pour remplir les conditions institutionnelles requises pour la mise en place de ce marché libre

A titre d'exemple, nous citerons, le projet de construction de la ligne 330 kV d'interconnexion entre le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria devant favoriser les échanges d'énergie entre les quatre Etats. ■

**De 18%
en 2008,
le taux
d'accès de
l'électricité
est passé
à près de
27,62%
à fin
décembre
2013.**



Homme nous l'accueillons en roi

L'hôtel Eda Oba propose 180 chambres dont les 27 Suites (eda oba ; juniors et ministérielles) portées à 300 chambres des Décembre 2014, 3 restaurants, une piscine, un court de tennis, un bar/club et plusieurs salles de conférences pouvant accueillir jusqu'à 800 personnes. Non seulement EDA OBA est l'hôtel idéal pour un voyage d'affaires mais il est aussi parfaitement équipé pour un voyage de relaxation et de loisirs. L'histoire nous dit que les yorubas désignaient l'homme dans sa dimension universelle par le nom EDA et le roi par le nom OBA.



TEL : + 228 22 20 18 18 | + 228 22 20 75 76
Boulevard EYADEMA, BP 3481 Lomé TOGO

www.edaoba.com





ÉNERGIES RENOUVELABLES

DJEMEGNI SORT ENFIN DE L'OMBRE

A une centaine de kilomètres de la capitale togolaise, Djémégni, (préfecture de Haho), sort enfin de l'ombre grâce à l'énergie solaire. Pour ses habitants qui ont commencé à jouir des délices du courant électrique, plus rien ne sera comme avant.

Mouléro FADIKPE

L'histoire retiendra que le chef lieu du canton de Djémégni est le premier village du Togo, électrifié à base de plaques solaires. Le hasard a voulu que Djémégni soit retenu comme le centre pilote du Projet de développement d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique (PRODERE) au Togo. Ce projet élaboré et promu par l'UEMOA, est mis en œuvre dans les pays membres.

Au Togo, 22 villages ont été identifiés pour leur électrification entièrement à l'énergie solaire, dont 15 dans les régions des Savanes, 2 dans la Kara, 4 dans la Centrale et 1 dans les Plateaux. Les critères de choix sont surtout leur fort ensoleillement et leur éloignement. «La grande partie des localités se trouve dans la partie septentrionale où l'ensoleillement est très important et aussi fallait-il déterminer des

localités ou zones qui ne pourraient pas bénéficier de l'électrification de la CEET dans cinq ou dix ans », explique le directeur de l'Energie, Abiyou Tharabalo.

Ces villages bénéficieront d'adduction d'eau potable, d'éclairage des voies publiques, de la fourniture et de la mise en service de kits solaires au sein des ménages.

Pour sa mise en œuvre, la Commission de l'UEMOA a décaissé 18 milliards de FCFA, dont 2,4 milliards environ pour le Togo. L'exécution des travaux, assurée par la SABER (Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables), a démarré en janvier 2014. Son achèvement est attendu en 2015.

Grâce à ce projet, l'ambition du gouvernement d'élever de 10% la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays d'ici 2020, est en



passé de devenir une réalité.

Djémégni aujourd'hui

Désormais, des plaques solaires jonchent le paysage verdoyant du village. Alors qu'une vingtaine de lampadaires chassent les ténèbres nocturnes sur les principales artères du village, une centaine de kits sont distribués aux populations, à raison d'un kit par ménage. Ainsi, rues, places publiques, églises et mosquées, domiciles des enseignants et l'école publique de la localité, sont éclairés la nuit. D'ores et déjà, l'électrification de l'école a permis d'initier un

programme d'alphabétisation.

Les habitants n'ont pas caché leur satisfaction au ministre de l'Énergie et des Mines, Noupokou Dammipi, lors de sa visite pour constater l'effectivité du projet, le 8 octobre dernier. Car PRODERE vient mettre fin à l'éclairage à base des lampions à pétrole, préjudiciable à la santé par le dioxyde de carbone qu'ils dégagent. Restent la distribution et l'utilisation : chaque ménage qui fait la demande, reçoit un kit ou double kits solaires. Les premiers peuvent allumer quatre ampoules et un poste radio. Les bénéficiaires des doubles kits ont, quant à eux, droit à cinq ampoules,

avec la possibilité d'utiliser un poste téléviseur et un ventilateur. Un taux forfaitaire de 400 et 500Fcf mensuel (soit 100FCFA par ampoule) est demandé à chaque ménage bénéficiaire par le comité de gestion mis en place. Toujours dans le cadre du projet, un forage est réalisé, avec un château d'eau fournissant de l'eau potable aux villageois, à l'aide d'une motopompe à base toujours de l'énergie solaire.

Désormais, les Djémégniens portent un regard plus optimiste sur leur avenir et celui de leur localité. ■



EN FIN DE MISSION AU TOGO

DJIBRIL OUATTARA,

L'EX DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MOOV-TOGO, OFFRE UN DINER D'ADIEU À SES PROCHES

En fin de mission au Togo, c'est par un cocktail que le désormais ex Directeur-général de Moov-Togo, Djibril Ouattara a fait ses adieux à ses collègues et employés. Arrivé au Togo en mars 2009, il serait appelé à prendre la tête d'une importante société de la sous-région.

Emmanuel AMEGEE

Véritable artisan du redressement de la société de téléphonie mobile Moov-Togo, ex Télécel-Togo, après la période de tourmente de 2009, Djibril Ouattara quitte sa fonction de directeur-général de Moov Atlantique Togo après cinq années d'activité. Si officieusement certaines indiscretions justifient ce départ par la gestion de la question de l'ouverture du capital social aux nationaux togolais, l'homme tout confiant, semble ne rien se reprocher et estime pour sa part avoir valablement rempli sa mission. Au contraire regrette-il même de ne pouvoir rester plus longtemps pour « continuer à discuter avec les autorités afin de trouver le meilleur compromis » dans cette histoire d'amende infligée par l'autorité de régulation ART&P à Moov-Togo.

5 ans de bonheur

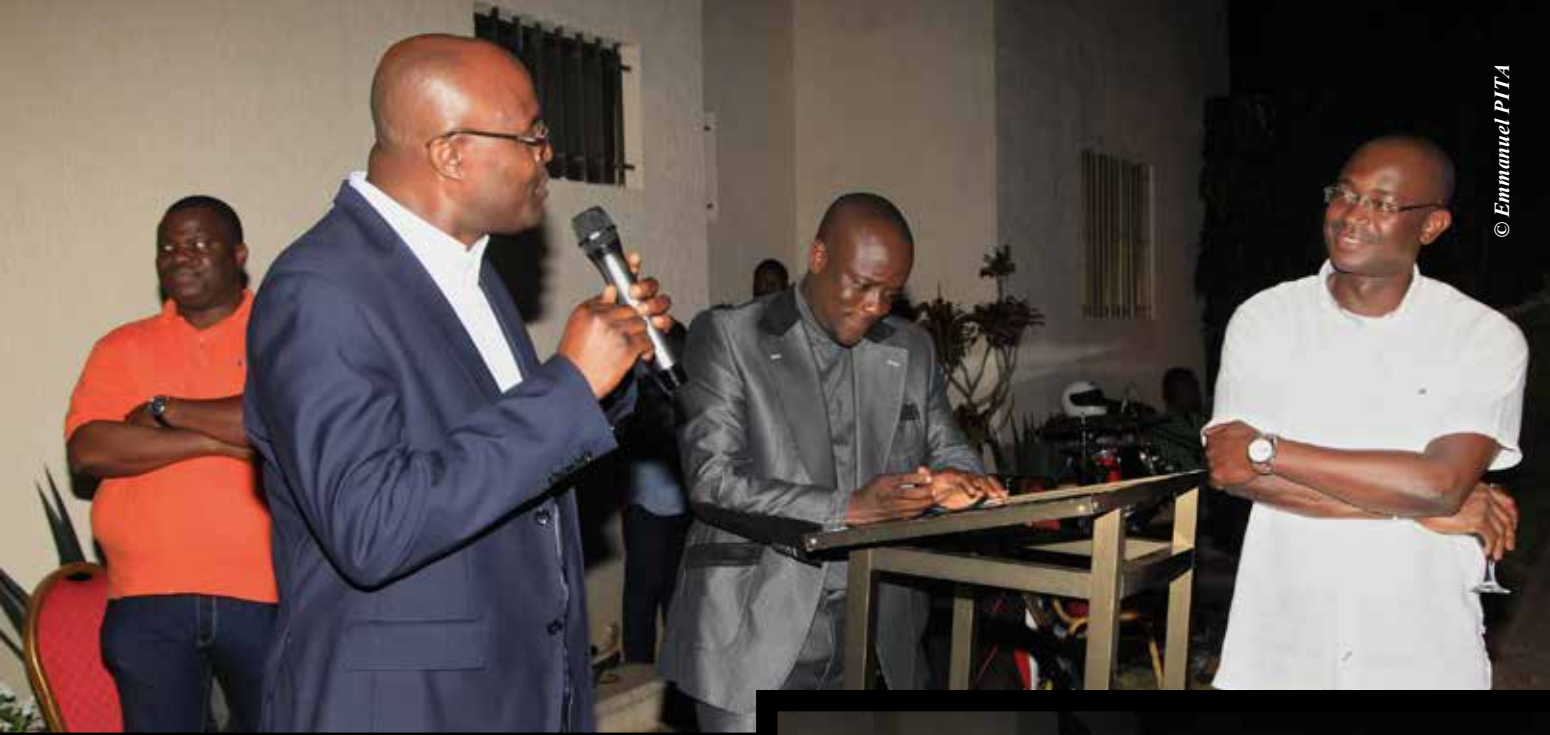
2009-2014, voilà déjà cinq années que Monsieur Djibril Ouattara était à la tête de Moov Togo. Cinq années et demie de bonheur et surtout d'expériences acquises et partagées avec ses collaborateurs de Moov-Togo. Et pour leur témoigner toute sa reconnaissance, l'Ivoirien

a organisé un dîner d'adieu en son domicile ce 1er Octobre. « J'ai voulu organiser cette soirée pour témoigner toute mon amitié, toute ma gratitude à l'ensemble du personnel de Moov avec qui j'ai passé cinq années et demie de ma vie en train de bâtir une entreprise de classe mondiale. Il fallait que je les reçoive chez moi à la maison pour leur dire qu'ils font partie de ma famille et que désormais nos chemins ne peuvent se séparer », a-t-il confié au magazine Tendances. Quant à son bilan, « il est plus que positif », affirment ses collaborateurs. L'intéressé lui-même s'en explique : « Je suis arrivé au Togo en 2009. L'entreprise a été fermée pendant cinq mois et personne ne pensait qu'on pouvait s'en sortir à la reprise. Une année après, Moov Togo était profitable et trois ans plus tard avait la part du marché d'abonnés en offre de marché et elle a considérablement grandi en termes de rentabilité et de chiffre d'affaires qui a été multiplié par quatre ».

De nouveaux challenges ?

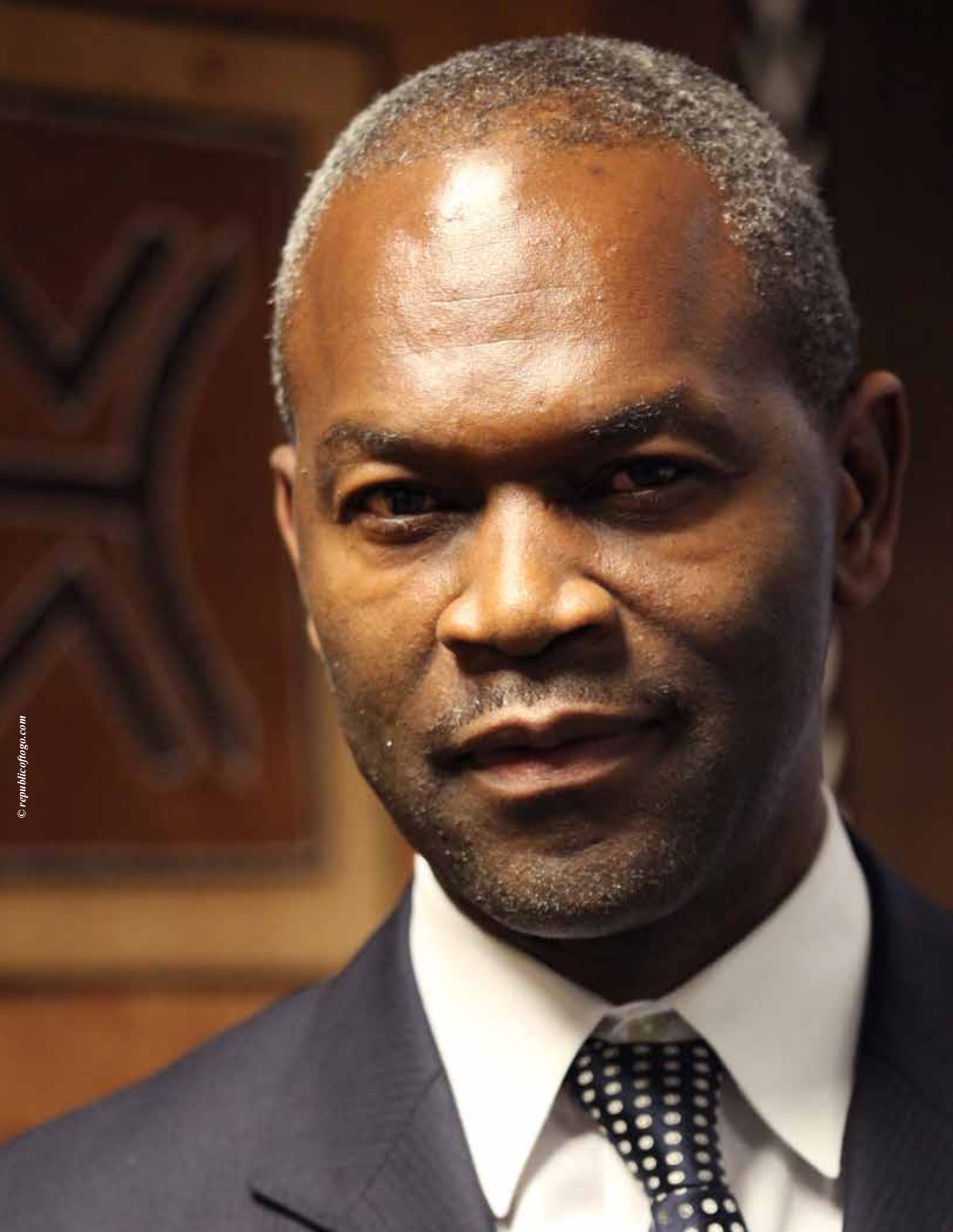
« J'ai décidé d'aller dans une autre entreprise pour porter cette dernière à un autre niveau. J'ai eu de nombreuses sollicitations et j'ai estimé

aller vers celle qui m'a le plus intéressé, qui me paraît le plus passionnant avec l'intention de continuer à développer l'économie en Afrique ». Tels sont les mots par lesquels Djibril Ouattara parle de son avenir professionnel après l'étape du Togo. Certaines langues l'envoient au Niger où il serait pressenti pour prendre en main les destinées d'Airtel Niger, M. Djibril Ouattara reste tout de même évasif sur la question. Sans doute par prudence surtout que le Conseil d'administration de Moov Atlantique n'a pas encore statué sur la date de son départ et sa nouvelle destination. Faisant d'une pierre deux coups, l'ex-directeur général a profité de l'occasion pour éclairer les uns et les autres sur les raisons de son départ. « La décision de mon départ a été prise avant même que ne survienne cette question d'amende de l'ART-P. J'aurais aimé être là pour continuer à discuter avec les autorités afin de trouver le meilleur compromis. C'est ça qui a été toujours mon objectif. J'ai été accueilli au Togo bien mieux que dans mon propre pays. J'ai développé une activité qui, je crois, a impacté significativement le développement économique du Togo et j'en suis fier », a souligné M. Djibril Ouattara. ■



© Emmanuel PITA





Hervé ASSAH

'NOTRE PARTENARIAT EST APPELÉ À SE RENFORCER'

Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo depuis 2010, Hervé ASSAH entre autres dresse le bilan de la coopération entre son institution et le Togo et nous livre ses impressions sur les différentes réformes en cours au Togo, notamment dans le domaine des Mines et de l'Energie.

Interview réalisée par Edem M.A. PEDANOU

En mars dernier, votre institution a octroyé un financement d'un montant de 12,1 millions de dollars, destiné à l'amélioration de l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable et également à la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire. Où en est-on avec ce projet ?

(RI) Vous parlez certainement du Projet de Développement Communautaire et de Filets Sociaux de Sécurité (PDCplus) qui a en fait démarré en septembre 2012, avec un financement initial de 14 millions de dollars. Le projet a reçu un premier financement additionnel de 2,5 millions de dollars, et les 12,1 millions de dollars que vous mentionnez constituent le deuxième financement additionnel octroyé pour ce projet en mai 2014. Ce complément porte sur le financement total du PDCplus à 28,6 millions de dollars, soit plus de 14 milliards de francs CFA.

Le PDCplus a pour objectif de poursuivre, renforcer et étendre les actions du projet de développement communautaire initial (PDC) - qui a été mis en œuvre de juin 2008 à juin 2013 et a reçu de la Banque mondiale un financement total de 32,9 millions de dollars, soit près de 16,5 milliards FCFA - pour accroître l'accès des communautés pauvres aux infrastructures socioéconomiques de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, des pistes rurales, l'accès à l'eau potable, etc.. Il vise également à soutenir les petites organisations coopératives dans leurs activités génératrices de revenus, finance des programmes de cantines scolaires dans les zones pauvres, et renforce les filets de protection sociale.

La mise en œuvre du PDCplus se déroule de manière satisfaisante. Les statistiques recueillies lors de la dernière mission de supervision de la Banque mondiale, tenue en

septembre 2014, ont montré que le PDCplus a déjà permis de réaliser : 133 microprojets des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau potable et des pistes rurales ; 119 microprojets de protection de l'environnement qui ont permis de créer 9.679 emplois temporaires ; et 149 microprojets d'activités génératrices de revenus qui ont touché 3.274 membres d'organisations coopératives. Le programme de transferts monétaires a démarré avec 2.543 bénéficiaires sur les 11. 500 prévus, et le programme de cantines scolaires va bientôt démarrer.

Je voudrais rappeler que la Banque mondiale soutient le développement communautaire au Togo depuis bientôt 10 ans, avec le Programme d'urgence pour la réduction de la pauvreté (2005-2008), dont le montant s'élevait à 5 millions de dollars et qui avait couvert principalement les Régions Maritime et Savanes.

En 2013, la Banque mondiale a également subventionné le Togo pour un projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et services électriques. Quelle importance la BM accorde aux énergies en général et aux énergies renouvelables en particulier ?

(RI) Ce projet a démarré plutôt en 2009 et a accumulé à ce jour un financement total de la Banque mondiale s'élevant à près de 56 millions de dollars. Dans le cadre de ce projet (le PURISE), nous avons aidé le gouvernement à conduire des travaux de drainage et d'assainissement, des travaux de voirie urbaine et d'adduction d'eau potable dans la ville de Lomé et ses quartiers périurbains. Ces travaux ont permis de curer des caniveaux, de réaliser des ouvrages d'assainissement importants pour prévenir les inondations, d'aménager des voiries urbaines, de construire des



systèmes d'approvisionnement en eau potable et de réhabiliter le réseau électrique. Sur ce dernier point, le PURISE a un volet spécial qui, en dehors de la réhabilitation du réseau électrique pour réduire la demande de pointe, assure la promotion de l'efficacité énergétique.

J'ajouterai que notre appui récent au Togo, dans le domaine de l'énergie, inclut également le Projet Contour Global qui a reçu un investissement de la Société Financière Internationale (IFC), filiale du Groupe de la Banque mondiale qui appuie le secteur privé. En dépit de beaucoup d'efforts à faire, Contour Global a aidé le Togo à apporter des solutions aux problèmes de disponibilité de l'électricité.

Par ailleurs, il faut noter que pour la Banque mondiale, d'une façon générale, l'énergie est un facteur important pour la croissance économique. L'accès universel à une énergie abordable, fiable et durable est donc essentiel pour générer des opportunités économiques et promouvoir la prospérité.

Les mines étant une source potentielle de croissance économique. Selon vous, quel signal le Togo essaie d'émettre à l'endroit de ses partenaires techniques et financiers en adhérant depuis 2009 à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ?

(R) La décision du Togo d'adhérer à l'ITIE a été faite par le pays lui-même. Nous n'avons fait qu'accompagner le Togo dans cette démarche, qui montre la volonté politique à promouvoir la transparence dans la gestion des richesses naturelles du pays, notamment celle des mines. Il ne s'agit donc pas d'une décision prise pour plaire aux partenaires. Mais, il est vrai qu'une telle décision est un signal positif fort que le pays donne et qui indique qu'il veut aller de l'avant, surtout pour montrer aux citoyens qu'ils ont un droit de regard sur la gestion de ces ressources minières qui contribuent à la croissance économique du pays. Aujourd'hui, d'ailleurs, le pays a fait des efforts louables pour promouvoir la transparence dans ce domaine et le Togo siège au Conseil d'Administration de l'ITIE.

Le monde entier et l'Afrique de l'Ouest en particulier sont aujourd'hui confrontés à la

En dépit de beaucoup d'efforts à faire, Contour Global a aidé le Togo à apporter des solutions aux problèmes de disponibilité de l'électricité.

Les dégâts économiques pourraient s'élever à 32,6 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2015 si l'épidémie n'était pas contenue dans les trois pays les plus touchés

maladie à virus Ebola. L'économie mondiale s'inquiète des conséquences de la pandémie sur la croissance des pays touchés. Que fait la Banque mondiale pour contenir ou éradiquer le virus Ebola ?

(R) La maladie à virus Ebola constitue aujourd'hui une préoccupation majeure pour tous les pays. Non seulement pour ses impacts sur les vies humaines, mais aussi pour ses impacts d'abord sur les économies des pays touchés et pour l'économie de la sous-région en général. Sur le plan économique, une étude publiée récemment par le Groupe de la Banque mondiale a relevé que les dégâts économiques pourraient s'élever à 32,6 milliards de dollars d'ici la fin de l'année 2015 si l'épidémie n'était pas contenue dans les trois pays les plus touchés et si elle devait s'étendre aux pays voisins.

C'est dire que notre institution a pris la mesure de l'urgence et a déjà mobilisé des moyens importants pour contribuer à la lutte contre cette maladie et aussi pour aider les pays touchés à se relever. Le Groupe de la Banque mondiale a dans ce cadre apporté une contribution totale de 500 millions de dollars (environ 250 milliards FCFA) pour, entre autres, contribuer à accélérer le déploiement du personnel soignant étranger dans les 3 pays les plus touchés (Guinée, Libéria, Sierra Leone). Ce financement va également soutenir la mise en place du Centre de coordination qui va être basé au Ghana pour coordonner les actions urgentes contre Ebola. Le financement de la Banque mondiale permettra également de soigner les malades, d'approvisionner en denrées et en eau les familles affectées, de faire face aux répercussions économiques et sociales de la crise et d'améliorer les systèmes de santé publique.

Avec l'innovation des infrastructures, notamment l'inauguration récente du 3ème quai de transbordement, quels sont à vos yeux, les grands défis que le Togo, sur la route de l'émergence à l'horizon 2030, doit encore relever ?

(R) Le Port Autonome de Lomé est d'une importance capitale pour l'économie nationale, et son importance pour la sous-région, notamment pour les pays enclavés, est

également reconnue. Nous assistons depuis un certain temps déjà à une modernisation du fonctionnement du Port qui a commencé par se traduire dans l'efficacité des opérations portuaires. De plus, étant le seul port en eau profonde de la sous-région, il était nécessaire de le moderniser pour le rendre plus compétitif au sein de la région, et au-delà. Le 3ème quai qui a été inauguré le mois dernier est donc une importante réalisation qui ouvre de très grandes perspectives pour le pays sur le plan économique. Comme vous le savez certainement, d'autres importantes infrastructures sont en cours de finition, notamment le Terminal à Container (LCT) qui vient en complément des nouvelles infrastructures

pour créer une plateforme de transbordement des containers vers les autres pays du littoral jusqu'en Namibie, ainsi que vers les pays de l'hinterland. Cette plateforme va permettre la réception de bateaux à grand tirant d'eau provenant de toutes les régions du monde. C'est donc des structures vraiment modernes qui se mettent en place au Port de Lomé, qui va devenir en quelque sorte un port d'éclatement vers d'autres pays. Il faut noter que la Société Financière Internationale (IFI), filiale du Groupe de la Banque mondiale qui appuie le secteur privé, a contribué au financement du projet LCT.

Par ailleurs, je voudrais faire remarquer que la Banque mondiale soutient le gouvernement dans ses efforts de modernisation au Port de Lomé, également à travers le Projet de Facilitation du Commerce et du

Transport sur le Corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL) qui, en dehors d'améliorer les infrastructures routières, contribue aussi à faciliter les échanges commerciaux notamment au

portefeuille a évolué et compte 14 projets actuellement en cours de mise en œuvre, pour un montant total de plus de 300 millions de dollars (soit environ 150 milliards de francs



niveau du Port de Lomé : réduction du temps de séjour des marchandises au Port ; formation et sensibilisation des acteurs de la chaîne des transports ; soutien au plan de modernisation des douanes ; révision des procédures douanières ; appui à la création d'un guichet unique du commerce extérieur au Port de Lomé, etc..

Comment se porte la coopération entre la Banque mondiale et le Togo depuis la reprise en 2007 ?

(R) Excellente ! Notre réengagement avec le Togo est intervenu en 2008, et le travail progresse de façon très encourageante. Notre partenariat avec le Togo date de plus de 50 ans et est au beau fixe. Au moment de notre ré-engagement avec le Togo en 2008, nous n'avions qu'un seul projet en cours. Aujourd'hui, notre

CFA). Il faut noter que ces projets sont financés à plus de 80% par des dons, et que notre contribution pour soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de sa Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) couvre des domaines aussi divers que : l'éducation, la santé, les infrastructures, télécommunications, l'agriculture, l'environnement, le secteur privé, le développement communautaire, le secteur financier, et la gouvernance. Notre dialogue avec le gouvernement sur les politiques de développement se déroule également bien, et nous allons bientôt démarrer le processus de préparation d'une nouvelle stratégie d'assistance du Groupe de la Banque mondiale au Togo pour renforcer notre partenariat avec le pays et contribuer davantage aux efforts de réduction de la pauvreté. ■

CHALLENGERS

Ils sont jeunes, dynamiques et portent en eux la vision d'un Togo émergent, même au-delà de ses frontières. À la tête de multinationales ou de PME, ces deux entrepreneurs incarnent le nouveau visage d'une jeunesse togolaise qui ose, bouge, réussit et construit. Qu'ils soient au Togo ou dans la diaspora, ce sont de véritables challengers. Portraits.



**CLAUDE
GRUNITZKY,**
JOURNALISTE
ET SERIAL
ENTREPRENEUR

A 43 ans, Claude Grunitzky fait partie de ces Africains de la Diaspora qui, par leur professionnalisme et leurs idées innovantes, nous procurent d'immenses satisfactions. Obsédé par les médias et passionné de musique et de mode, il est le fondateur de la revue Trace, de l'agence de conseil en stratégie de communication True et cofondateur de la chaîne Trace TV.

Issu d'une grande famille, le globe-trotter n'est cependant pas un collet monté, il est sobre, affable et toujours souriant.

Il se définit comme « un homme d'affaires et un homme d'action, qui passe beaucoup de temps sur le terrain ». C'est une réussite pour l'Afrique, qui n'hésite pas à mettre ses talents et son enrichissante et multiculturelle expérience au profit de sa terre natale. Il est l'initiateur du Forum de Jeunes

Entrepreneurs togolais, un véritable partage et transfert de connaissances théoriques et pratiques nécessaires à la création d'entreprises pérennes qui se tiendra du 06 au 14 décembre prochain à Lomé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong. Au cours de cette rencontre, il donnera les clés de la réussite basée entre autre sur la confiance, la persévérance et des ambitions fortes.

Même s'il est aujourd'hui mondialement connu, son ascension n'a pas été sans écueil et il n'occulte pas les débuts difficiles de sa carrière de journaliste au magazine français Actuel (1993) le journal phare de l'underground des années 70 et 80- et au quotidien britannique The Guardian (1994-1996).

« À l'époque, il s'agissait de faire des piges, afin d'apprendre, afin que mon nom circule. J'étais payé au lance-pierres, mais j'étais heureux, puisque je sentais que ma voix commençait à porter dans les journaux et magazines qui comptaient pour moi », raconte-t-il avec fierté. Claude Grunitzky a également été rédacteur en chef adjoint de la revue Dazed & Confused (1994).

Titulaire d'un Bachelor in Science (BSc) en finance, obtenu à 20 ans, au Birkbeck College de l'Université de Londres et d'un MBA de la MIT Sloan School of Management, Claude Grunitzky est également écrivain. Il a notamment publié en 2007 le livre Ten Years of TRACE, codirigé par Steven Psyllos et en mai 2008, l'édition française de son livre intitulé Transculturalismes aux éditions Grasset.

ENGERS

Diplômé en 1998, de l'Ecole d'Agronomie Avifor à Chaumont Eyzin –Pinet (France), Crédo K. Assih, 43 ans, revient au Togo en 2007. Fort de sa formation et de ses expériences acquises en France et Suisse, il maîtrise tous les maillons de la chaîne de production avicole : importation de céréales, fabrication de nutrition animale, accoupage, élevage, abattage et transformation.

Dès sa classe de seconde à Lomé, Crédo s'était déjà découvert une passion pour l'agronomie. Après son Brevet de Technicien Agricole (BTA) Polyculture et Elevage au Lycée Professionnel Agricole de Radinghem, qu'il intègre en 1990, dans le nord de la France, il entre en 1996, au Lycée d'enseignement général et technologique agricole (LEGTA) le Paraclet d'Amiens, d'où il sortira, diplômé d'un Brevet de Technicien supérieur Agricole (B.T.S.A.) option Production Animale.

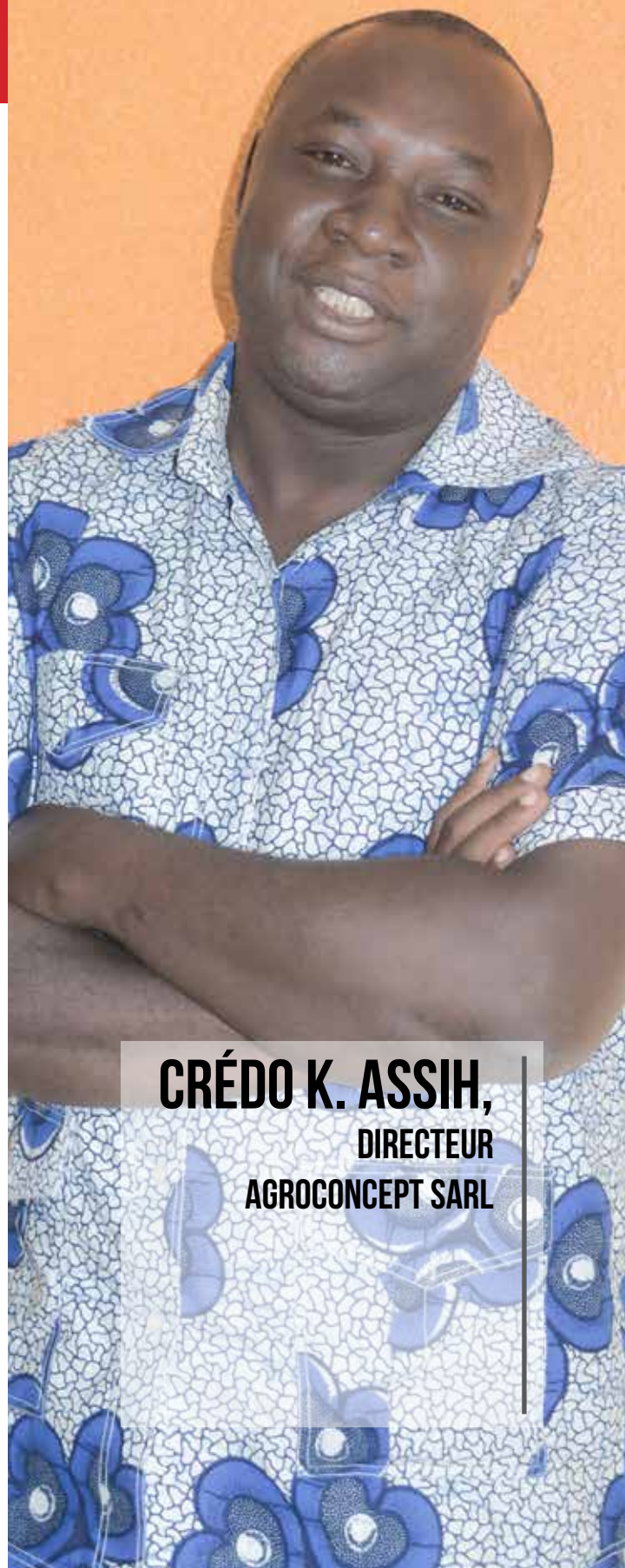
Il alternera consécutivement entre 1996 et 2007, des emplois de responsabilité en France. Son fructueux séjour européen, au cours duquel il a acquis un background assez solide, ne l'a pas fait oublier ses racines. Il créera en 2008, Agroconcept Sarl, convaincu que la transformation des céréales produites localement peut avoir un impact réel sur l'économie.

Tchoukoutou en bouteille

Sous la licence de sa société, le fils du terroir prend l'initiative de conditionner dans des bouteilles de 25 et 33cl, de la bière de sorgho, boisson traditionnelle appelée «Tchoukoutou»; un breuvage consommé par une majorité de Togolais. Il décide ainsi de valoriser et d'importer sa tradition, tout en développant des solutions innovantes face aux défis sociaux au sein de sa communauté.

Mettant à contribution sa formation, l'ingénieur agronome applique une méthode industrielle de fabrication, gage de qualité, d'authenticité, en respectant le dosage des ingrédients, la durée ou la température choisie pour chaque étape de préparation. Aujourd'hui, Agroconcept fabrique 2400 bouteilles de bière de sorgho par semaine, emploie 22 personnes dont 8 permanents. A partir de décembre 2014, la production sera revue à la hausse passant à 9600 bouteilles par semaine voire le double ou le triple. Aussi la société dispose-t-elle de deux gammes de produits : Le « Tchoukoutou », alcoolisé et le «Awoula », non alcoolisé, qui sont exportés en Belgique, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis et en Chine. Même si Crédo Assih est souvent confronté à une pénurie d'emballages, ses ambitions de commercialiser sa bière à grande échelle restent fortes.

E. P.



CRÉDO K. ASSIH,
DIRECTEUR
AGROCONCEPT SARL



APSEF CHANGE DES VIES

Le 26 avril 2014, APSEF (Accès des pauvres aux services financiers), le tout premier produit du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) amorçait son décollage. Six mois lui ont suffi pour atteindre sa vitesse de croisière.

Dans sa croisade contre la pauvreté, le gouvernement togolais a opté pour la finance inclusive qui devrait soustraire 2 millions de Togolais des difficultés de la vie quotidienne, en améliorant leurs conditions de vie.

Le thème «Cap sur la finance inclusive» de la quatrième édition de la Semaine nationale de la Microfinance, tenue du 13 au 17 octobre dernier à Lomé, n'est pas fortuit.

Mme Amegbleto Afiwa, mère de famille, la trentaine révolue, est l'une des premières bénéficiaires d'APSEF dans la région des Plateaux, par l'intermédiaire de Coopec Ilema. Elle s'investit dans la vente de sel à Glito, village situé dans la préfecture d'Anié, à la frontière du Togo et du Bénin. APSEF a mis fin à ses problèmes de trésorerie, lui donnant les capacités d'effectuer des achats au comptant et d'augmenter ainsi sa marge bénéficiaire.

« Je manquais de liquidités et j'achetais souvent à Anié le sel à crédit à 7000 FCFA pour le revendre chez moi. Quand j'ai bénéficié du crédit APSEF, j'ai acheté 4 sacs de sel à 20 000f et assuré le transport avec les 10 000F restant », a indiqué cette dernière.

L'APSEF en question

Comme Afiwa, des milliers de femmes à travers tout le Togo, retrouvent le sourire et mènent leurs activités avec moins de soucis.

Elles sont bénéficiaires du crédit APSEF, destiné à soutenir et encourager les activités génératrices de revenus (petit commerce, agriculture, artisanat etc.) des hommes et femmes vulnérables, afin qu'ils puissent se prendre en charge.

Ce crédit de masse, d'un montant individuel maximum de 30 000 F CFA,



Madame Victoire Tomégah-Dogbé ministre du Développement à la Base.

est octroyé pour un premier cycle de 6 mois. Hommes et femmes ont accès à ce produit en groupes solidaires de 4 à 6 personnes. L'utilisation peut être individuelle. Aucune caution matérielle et financière n'est exigée. Seule compte la caution morale des membres du groupe.

Deux cycles de 30.000 FCFA sont prévus, puis deux cycles de 50.000 pour chaque bénéficiaire qui pourra ensuite rejoindre de manière classique une institution de microfinance. Le taux d'intérêt de ce crédit pour les deux premiers cycles est de 5% annuel avant de passer pour le 3ème et 4ème cycle à 8%. Sur les 5%, une épargne stratégique de 3 % est constituée à la fin du remboursement. Au préalable, les bénéficiaires suivent une formation de gestion d'une AGR et le bon usage d'un prêt.

Le tout premier produit du FNFI devra toucher 300.000 personnes avant la fin de cette année par l'intermédiaire

des prestataires de services financiers, notamment les institutions de microfinance partenaires du FNFI. Au total, 2 millions de Togolais pauvres devraient bénéficier des produits subséquents du fonds d'ici 2018.

Chemin parcouru

Sur le terrain, APSEF suscite engouement et espoir. Le nombre des demandeurs s'accroît, les prestataires de services financiers de plus en plus actifs. Des groupes solidaires se forment avec célérité, reçoivent la formation et perçoivent le crédit. D'autres sont en attente.

Motivateurs sont les témoignages. Ils révèlent à suffisance, le grand espoir suscité par ce crédit chez les populations à la base. Comme chez des femmes de la préfecture de Yoto dont la majorité exerce dans la transformation de noix de palme et dans de petits commerces.



Avant, pour avoir de petits crédits, elles étaient obligées d'aller vers les usuriers ou de s'appuyer sur d'autres femmes qui bénéficiaient déjà de crédit. Aujourd'hui, APSEF leur permet d'avoir accès directement aux crédits auprès de l'Institution de microfinance Akwaba. Parmi ces femmes, Mme Gaba Afi Grâce, demeurant à Tchékpo. Son secteur d'activité, la transformation et la fabrication de l'huile de palme. Elle témoigne : « Pour préparer l'huile, je prenais l'argent auprès de mes gros clients. Après fabrication, je leur donne les produits. Je prends encore l'argent, et le cycle reprend. Ce qui m'empêchait d'évaluer mes bénéficiaires. Le crédit APSEF m'a donné les moyens de préparer l'huile, de la vendre moi-même au marché de Vogan et de Tsévié. Quant à Mme Afiwa précédemment citée, elle lance un appel à d'autres femmes à s'organiser en vue de jouir comme elle des avantages de ce fonds. « Le Chef de l'Etat a promis améliorer la vie de la femme togolaise. J'en suis un exemple vivant. Je suis en joie, parce que ma vie aujourd'hui est mieux qu'hier », a-t-elle déclaré avec émotion.

Mais APSEF n'est pas destiné qu'aux femmes. Les hommes aussi en font partie. Exemple : Kossi Mawussi, résident de la préfecture de l'Ogou, précisément dans le village Akparè, commerçant de friperie, a également eu accès à cette aide.

Des chiffres éloquentes

D'après les résultats à mi-parcours, livrés par le Directeur par intérim de la FNFI, M. HOUENOU Comlan Prosper, au 15 octobre 2014, APSEF a permis de toucher réellement 211.846 personnes sur l'ensemble du territoire national. Soit un taux de réalisation global de 70% sur les 300 000 personnes à toucher cette année, répartis comme suit : Région Maritime : 76 000 bénéficiaires, soit 96% de ce qui était prévu pour cette région ; Région des Plateaux : 34 000 personnes, soit 49% ; Région Centrale : 26 600 personnes, soit 61% ; Région de

la Kara : 35 000 bénéficiaires, soit 67% ; Région des Savanes : 38 000 personnes, soit 66%. A noter que les prévisions sont faites suivant la carte de pauvreté du pays.

Globalement, toutes les régions, à l'exception des Plateaux où un travail de fond est en train de se faire, dépassent la moyenne de 50%. Ce qui dénote d'une relative bonne situation du produit APSEF.

Toutefois, les difficultés ne manquent pas. Mais la solidarité des groupes



Mme Gaba Afi Grâce

permet de les juguler à temps.

Remboursement au bon rythme

Au cours de la tournée de sensibilisation sur le produit APSEF, la Ministre Tomégah-Dogbé et le Directeur des Opérations et du Partenariat de la FNFI, Yves Gnaba, n'ont cessé de marteler aux populations, que « APSEF est un crédit et non un cadeau ! »

Message compris par les populations. Les remboursements vont bon train. Comme c'est le cas à Kpogan, quartier situé dans la banlieue est de Lomé, où le remboursement se passe sans encombre. « 100% de remboursement depuis le démarrage d'APSEF », confirme Gabiam Kokou, directeur général de la Coopérative chrétienne d'Épargne et de Crédit (COCEC).

« Le remboursement répond à nos

attentes ; les gens remboursent effectivement comme cela se doit », corrobore M. Panissé Béni, directeur de la Coopérative d'Épargne et du Crédit de l'Église de Pentecôte du Togo (COECEPT). Le remboursement peut se faire par jour, par semaine ou par mois.

Mobilisation de ressources

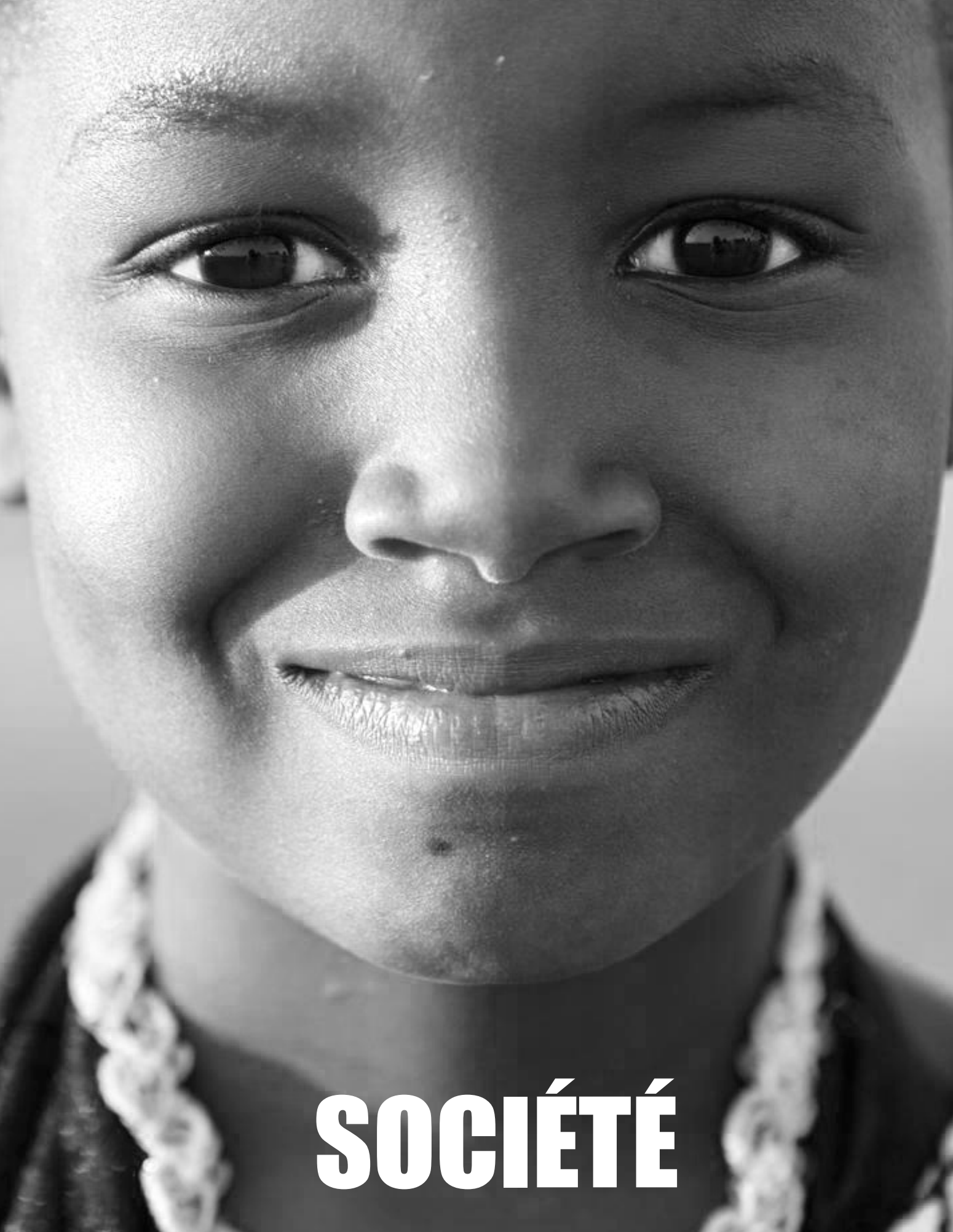
Pour ce genre de projet, la mobilisation des ressources demeure un défi permanent. L'Etat y a déjà injecté 2 milliards de FCFA à son démarrage. Un paramètre qui concourt à faciliter la mobilisation de ressources, c'est le caractère participatif du processus de mise en place du FNFI. Tous les partenaires au développement, les banques, les institutions de microfinance ont participé au processus. D'ores et déjà, une convention de financement de 5 milliards de FCFA est signée avec la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD).

Pour toucher 300.000 personnes avec un coût moyen de 30.000 FCFA, il faut, au bas mot, 9 milliards. 7 milliards sont déjà mobilisés. « La mobilisation des ressources est pour nous un défi au quotidien et nous allons le relever », a promis le ministre Victoire Dogbé-Toméghah.

Des pays comme l'Inde, la République Démocratique du Congo (RDC) et le Bénin ont développé ce genre de programme avec succès. Pourquoi pas le Togo ? C'est dire que la lutte contre la pauvreté est en train de prendre une tournure irréversible au Togo. L'essentiel est que les attentes des vrais concernés trouvent satisfaction.

« Face à la roche, le ruisseau l'emporte toujours, non pas par la force mais par la persévérance ». La ministre Victoire Dogbé-Toméghah.

qui prend à son compte, cette pensée de H. Jackson Brown, n'en doute pas. ■



SOCIÉTÉ



Dr MOÏSE KWASIVI FIADJOÉ

METTRE UNE MÉDECINE
DE QUALITÉ À LA PORTÉE
DE TOUS

Gynécologue-obstétricien, spécialiste en fécondation in-vitro (FIV), Dr Moïse Kwasivi Fiadjoé dirige la clinique BIASA, l'une des meilleures structures sanitaires au Togo et dans la sous région. Il ouvre le livre de sa vie dans cet entretien.

Il est bien rempli le parcours professionnel du sexagénaire Moïse Kwasivi Fiadjoé qui, pour son entrée dans la vie active, a d'abord dirigé le cabinet de feu son père Fiadjoé Robert. Ancien interne des hôpitaux à Tourcoing (Nord de la France), il détient un CV enviable et une carte de visite fournie. D'abord détenteur d'un Doctorat d'Etat en médecine en 1978 (Lille, France), il obtiendra un an plus tard une maîtrise de Biologie Humaine, et par la suite un diplôme d'Université en Echographie et Gynécologie Obstétrique (1980). Après son Certificat d'études supérieures (CES) de Gynécologie Obstétrique et son DEA en stérilité et biologie de la reproduction, le jeune médecin rentre dans son pays natal en 1983, où il intègre l'équipe dirigeante du cabinet médical de son père. Il est le premier médecin togolais à avoir équipé son cabinet d'un échographe (1984) et réalisé la première Fécondation In-

Vitro du pays (1996). Par conséquent, Dr Fiadjoé est donc le premier à installer un Centre de fertilité au sein de sa clinique. Sous sa direction, la clinique BIASA, cet établissement familial est devenu une structure institutionnalisée. Infatigable dans sa lutte contre l'infertilité, il ambitionne d'équiper son centre de fertilité d'une unité de FIV pouvant prendre en charge le risque viral pour les patients vivant avec le VIH.

Courtois mais très exigeant, ce père de deux enfants est le fondateur du Groupe inter africain d'études, de recherches et d'application sur la fertilité (GIERAF) qu'il a dirigé de 2009 à 2011. Le directeur général de la clinique est également membre du Conseil d'administration de la Société internationale de la fertilisation In-Vitro (ISIVF) et membre d'honneur du Collège national des gynécologues et obstétriciens français.

Vous dirigez l'une des prestigieuses cliniques du Togo, une des cliniques de référence de la sous-région. Croyez-vous que le Togolais moyen peut se soigner chez vous ? Comment comptez-vous garder la pérennité d'une telle structure ?

(R) La clinique BIASA porte le nom d'une dame ordinaire (revendeuse d'oignon au marché), qui a sacrifié presque toute sa vie pour élever ses deux garçons, à cause du décès « prématuré » de son mari. C'est ma grand-mère. Pour lui exprimer sa gratitude, mon père médecin admit à la retraite créa un cabinet médical et lui donne son nom. Nous avons conservé ce nom, non seulement, pour honorer cette grand-mère, mais aussi en référence au combat

Entretien réalisé par Kossiwa SEENAM

quotidien que mènent les femmes pour éduquer leurs enfants. Et donc si cette clinique porte le nom d'une femme ordinaire, nous ne pouvons vouer notre profession qu'à tout Togolais à la recherche d'un service de soins de qualité. En somme, BIASA n'est pas une clinique pour les riches,

à nous, qu'il ait accepté d'investir du capital, je crois que c'est un gage de pérennité. C'est pour cela que je suis confiant. Je suis persuadé qu'après moi, il n'y aura pas de déluge parce que je n'aurais pas eu d'enfants médecin pour prendre la relève ! BIASA résistera.

la Banque africaine de développement, la Fondation Bill & Melinda Gates et l'Agence de développement allemande DEG, ce fond réalise des investissements compris entre 250.000 et 5 millions de dollars dans des PME du secteur de la santé. Mais pour qu'il vous appuie, il faut accepter que le fonds rentre dans votre système de management et vous impose un certain nombre de conduite à suivre de façon à amener progressivement la structure au niveau international. C'était un challenge ! Il fallait qu'on accepte de perdre un peu de notre pouvoir en vue d'institutionnaliser la clinique. Je pense qu'il vaut mieux être partenaire dans une grande structure qui se développe, que d'être un grand patron dans une entreprise



qui végète et qui tourne en rond ! Nous avons accepté le challenge et, aujourd'hui, nous pensons que le bilan est positif sur plusieurs points, notamment l'acquisition d'un bon management qui va mettre en place les graines devant assurer la pérennité de la clinique.

Vous êtes aussi le premier à réaliser la première Fécondation In Vitro au Togo. Pourquoi ? Y a-t-il une différence entre ces enfants et ceux

dits « naturels » ? Combien de praticiens de ce genre de médecine y-a-t-il au Togo à ce jour ?

c'est une structure sanitaire réservée à toutes les couches sociales. Je pense que la pérennité de toute entreprise réside dans la mise en place d'une structure organisationnelle. La clinique BIASA, est passée d'une structure familiale à une institution avec Conseil d'administration. Si ce dernier joue bien son rôle, il veillera donc à ce qu'elle soit pérenne ! En outre, le fait qu'un fonds d'aide se soit intéressé

T : *Parlant de fonds, vous avez décroché un investissement d'Aureos Capital pour financer la modernisation de votre clinique. Quel est le bilan à mi-parcours ?*

(R) Je tiens à préciser qu'Aureos Capital a bénéficié du Fonds pour la santé en Afrique, qui aide les structures sanitaires « familiales » comme le notre sur le continent noir. Créé en 2009 par la Société financière internationale,

Il fallait qu'on accepte de perdre un peu de notre pouvoir en vue d'institutionnaliser la clinique

(R) Je m'intéresse aux problèmes de fertilité depuis plusieurs années, parce que je crois en la vie. Beaucoup de médecins s'intéressent aussi à l'infertilité mais à des degrés différents. Ils adoptent, pour la plupart le traitement médical ou chirurgical. Disons que la FIV est le summum, le «dernier» recours, quand on a tout essayé sans succès. Et

là-dessus notre centre de fertilité est le seul au Togo depuis 1996. Nos premiers enfants sont nés en août 1997- un garçon et une fille. Ils sont pubères aujourd'hui et vivent cette puberté comme tous les enfants de leur âge. Ceci dit, il n'y aucune différence entre ces deux types d'enfants. En fait, la FIV consiste juste à reproduire au laboratoire tout le processus de la fécondation qui a lieu dans la trompe. Ce séjour est relativement court, 48 à 72 h après la ponction. Et il n'y a pas plus de malformations chez ces enfants que dans la population «normale».

Y-a-t-il réellement besoin d'un centre de fertilité dans nos pays ? Si oui, quel est son impact sur la santé de reproduction ?

(R) Il est, certes, prouvé qu'en Afrique l'indice de fécondité est très élevé. Mais ce n'est pas parce que mon voisin a des enfants, que je n'ai pas le droit d'en avoir ! La plupart du temps, les cas d'infertilité en Afrique sont dus aux conséquences socio-sanitaires. Malheureusement, beaucoup de femmes sont sujettes à des infections mal traitées, sources des trompes bouchées. Et les traitements médical et/ou chirurgical ne sont pas toujours efficaces dans ces situations. En outre, les hommes ont, de plus en plus, des problèmes de fécondité qui sont difficiles à traiter avec les médicaments et la chirurgie. La FIV devient donc une solution ultime, pour ces couples qui espèrent devenir des parents, puisqu'en Afrique, un couple sans enfant n'est pas considéré. Ce qui n'est pas le cas des pays développés. Par conséquent l'Afrique a, beaucoup plus, besoin de centres de fertilité, afin de rétablir cette injustice sociale.

Ne croyez-vous pas qu'il s'agisse de braver Dieu que de pratiquer la FIV ?

(R) Non, aucunement ! A quelques exceptions près, Dieu n'a créé personne stérile. C'est vrai qu'il y a des anomalies congénitales qui font qu'on ne peut pas avoir d'enfants. Mais, s'il n'avait pas voulu, il ne permettrait pas qu'on découvre cette technique, au 20ème siècle, alors que ce problème date de plusieurs siècles. Avoir le nombre d'enfants qu'on désire, est un droit inaliénable de tout citoyen, et nos politiques

doivent réellement penser à comment aider cette frange de la population. C'est un besoin tangible malheureusement. Et si on peut aider à rétablir ce droit, je crois que le médecin que je suis doit s'adonner à cœur joie pour assister ces couples et apporter un peu de sourire dans leurs foyers.

Des lois régissent le domaine ?

(R) Il n'y a pas de lois de biotiques qui organisent l'Assistance médicale à la procréation (AMP) au Togo, ça va venir forcément. Même dans les pays développés, la pratique a toujours précédé les lois. Cependant, je pense que ce serait une bonne chose qu'il y ait des lois pour réglementer la pratique. Néanmoins, il existe un certain nombre de garde-fous rassurants. Au prime abord, la conscience du praticien. Ensuite, le code de déontologie médicale et enfin les règles de bonnes conduites édictées par les sociétés et associations. Je prends l'exemple du Cameroun qui s'est basé sur celles du GIERAF pour voter un arrêté ministériel afin de contrôler cette profession sur son territoire. J'estime qu'on peut, toutefois, mettre en place des comités nationaux d'éthique pour gérer, non seulement l'AMP, mais tout ce qui est lié à la biotique, en attendant l'établissement de ces lois. Ces dernières doivent être souples, car qui parlent de lois fait allusion aux sanctions, afin de permettre le développement de cette pratique qui aide une frange importante de nos populations.

L'infertilité n'est donc pas une fatalité ?

(R) On ne doit plus considérer l'infertilité comme une fatalité et encore moins comme une maladie honteuse. Il suffit juste de chercher ses causes et de les traiter à temps, voire les prévenir, notamment en soignant correctement les infections. Dans le pire des cas, la FEV reste un recours. Après tous ces traitements, certaines personnes ne pourront pas avoir d'enfants. Et s'ils ne peuvent pas en adopter, ils doivent dépasser cela et se dire qu'il y a d'autres sources d'épanouissement et de bonheur ! Ces couples doivent s'aimer davantage et semer l'amour autour d'eux. Après tout, on naît seul et on meurt seul, la vie continue. ■

J'estime qu'on peut mettre en place des comités nationaux d'éthique pour gérer, tout ce qui est lié à la biotique, en attendant l'établissement de ces lois



Les sociétés modernes produisent beaucoup d'ordures ménagères et l'un des enjeux urbains, vu le développement effréné des villes, est le traitement de ces déchets. Sous d'autres cieux, l'on a compris qu'on peut redonner vie aux déchets. Dans notre pays les déchets demeurent la première source de pollutions visuelles et olfactives. Les autorités en charge de la ville de Lomé ne ménagent aucun effort pour gérer au mieux les ordures ménagères et les valoriser.

LOMÉ

CONFRONTÉE À LA GESTION DES ORDURES MÉNAGÈRES

— *Egome AMAH*

La ville de Lomé ne dispose pas encore de moyens modernes de traitement des ordures. Malgré des efforts, les pouvoirs publics sont à un traitement traditionnel- le ramassage, et semblent dépassés par les quantités produites par la ville. Une nouvelle carte de la collecte des ordures ménagères a été refaite en 2008 avec la transformation des associations de pré collecte en société de ramassage. Ces entreprises ont eu des subventions à travers la dotation d'engins motorisés. Du coup, la plupart des décharges intermédiaires ont été supprimées. Les sociétés de ramassage convoient elles-mêmes directement les immondices aux décharges finales, dans la banlieue nord de la ville de Lomé . Ce nouveau



procédé a certes rendu le travail moins pénible mais n'a pas résolu le problème de la gestion des déchets domestiques. Il suffit de regarder autour de soi pour constater avec amertume que Lomé ne sait plus se faire belle et coquette et a perdu son lustre d'antan.

L'insalubrité de la capitale togolaise a des causes multiples parmi lesquelles la gestion des ordures ménagères. Notre enquête montre que depuis 1960, Lomé a mis en oeuvre plus

ramassage avec la création de la Société d'enlèvement des ordures ménagères et d'assainissement (la SOTOEMA) chargée de la collecte.

Durant 13 ans, la deuxième stratégie de gestion des ordures ménagères se faisait avec la collecte à domicile par des équipements spécialisés adaptés.

Mais la crise sociopolitique des années 1990, accentuée par la suspension de la coopération et la dévaluation du franc CFA, ne permettait plus à la

La multiplicité des prestataires répond à l'idée émise par les institutions de Bretton Woods de résorber le chômage avec la vulgarisation des activités à haute intensité de main d'œuvre. Et malgré tous les efforts fournis réalisés, la conclusion est la même depuis 1960. La gestion des ordures ménagères à Lomé se résume au déplacement des détritres des maisons vers la décharge finale.



Vers la valorisation des ordures ?

Aujourd'hui, des études ont montré que l'on peut valoriser les ordures ménagères. Il est possible d'en extraire, par exemple, du compost, de recycler les objets en plastique, en verre ou en métal. Mais sans un centre de traitement avec un système de tri sélectif à la base, la gestion des ordures sera un véritable problème de société.

Néanmoins, la valorisation des déchets domestiques ne devrait pas permettre la disparition à court terme des dépotoirs, et par conséquent réduire, la pollution de la nappe phréatique superficielle à Lomé, les nuisances visuelles et olfactives qui émanent de ces amoncellements ; les maladies liées à la saleté, telle que le choléra, par exemple, ou la fièvre thyroïde qui fait de plus en plus de victimes.

Pour éviter toutes ces maladies, la ville de Lomé devrait passer procéder à une politique de sensibilisation des citoyens portant sur la nécessité d'un comportement citoyen. La municipalité pourrait mettre à contribution les médias dans ce combat pour une ville plus propre débarrassée de ses déchets ■

d'une stratégie de gestion des ordures ménagères.

La première date de 1960 à 1974. Ce sont les agents de la voirie qui collectaient aux points de ramassage dans la vieille ville, les rebuts des ménages. Chaque point de ramassage se situe tout à proximité des latrines publiques des quartiers. En 1974, l'Etat, sur proposition des bailleurs de fond, a privatisé les structures de

municipalité de régler débits vis-à-vis de la SOTOEMA. Le contrat fut donc résilié en 1997.

La troisième stratégie, de 1997 à 2005, a consisté en une attribution de la collecte vers les décharges intermédiaires. Ces dernières sont vidées au profit de la décharge finale par des entreprises de génie civil, avec un matériel de travaux publics.



NEME GNASSINGBE SODJI : « IL Y A DES ALTERNATIVES CREDIBLES AUX SACHETS PLASTIQUES »

Elle a fait de la lutte contre la pollution environnementale par les sachets plastiques, un mode de vie. A 37 ans, Nèmè Gnassingbé, est une mère de famille et entrepreneure à succès. Son principal défi : faire entrer dans l'usage, les sachets oxo-dégradables, communément appelés sachets biodégradables. Aussi voudrait-elle assainir le visage des villes africaines en luttant contre la prolifération des emballages plastiques. Elle le fait à travers son entreprise Nemssy Environmental Technologies, qui encourage l'utilisation des sachets oxo-dégradables et des additifs pro-dégradants.

Marthe FARE

C'est lors d'un voyage en France en 2009 et en feuilletant une revue écologique que Nèmè Gnassingbé a trouvé sa vocation : faire disparaître l'usage des sachets plastiques qui polluent l'environnement dans son pays natal, le Togo, et sur son continent. « Entre deux rendez-vous, je feuilletais une revue quand je suis tombée sur un article vantant les mérites d'une nouvelle manière de protéger l'environnement et le sachet dégradable ». Même si au début, elle trouve le concept utopique, sa curiosité naturelle la pousse à entrer en contact avec *Alternative plastics*, la filiale française de *Symphony environmental technologies*

PLC. Elle est encouragée par les actions de cette filiale au Rwanda, l'un des pionniers en Afrique à avoir banni l'usage des sachets non biodégradables. Pour Mme Nèmè Gnassingbé, commence alors une nouvelle vie, celle de l'entrepreneure qui veut lutter pour la protection de l'environnement.

Un nouveau combat, un nouveau mode de vie

De retour au pays et après une signature de partenariat avec *Alternative plastics*, cette diplômée en Commerce



international et marketing veut donner l'exemple. Elle commence l'importation des sachets oxo-dégradables pour lutter contre la pollution visuelle que crée le plastique. « Mon objectif premier était de contribuer à assainir les villes africaines ». Pour ce faire, elle travaille avec plusieurs organisations sous-régionales de lutte contre la pollution, puis, décide de s'attaquer à la source du problème : les fabricants d'emballages plastiques. Elle compte les sensibiliser en leur proposant des additifs pro-dégradants dans la fabrication des sachets plastiques, mais ces derniers sont méfiants, craignant des surcoûts. Avec une sensibilisation accrue en 2011, certains fabricants ont finalement consenti à utiliser les nouveaux additifs. Ainsi, 12 industriels se sont laissé convaincre, même si les surcoûts ont été estimés à 18% pour le plastique traditionnel.

Après les industriels, c'est l'incompréhension des consommateurs pour qui le nouveau produit revenait plus cher, alors qu'à vue d'œil, il n'y avait pas de différences perceptibles. Là aussi, à coups de sensibilisation, elle réussit petit-à-petit à bousculer les habitudes. « Je sais que c'est un combat de longue haleine, mais je ne baisserai pas pour autant les bras. La survie de notre continent en dépend »

Entre vie de famille, hobbies et vie associative

Quand elle n'est pas occupée à courir le monde ou les bureaux des entrepreneurs à essayer de les convaincre de l'utilité des additifs pro-dégradants, Nèmè Gnassingbé préfère se consacrer à sa famille. « Ma journée idéale est celle que je passe avec mes enfants, mon autre travail à plein temps.

« Mon objectif premier était de contribuer à assainir les villes africaines »

Dès que j'arrive à les éloigner un peu, je lis beaucoup, surtout la bible.» Comme tout le monde, elle n'a pas pu s'empêcher de s'attaquer à la dernière curiosité littéraire, le livre « Merci pour ce moment », de l'ex-première dame de France, Valérie Trierweiler. Quant à sa vie associative, elle reste attachée à son combat de tous les jours pour l'environnement. Elle est présidente fondatrice de l'ONG « Togo environnement propre », dont l'objectif est de lutter contre la pollution environnementale causée par les sachets plastiques. « Je reste convaincu que leur usage finira par entrer dans les mœurs. Ça fait au moins trois ans que je me bats pour la cause, et je vois que les entrepreneurs et par ricochet les Togolais, commencent à être réceptifs », dit-elle avec une pointe d'optimisme. ■



JONAS SILIADIN

Ancien directeur de cabinet du Premier Ministre Agbeyomé Kodjo, Jonas Siliadin, résident aujourd'hui en France, a quitté quelque peu la politique pour travailler dans les finances. Il est responsable du contrôle permanent pour l'Europe chez Carrefour Banque, un établissement financier français. Auteur d'un livre plein de sens sur le théâtre politique dans lequel il en appelle à une nouvelle approche pour faire évoluer le processus démocratique, Celui qui se dit un Togolais profondément amoureux de son pays et qui ne nourrit qu'un seul rêve, le servir, explique à Tendances les raisons de l'extraordinaire embellie dans le secteur financier au Togo, après des années de marasme.

*Interview réalisée par
Mellboritz PANA*

Ces huit dernières années, un nombre croissant de banques étrangères privées se sont installées au Togo, transformant à la fois la géographie financière du pays et surtout l'offre de services. Certains estiment que la surliquidité et le faible taux de bancarisation sont les raisons de l'intérêt d'un tel attrait du Togo ? Qu'en dites-vous ?

(R) Effectivement le taux de bancarisation au Togo, autour de 12%, même s'il est l'un des plus élevés de la sous région, est très faible quand on considère les 50% au Maghreb ou les 90% et plus au sein de l'OCDE. Il offre des perspectives de développement intéressantes aux banques, et constitue de ce fait un facteur déterminant dans l'attrait qu'offre notre

pays. Quant à la surliquidité, elle ne peut être considérée comme un attrait que de manière indirecte puisque dans l'absolue, elle est un indicateur qui rapporte le volume du crédit distribué au niveau des collectes. Il peut dès lors traduire une atonie économique se manifestant par l'absence d'initiatives ou de projets éligibles aux crédits bancaires ; il peut aussi souligner un volume important de l'épargne intérieure qui est à tel niveau qu'il se dégage un excédent structurel par rapport aux crédits bancaires distribués à suffisance. Dans tous les cas, la surliquidité a un effet bénéfique en ce qu'elle réduit la concurrence entre les banques en même temps qu'elle les rend quasiment insensibles à la politique monétaire pour peu que les réserves obligatoires ne soient pas excessives. Dans cette configuration, les taux débiteurs peuvent être fixés à un niveau élevé et rendre ainsi la marge d'intermédiation très confortable. C'est de ce point de vue qu'aussi paradoxal que cela puisse paraître au prime abord, la surliquidité peut être un des facteurs attirants. Mais au-delà de cela, je pense que le Togo dispose depuis longtemps, d'une réputation de place financière prospère assise sur un savoir-faire humain et technologique. Par ailleurs, le dynamisme retrouvé de notre économie, les efforts de modernisation du climat des affaires et les investissements réalisés dans les domaines portuaires et aéroportuaires sont à mon

avis, les atouts qui pèsent et vont encore peser dans le choix d'établissement de ces nouvelles banques dans notre pays. Il faut s'en féliciter et espérer qu'une réforme aboutie du système judiciaire et de la fiscalité, accélère l'activité économique et valide le pari des investisseurs.

Depuis février dernier, l'OTR (Office Togolais des Recettes) est opérationnel. Selon vous quel est l'intérêt de la création d'un tel office et quel serait son impact sur l'économie togolaise ?

(R) Le gouvernement affiche des ambitions importantes pour le Togo, dont la réalisation repose essentiellement sur sa capacité à recouvrer les recettes de manière exhaustive et efficace, un défi d'autant plus important que le secteur productif est pour une grande part, informel. Le fait de centraliser sous un même toit les différentes régies financières en charge de cette mission, garantit une plus grande célérité, grâce à des procédures, des outils et une gouvernance homogènes et cohérents. Cela simplifie le parcours des opérateurs économiques et assainit le climat des affaires ; il offre par ailleurs, une meilleure visibilité à l'Etat sur ses capacités et peut donc l'amener à faire une planification sereine de l'action publique et une anticipation plus judicieuse quant au concours additionnels nécessaires à moyen et long termes. Par rapport au désordre préexistant, l'Etat devrait réaliser des gains puisque les pertes en ligne et les manques à gagner sont en principe fortement limités. C'est un outil important qui bien utilisé, pourrait concourir à la modernisation de l'économie et au renforcement de la bonne gouvernance. Il faut tout de même être vigilant dans la mise en œuvre des nouvelles procédures en ayant à l'esprit qu'une bonne partie des agents économiques dans notre pays est peu ou pas instruite. La sensibilisation et la pédagogie sont donc aussi nécessaires que la fermeté et l'intégrité. Enfin, l'Etat doit être exemplaire dans l'allocation des ressources et apporter des preuves tangibles aux citoyens de l'utilité de payer leurs impôts et taxes diverses.

En janvier 2014, en croisade contre la pauvreté, le gouvernement togolais a initié le Fonds National de Finance Inclusive. Réactions ?

(R) Tout ce qui est destiné à juguler la pauvreté et enrayer l'exclusion sociale est à saluer. Nous évoquions plus haut le faible taux de bancarisation dans notre pays ; il résulte aussi de ce que l'asymétrie d'informations ne permet pas au système financier classique de répondre aux besoins d'une immense majorité. Le caractère informel des différents projets n'est pas compatible avec l'approche globalement standardisée des banques. Depuis les années 1960 plusieurs Institutions

de Microfinance (I M F) interviennent au Togo aux côtés des personnes exclues particulièrement celles vivant en milieu rural. La mise en place d'un cadre réglementaire notamment en 2007, a permis d'assainir un peu un secteur qui risquait de devenir le réceptacle d'improvisations

et d'abus. Les IMF bien structurées ont profité de ce cadre pour renforcer leur assise sur le terrain et développer leurs activités. Au premier semestre 2014, les IMF du Togo représentaient 154 milliards de FCA de collecte et 127 milliards de FCFA d'encours crédit. L'objectif du Fonds National de Finance Inclusive est de venir en appui à ces IMF en mettant à leur disposition des lignes de crédit à partir des ressources mobilisées auprès des bailleurs institutionnels. Cela devrait induire un taux de pénétration plus important et donc un renforcement de lutte contre la pauvreté ; le gouvernement table sur 2 millions de bénéficiaires en 5 ans. Les autorités publiques doivent intégrer trois choses importantes à mes yeux. Les expériences menées dans les années 1970 et 1980 à travers les fameuses Caisses agricoles, ont démontré que l'Etat n'est pas efficace à faire directement du microcrédit social parce que cette forme de crédit ne se résume pas à la mise à disposition d'une somme d'argent. Elle nécessite un accompagnement personnalisé important que seules des structures de proximité disposant des méthodologies appropriées peuvent assurer. Par ailleurs, les IMF n'ont pas besoin que de lignes de crédit ; elles présentent aussi et surtout des fragilités en matière de formation de leurs personnels, d'outils de gestion et en matière de contrôle interne, qui appellent une assistance sérieuse. Dernière chose, il est impératif que les autorités publiques veillent aussi, comme cela a été affirmé lors du lancement du projet, à organiser l'arrimage direct des IMF qui en ont la capacité, au système financier classique pour enclencher un processus de formalisation progressive du secteur. Une finance inclusive qui conforte un système dualiste ne fait qu'accroître l'exclusion, soulager la pauvreté sans la réduire et perpétuer l'informel. Le Fonds est un pas important dans la lutte contre la pauvreté mais le défi commande au gouvernement d'aller plus loin. ■





© Emmanuel PITA

EXPLOITATION DE LA PIERRE ORNEMENTALE D'AKATA : UNE PIERRE QUI A LE VENT EN POUPE !

Face au boom immobilier que connaît le Togo, nombreuses sont les personnes qui ont recours aux pierres naturelles comme matériau de construction. De plus en plus, l'on observe de belles façades tapissées de pierres ornementales plus connues sous le nom de pierre d'Akata. Elle est très appréciée pour sa résistance à l'usure et pour ses propriétés d'isolant thermique. Bref, la maison écolo a le vent en poupe !

Lola AKOMATRSI

A Lomé, il existe deux points principaux de vente notamment à Adidogomé et Atikoumé. Cependant, c'est dans le canton de Kpélé Akata, à 17 Km de la ville de Kpalimé, que se fait l'extraction de cette pierre ornementale, très souvent sous un soleil de plomb, à ciel ouvert. Non loin du Collège d'Enseignement général d'Akata, se trouve une carrière artisanale de près de 100 hectares. L'extraction de la pierre naturelle se fait essentiellement par décapage de plaquette de pierre à près de huit (08) mètres de profondeur.

Tels de gros cratères, l'on compte à la surface 19 fossés de 12 mètres de diamètre chacun. A l'intérieur, l'on peut apercevoir des ouvriers qui s'activent torse nu sans aucun équipement de protection, munis de pioches et de burins. Une pratique rudimentaire qui impacte lourdement la capacité de production. Il faut compter toute une semaine de travail sans relâche pour obtenir 10 tonnes de pierres ornementales par fossé. Cependant, pour les ouvriers, le jeu en vaut la chandelle. «Nous procédons à la main pour préserver la nature et les formes géométriques des pierres », affirme un des ouvriers. «C'est un travail qui demande beaucoup de minutie», poursuit-il.

Ainsi, le prix de ces pierres est à la mesure des efforts que la pierre exige pour l'extraire. Une véritable mine d'« or » !

Sur ces dix dernières années, la demande en pierre ornementale d'Akata a grimpé en forte hausse. Bien qu'exclusive au canton de Kpélé-Akata, le minerai reste la chasse gardée de trois (03) entreprises familiales, de riches propriétaires terriens qui disposent de carrières pour l'exploitation et la commercialisation de cette pierre ornementale.

L'accès à une carrière de pierre ornementale pour exploitation est conditionné à une autorisation délivrée par le ministère des Mines et de l'Energie. Pour le cas de la pierre d'Akata où le périmètre d'extraction n'excède pas 1 km², la demande d'autorisation pour une exploitation est valable pour une durée d'un an renouvelable. Les titulaires sont en outre assujettis au paiement de redevances superficielles annuelles variant entre 75 000 F CFA/km² et 150 000 F CFA/km² selon la superficie d'exploitation.

Mais l'investissement en vaut le coup. Sur 100 mètres carré de surface, l'exploitant peut espérer des bénéfices allant de 5 à 10 millions FCFA. En effet, chez un grossiste, le mètre carré est vendu à 15.000 FCFA

tandis que 10 tonnes de pierres ornementales coûtent 820.000 FCFA. Cette même cargaison peut coûter 10% plus cher chez un détaillant.

Une pierre aux mille vertus

Issues de plusieurs millions d'années de formation géologique, ces pierres naturelles sont uniques. Composée uniquement de grains de quartz recristallisés, la pierre ornementale d'Akata affleure dans la région et se présente en de fines lamelles.

Aucun autre matériau ne présente autant de variétés de couleurs et de structures. Chaque surface a son charme bien particulier. Dans une même carrière, les teintes et les veines peuvent aussi varier énormément. Des nuances infinies, des motifs subtils, pour des sols au fini prestigieux.

Elle présente différentes coloris, généralement de couleur blanche, les minéraux accessoires pouvant lui donner une teinte grisâtre ou rougeâtre voire noirâtre. Toutefois, elle est à différencier du même type de pierre ornementale extraite à Bafilo, à plus de 350 Kms au nord de Lomé. Cette dernière, bien que plus brillante et à l'aspect plus esthétique est perméable à l'eau et à l'humidité et donc moins résistante.

La pierre d'Akata pour sa part est extrêmement dure et constitue un substitut du granite en termes de résistance. A Kpalimé comme à Lomé, pour les amateurs, le choix de cette pierre ornementale est motivé par les multiples avantages esthétiques et architecturaux qu'elle offre ce matériau.

En effet, la pierre d'Akata de part sa résistance, confère au bâtiment une excellente résistance à l'usure. Ainsi, elle convient notamment

dans l'embellissement des façades mais aussi pour le tapissage du sol en intérieur. Dans la majorité des cas, elle est utilisée soit dans la pose sur chape maigre, sur dalle en béton ou encore en extérieur sur une base cimentée.

« Sur les chantiers, nous conseillons aux maîtres d'ouvrages et aux maçons d'utiliser nos pierres pour la consolidation des fondations. Avec les quartzites de plus grande taille, ils peuvent réduire la quantité de béton. Cette option est non seulement plus économique mais permet également de renforcer son bâtiment. Au vu de leur résistance à la compression, les quartzites donnent d'excellents résultats en termes de stabilité », explique Santanna, un jeune exploitant à Kpélé Akata.

La pierre d'Akata est aussi connue pour ses vertus antidérapantes . « Pour mes clients, je l'utilise principalement pour tapisser le sol, le bord des piscines, en lieu et place du carrelage classique. Elle se conserve très bien. En extérieur, elle se nettoie toute seule avec l'eau de ruissellement de la pluie, mes clients n'ont plus besoin de frotter à la brosse pour la garder étincelante. Dans les douches ou dans les salles à vivre, un simple chiffon humide suffit à lui rendre son éclat d'origine » explique un carreleur.

Sur le long terme, cette pierre naturelle reste intacte et inaltérable face aux intempéries et aux effets chimiques notamment corrosifs de l'eau. Elle est d'une résistance prouvée non seulement à l'érosion mais aussi aux chocs thermiques. En cas d'incendie par exemple, une maison revêtue de l'extérieur ou tapissée de l'intérieur de pierres naturelles restera indemne.

Des bâtiments écologiques

La beauté majestueuse des bâtiments à la façade décorée de la pierre d'Akata sur l'ensemble du territoire nationale prouve à suffisance l'intérêt de la population. C'est l'exemple de l'hôpital et l'église Baptiste américaine de Kpélé Tsiko à 20 Km d'Akata. Entièrement revêtus et tapissés de l'intérieur de pierres ornementales, ils font la fierté de la localité.

Pas moins de 4.560 m² de pierres ont été nécessaires pour tapisser l'extérieur et l'intérieur de la bâtisse. Ce choix n'a pas été fortuit. Une fois approchés, les paroissiens louent les propriétés thermiques de leur bâtiment. « La pierre qui est extraite dans notre localité possède une très forte capacité de rétention de la chaleur et est un excellent tampon thermique. Cela permet de garder une température plus stable à l'intérieur du bâtiment. De l'extérieur, la pierre joue un rôle d'isolant lors des changements de température. À l'intérieur, la pierre permet de conserver la chaleur ou la fraîcheur tout au long de la journée et une bonne partie de la nuit, évitant ainsi le recours à une climatisation dont nous ne pouvons supporter le coût financier ».

Si la demande sur le marché est de plus en plus forte compte tenu de ses nombreux avantages dans la construction, l'exploitation de cette pierre naturelle laisse des marques indélébiles sur l'environnement. Les tranchées creusées et les anciennes mines ou carrières sont aujourd'hui des cratères béants inondés d'eau en saison des pluies. Conséquence, l'érosion se développe et entraîne la destruction de toute forme de vie végétale et animale. ■



© A présent

PANORAMA

BIBISH MOLA

ARTISTE DE LA CHANSON REGGAE

Êtes-vous un couche-tard ou un couche-tôt ?

Je me couche généralement vers 22 heures

Prenez-vous le petit déjeuner le matin ?

Non, pas toujours

Quel genre musical vous n'oserez jamais faire ?

De la musique jazz. Juste parce qu'elle n'est pas aisée à faire

En boîte de nuit, sur quelle musique vous dansez en dehors du reggae ?

Je danse sur toutes les musiques

Qu'est-ce que vous ne feriez jamais sur scène pour plaire au public ?

Me mettre torse nu

Jusqu'ou pourriez-vous aller avec une fan ?

Pas plus que la laisser me voler une petite bise

Quel est le plus beau cadeau que vous avez reçu d'une femme ?

Un parfum

Le plus long voyage que vous avez effectué ?

J'ai fait un voyage en train qui a duré 11 heures de temps

La destination de vos rêves ?

Les Iles Caraïbes

Vivez-vous actuellement la carrière de vos rêves ?

Plus ou moins

Votre plus grand regret ?

Je ne vois pas, ou peut-être que je n'ai pas de regret

Votre plus beau souvenir de scène ?

Mon concert dédicace en 1997 à Ouagadougou, pour mon tout premier album

Votre fantasme actuel ?

Je n'en ai pas

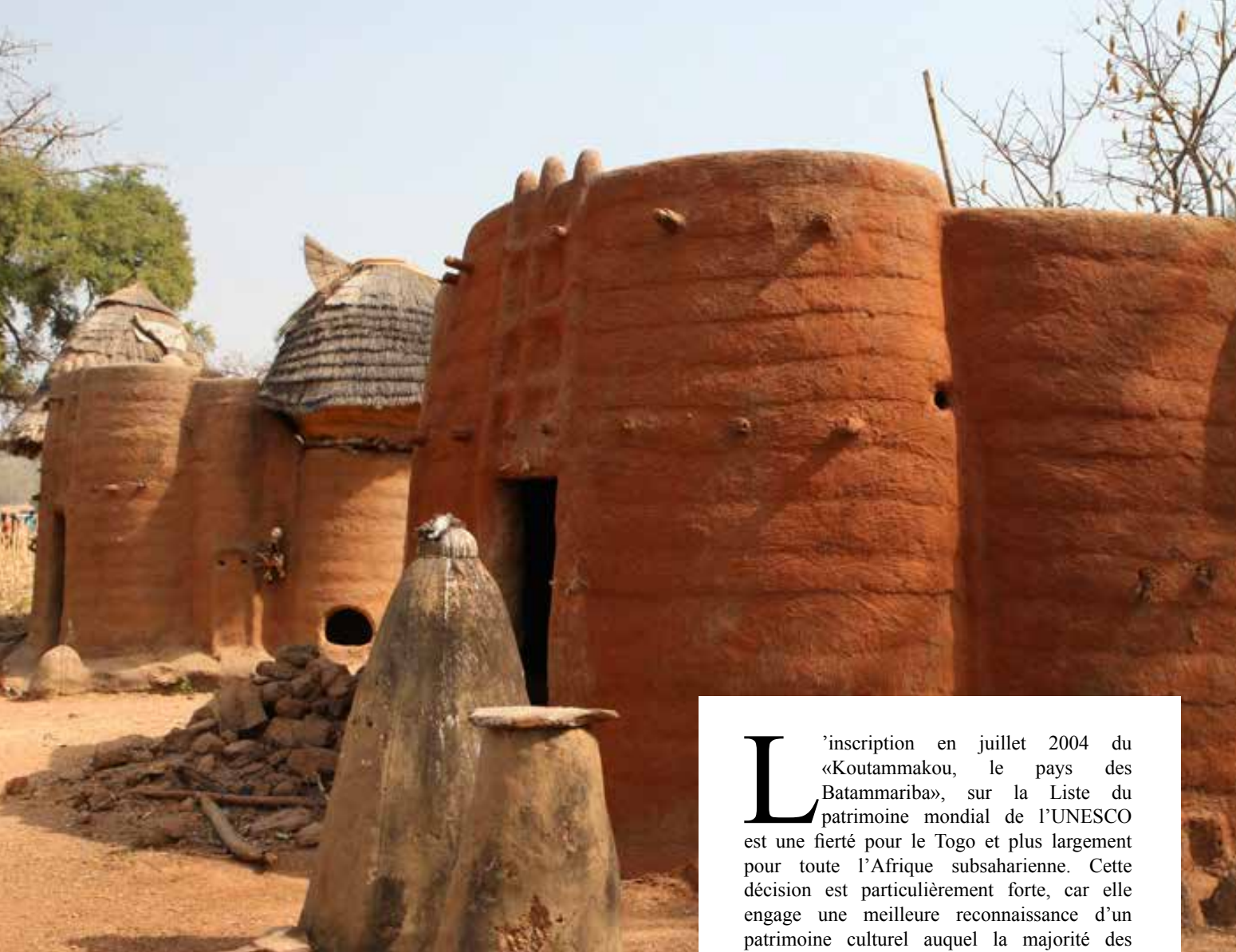
Quel personnage héroïque africain de l'histoire vous fascine ?

Mandela

De quel objet vous ne pourriez vous séparer ?

Ma guitare





JUBILÉ D'ETAIN : KOUTAMMAKOU, 10 ANS DÉJÀ

Du 08 au 15 novembre 2014 a lieu en différé le 10ème anniversaire de l'inscription du Koutammakou sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le site représente un effort d'équilibre entre l'homme et son milieu naturel et met en exergue l'intelligence des Batammariba.

Adolphe PAKAA

L'inscription en juillet 2004 du «Koutammakou, le pays des Batammariba», sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO est une fierté pour le Togo et plus largement pour toute l'Afrique subsaharienne. Cette décision est particulièrement forte, car elle engage une meilleure reconnaissance d'un patrimoine culturel auquel la majorité des africains s'identifie. Le paysage culturel du Koutammakou est un exemple exceptionnel des réelles possibilités d'organisation équitable de la vie des hommes dans le respect de leur territoire et de leur environnement. Au-delà du souci des Batammariba de conserver leur culture, l'expression de leur diversité culturelle, mais aussi de leur volonté de voir l'UNESCO et la communauté internationale les aider à conserver intactes leurs valeurs face aux agressions du monde moderne, il serait peut-être bon que les décideurs s'inspirent de certaines de leurs connaissances pour enfin trouver des solutions aux problèmes de développement du continent africain, sur le plan de l'architecture des maisons, et à la lutte contre la pauvreté. Le pays du Koutammakou, ce milieu culturel à l'architecture typique appelé «takienta», l'habitat traditionnel, se situe au nord-est du Togo, dans une grande région semi-montagneuse et s'étend jusqu'au Bénin.



© A présent

Tout est parti des XVème et XVIème siècles de la « maison baobab », puis à la grotte à doubles entrées ; évidemment les batammariba face aux razzias de l'esclavage puis au XIXème siècle de la colonisation sans oublier les animaux féroces de l'époque, cherchaient refuge. Des conditions d'existence les ont conduits à forger leur destin, façonner la terre et créer la « takienta ».

La « takienta », remarquable à un ou deux étages semblables à de petites tours. Dotés de trois chambres, trois greniers et du sanitaire à l'étage, ce sont des édifices qui renferment au rez-de-chaussée tout le nécessaire pour le quotidien des batammariba ; et à la devanture, juste un espace cérémoniel.

Reconnu ainsi pour l'esthétique de son architecture atypique, la « takienta » est le résultat du génie créateur des «Batammariba», littéralement « ceux qui façonnent la terre » ou « les bons maçons ». Hormis les habitations traditionnelles, l'environnement naturel, le territoire aménagé, les éléments mobiliers et l'homme Batammari avec ses croyances et sa philosophie, le Koutammakou est tout un symbole.

Tout ceci a milité pour ce que cette région culturelle de 50 000 ha soit

inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en juillet 2004 comme paysage culturel et dans le but surtout de le préserver contre d'éventuelles menaces : naturelles ou anthropiques. Ainsi, un plan de gestion et un service de conservation ont été mis en place par l'Etat togolais pour faciliter la sauvegarde de ce patrimoine.

Dix ans après cette inscription qu'est devenu ce site ?

Le site est désormais ouvert au public et accueille régulièrement des touristes, des étudiants et élèves, soit pour raisons touristique ou académiques. Les populations autochtones ont, cru que l'érection de leur patrimoine au rang du patrimoine mondial de l'UNESCO pourrait être une solution à leurs problèmes de pauvreté.

Aujourd'hui, elles semblent être déçue des retombées de ce que le Koutammakou n'apporte rien à leurs quotidien, d'où les conflits avec le comité de gestion.

L'état du site est menacé par la dégradation avancée des essences forestières qui constituent l'armature du site. La population adopte facilement les constructions modernes, au détriment de l'habitat



© A présent

ESTHER SEDJRO AKPEMADO

LA PÂTISSERIE ET LA COMMUNICATION À FLEUR DE PEAU

Animatrice télé, pâtissière et organisatrice d'événements festifs, Esther Sedjro Akpemado apporte sa touche personnelle pour mettre sous le feu des projecteurs des femmes togolaises entreprenantes et talentueuses à travers ses émissions.

Kossiwa SEENAM

Issue d'une famille pieuse où la quête de l'excellence était enseignée au quotidien comme leçon de vie, Esther Sedjro Akpemado a grandi au sein d'une fratrie de quatre filles. Elle tient d'une mère qui reste son modèle de femme. Et d'un père mélomane averti qui leur a donné le goût de la musique, notamment en les initiant très tôt au piano.

Ainsi armée, la jeune Esther suit sa voix, celle qui l'a conduite à la pâtisserie et à la télé, après avoir parcouru différents horizons pour se former. Après une

décennie en France, elle rentre dans son Togo natal en 2006, nantie d'un diplôme de

Pâtisserie Chocolaterie Glacerie Confiserie. «Créer des émotions gustatives chez les amoureux de pâtisserie fine est une véritable passion», avoue notre pâtissière hors pair. Mais c'est finalement dans l'animation télé, sa seconde passion, qu'on l'a surtout connue.

DE LA PÂTISSERIE À LA TÉLÉVISION

En 2008, Esther conçoit et présente « Féminin Plurielles » sur la TVT jusqu'en 2010. Une émission de 26mn qui valorise l'effort des femmes dans différents domaines. On y parlait de mode, d'esthétique, de décoration, etc. On la retrouve, en 2012, dans une autre émission de promotion du genre: «Femme et développement», une série de magazines sur la TVT. Esther Sedjro Akpemado confirme ses talents d'animatrice en assurant la rubrique « Kultura » de l'émission matinale «L'bal» depuis cinq ans tous les week-ends. Une passion et un dévouement pour la communication qui lui a valu le prix de la «Meilleure Animatrice Télé» en 2010. Mais la pâtissière, animatrice de télévision a une autre corde à son arc: le cinéma.

ESTHER ET LE CINÉMA

Sa passion et sa curiosité pour le 7^{ème} art, l'amènent également à s'essayer au cinéma. Résultat : on la retrouve dans plusieurs réalisations, à savoir : la série « Cité U » réalisée par Jacques Roger Nang en 2001, le film «le crime silencieux» en 2011 (nommé au FESPACO, 2013). Elle devrait également assurer le rôle principal du film « Venu de France » ,d'Abalo KILIZOU, mais faute d'agenda elle n'y tourne finalement pas. Et ce n'est pas tout ! «L'aventure cinématographique continue puisqu'elle

sort du tournage de la saison 2 «Mariage à Abidjan», de Kriz Moovies. Concilier vie familiale et professionnelle est un défi de tous les jours.

Une fois qu'elle quitte les projecteurs, notre élégante animatrice se consacre à la décoration et à l'organisation d'événements. Son ambition majeure ? Réaliser son rêve d'ouvrir le « chez Esther » tant attendu par ses proches, les férus de pâtisseries fines et d'émotions gustatives. Mais en attendant, elle réalise des pâtisseries à domicile et propose des recettes de cuisine dans des magazines. Ne dit-on pas qu'il faut rêver et se battre pour réaliser ses rêves ? Une assertion qu'Esther Sedjro Akpemado connaît par cœur.

Pour cette trentenaire, plus les femmes sont engagées sur le plan professionnel, plus concilier vie professionnelle et vie familiale devient un défi. Défi qu'elle essaie de relever depuis son mariage et la naissance de sa petite fille. Et comment? «Tout est, je pense, question d'organisation et de dosage comme en pâtisserie. Mon mari me soutient beaucoup ! Il m'arrive de prendre du temps pour aller me faire bichonner par une amie esthéticienne, m'attarder avec des copines pour « refaire le monde » et rigoler ou retrouver le cœur dont je fais partie pour chanter. De temps en temps je fais un break pour m'éloigner un peu du pays afin de prendre une bouffée d'oxygène et repartir dans ma folle course...», affirme-t-elle toute souriante. Selon notre talentueuse communicatrice, les principaux défis de la femme togolaise de nos jours, c'est sans doute, la santé de la mère et de l'enfant. Mais la cerise sur le gâteau serait leur représentativité à des postes décisionnels et politiques. ■



TENNIS : LA 1ERE EDITION DE L'OPEN DU TOGO – ITF FUTURES DU 08 AU 20 DECEMBRE 2014 A LOME

Hugues Vinyo **ATTIKPO**

Le Togo s'apprête à accueillir à Lomé du 08 au 20 décembre 2014 sa première compétition internationale ITF FUTURES avec gain de points ATP. Ce tournoi est co-organisé par Proévolution (structure de marketing basée à Lomé) et la Fédération Togolaise de Tennis (FTT) sur les courts de la fédération et de l'Association Amicale de Tennis (AAT). L'Open du Togo est devenu depuis Août 2014, un tournoi international inscrit dans le calendrier annuel du circuit professionnel de l'ITF (International Tennis Federation) comme tournoi Futures avec gain de points ATP.

L'objectif de ce tournoi :

- Faire la promotion du tennis au Togo et dans toute l'Afrique, à travers des

ateliers de détection de talents et des animations mini-tennis,

- Inscrire le tournoi durablement dans le calendrier annuel du circuit ITF pour en



faire «Le rendez – vous annuel» du tennis en Afrique de l'Ouest et continental.

Cette compétition va se dérouler en deux

étapes d'une semaine chacune avec une dotation de 15000 dollars US (environ 7.080.000 F CFA) par étape. Le tournoi attirera d'excellents joueurs en quête de points ATP pour gravir l'échelon mondial soit 35 et 20 points attribués respectivement au vainqueur et au finaliste.

Une centaine de joueurs de 36 nations dont l'Allemagne, l'Autriche, la France, le Brésil la Grande Bretagne, l'Italie, le Portugal, la Suède, la Suisse, le Gabon, Le Maroc, les USA sont attendus dans la capitale togolaise. Il y aura des matches en Seniors simples messieurs et double messieurs avec la présence de plusieurs membres du gotha togolais et d'ailleurs.



QUAND VIENT LA NUIT

Etats-Unis
2013
1h47min

Date de sortie : 12/11/2014

Genre : Thriller

Un film de Michaël R Roskam
Distribué par : Twentieth
Century Fox

Synopsis

Bob Saginowski, barman solitaire, suit d'un regard désabusé le système de blanchiment d'argent basé sur des bars-dépôts - appelés « Drop bars » - qui sévit dans les bas-fonds de Brooklyn. Avec son cousin et employeur Marv, Bob se retrouve au centre d'un braquage qui tourne mal. Il est bientôt mêlé à une enquête qui va réveiller des drames enfouis du passé...

ASTÉRIX : LE DOMAINE DES DIEUX

France/Etat-Unis 2014 Date de sortie : 26/11/2014
Genre : Film d'animation , Un film de Alexandre Astier, Louis Clichy, Distribué par : Snd (Société Nouvelle De Distribution)



Synopsis

Nous sommes en 50 avant Jésus-Christ; toute la Gaule est occupée par les Romains... Toute? Non! Car un village peuplé d'irréductibles Gaulois résiste encore et toujours à l'envahisseur. Exaspéré par la situation, Jules César décide de changer de tactique : puisque ses armées sont incapables de s'imposer par la force, c'est la civilisation romaine elle-même qui saura séduire ces barbares Gaulois. Il fait donc construire à côté du village un domaine résidentiel luxueux destiné à des propriétaires romains : « Le Domaine des Dieux ». Nos amis gaulois résisteront-ils à l'appât du gain et au confort romain ? Leur village deviendra-t-il une simple attraction touristique? Astérix et Obélix vont tout faire pour contrecarrer les plans de César.

JEAN-FRÉDÉRIC BATASSE

**FONCTIONNAIRE
LE JOUR, ARTISTE
LE SOIR**

Mellboritz PANA



Paul Ahyi). Très vite, il polit son art, franchit des marches et devient « l'élève du professeur », celui qui méritait d'hériter des secrets professionnels du maître avant sa mort en janvier 2009. Mais bouillonnant et chatouillé par l'esprit du touche-à-tout, Jean-Frédéric s'essaye à d'autres arts au point d'irriter son mentor.

Pendant qu'il était encore à l'école de l'art plastique, il suivait des cours d'art dramatique dispensés par le dramaturge et metteur en scène Rodrigue Norman à l'Ecole Studio Théâtre d'Art de Lomé, exposait ses toiles à l'Institut Goethe et s'adonnait à la poésie, à la musique et au cinéma. Il repoussait les limites de sa curiosité pour l'art jusque sur les plateaux de tournage, où Jean-Frédéric a même inscrit, en 2008, son nom dans le générique du film « Venue de France » du réalisateur togolais Abalo Kilizou, en tant que chef de décoration et en tant qu'acteur.

Performance et tournées internationales

Sa rencontre avec la performer et plasticienne allemande

Son premier tableau lui a été « enlevé » par le Professeur Paul Ahyi. Une toile très colorée mettant en relief les courbes d'une femme que Jean-Frédéric Batassé avait peinte en 2006, année de ses premiers pas dans le monde des arts plastiques. Le grand maître de la sculpture monumentale Paul Ahyi le dénicha de son Kara natal où Jean-Frédéric étudiait encore le Droit. C'est à l'école de l'auteur du drapeau togolais que le jeune génie Batassé va s'outiller assidument, pendant trois années, aux techniques du dessin, de la sculpture monumentale, de la céramique, de la peinture sur toile et le zota (l'art de dessiner à base du feu, une technique créée par

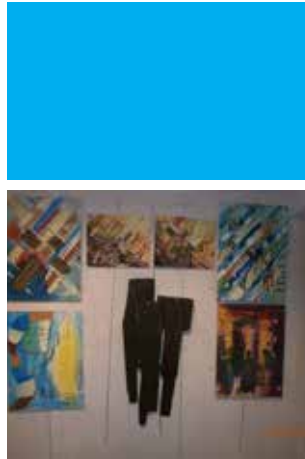
Anne Tismer lui fait découvrir en 2008 un nouvel art : la performance, un art qui révèle l'absurdité de la vie à partir d'un agencement ingénieux de cartons, d'éléments de récupération et de laine tissée. D'Expos en expo, l'artiste finit par faire de multiples rencontres qui lui ouvrent des portes sur l'Occident. En 2010, Jean-Frédéric participe, sur invitation d'Anne Tismer à Berlin, à une résidence de peinture avec d'autres artistes allemands. En 2011,

dans une tournée européenne, il exposa successivement dans les Goethe Institut de Bruxelles et de Paris, puis au Centre Aréna Flutgraben à Berlin. Sélectionné pour représenter le Togo en sculpture, Jean-Frédéric a participé en juillet-août 2013 au Symposium International de Sculpture sur Bois de Libreville au Gabon. Et en septembre 2013, il a participé aux 7ème Jeux de la Francophonie en Sculpture à Nice en France. Faute de moyens, parfois un simple billet d'avion pour partir honorer une formation offerte, il aurait manqué plusieurs rendez-vous importants à l'international auxquels son talent le destinait. Entre autres, le très sérieux symposium de céramique, Ceramistica de Russie et la journée mondiale de la sculpture de bois en Chine, tous au cours de l'année 2014. Dépit par le sempiternel problème du manque de moyen et d'infrastructures d'accueil et de promotion de la culture et de l'art auquel se heurtent les artistes, Jean-Frédéric Batassé a fini par faire de son art une passion par laquelle il assouvit ses fantasmes. Dans sa vie de tous les jours, « l'artiste pluridisciplinaire » est un employé d'Etat. Depuis 2009, Batassé A. Jean-Frédéric est immatriculé dans la fonction publique togolaise comme secrétaire administratif au département de l'enseignement préscolaire et primaire. Fait assez rare pour être souligné. Mais ne comptez pas sur l'artiste pour arrêter de rêver dès lors qu'il arrondit ses fins de mois. Créer de la céramique à la dimension industrielle à partir de l'argile de Bandjeli (dans la préfecture de Bassar), recherchée pour sa qualité, est pour lui un projet sérieux. Pour l'heure, l'agitateur culturel Jean-Frédéric Batassé se contente de jouer ses trois guitares, une autre passion qui le maintient ARTISTE au-delà de la nuit. ■

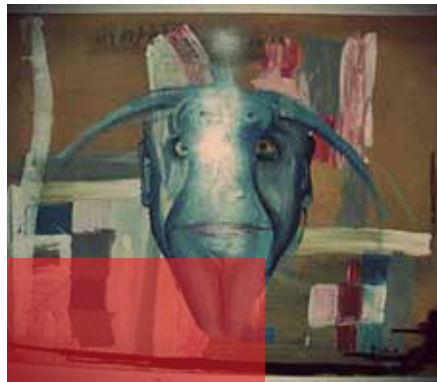


CLAUDIO KUNAKY,

L'AURÉAT DU « PRIX SOLIDAIRE » À L'ART FREEDOM DE PARIS



L'univers des artistes plasticiens togolais se meut et se fait de plus en plus représentatif aux expositions internationales. A la 7e édition de l'exposition ART FREEDOM, qui s'est tenue à Paris du 06 au 12 octobre 2014, le pays s'est encore fait remarqué. Le togolais Claudio KUNAKY s'est distingué en recevant le « Prix solidaire », pour son action reconnue par le comité de soutien.



Organisée par l'Association Couleurs pays, ART FREEDOM, est une exposition dotée de deux prix : « Prix Trophée Art Freedom » et « Prix solidaire », et a pour objectif non seulement de valoriser les artistes, mais aussi de développer leur visibilité envers le plus grand nombre (public, amateur d'art, collectionneur, entreprise, réseau de contact et médias). Cette 7e édition a connu la participation d'une vingtaine d'exposants. Le « Prix solidaire » de cette édition a été attribué à Claudio KUNAKY.

Qui est Claudio KUNAKY ?

Soudeur à l'arc de formation, Komla Claudio KUNAKY, tente une aventure artistique dans les années 1990. Il connaît le dur apprentissage de l'art à l'atelier « Chez Tchico ». Dans l'obsession de son engagement, il écarte tout ce qui menace de le divertir. Pour perfectionner son art, il participe à plusieurs formations, stages et rencontres artistiques en Afrique et en Allemagne. Ainsi, au rythme des jours et du travail, il entreprend et s'acharne non seulement à redonner « un souffle de vie » à des objets récupérés, mais aussi à créer à travers la peinture, la sculpture, le modelage, l'assemblage et le design. Ce qui lui permet de devenir un artiste pluridisciplinaire.

Avec une trentaine d'expositions et de foires à son actif, Claudio KUNAKY a été lauréat au Togo du prix de l'indépendance du meilleur artiste plasticien édition 2007. Ancien intervenant en art plastique au Lycée Français et ancien formateur en créativité au village artisanal de Lomé, il est également le président de l'Association des Artistes Plasticiens Cercle de Réflexion Culturelle (CERECUL) et le directeur de la galerie « La Muse ».

Edem PEDANOU

7 NOVEMBRE : CÉLÉBRATION DES

60 ANS DE SHOWBIZ DE GÉRARD AKUESON



Gérard Akueson



Les Personnalités de la soirée



Gina Lawson (DG sport fm) & Gérard Akueson



Marthe Audrey & Amta kol

En présence de sommités de l'Etat à sa table d'honneur : Mme Germaine Anaté ministre de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation Civique, M. Christian Trimoua secrétaire d'Etat, les Honorables députées Henriette Amédjogbé et Marguerite Adjoa Séwoa, Monsieur Gérard Akueson a célébré ses 60 ans de vie professionnelle écumée dans le showbiz. Le doyen des producteurs africains en France a convié au tour d'un grand dîner de gala de prestige, plus de 300 personnalités de la musique, des arts et des lettres, de la presse, de la politique et de la société civile, et des amis chers à lui pour porter avec lui un toast en l'honneur de l' « Académie du Showbiz Fondation Gérard Akueson » qu'il compte ouvrir à Lomé très prochainement en faveur d'une professionnalisation du show-business au Togo et dans la sous région ouest-africaine. Parmi ses amis artistes africains qui ont répondu à son invitation, Théo Blaise et Pierre Moutouari deux vedettes reconnues des années 80 de la musique Zaïroise (actuel RDC).

Pour mémoire : Auteur- compositeur connu par la SACEM (Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique) depuis 1964, Gérard Akueson a composé plusieurs œuvres reprises par de jeunes artistes chanteurs et chanteuses africains. Il organise également des spectacles de grands noms de la musique africaine (Bella Bellow, Abeti Massikini, Pépé Kalé, Reine Pélagie), dans les grandes salles et stades du monde comme l'Olympia de Bruno COCATRIX, le Zénith de Paris, le Carnegie Hall de New York, le stade Wembley à Londres... Il fut le premier Africain à fonder une maison de disques en France dans les années 1960 et le premier à organiser des concerts africains dans l'Hexagone. ■



Mme Germaine Anate & Gérard Akueson



Théo Blaise & Pierre Moutouari



Esther Sedjro Akpémado & Lys Djamie

14 NOVEMBRE
MAGIC SYSTEM
 AFRICAÏNEMENT AU
 GRAND REX



Arrivée du groupe **MAGIC SYSTEM**

*Cocktail dans le hall
 d'accueil en attendant la soirée*



Jean Adelohoume & Latif
 Dikeni-kerim



Des hotesses de Jack Daniel's
 partenaire de la soirée



Des employés de Moov Togo, partenaire
 de l'événement

Les nuits DU GRAND REX (SUR LE PIF)

Mellboritz, PANA

Promesse faite, promesse tenue, les « Magiciens d'Anoumabo » ont joué pour la première fois dans la salle du Grand Rex de Lomé, le soir du 14 novembre devant un public privilégié. Puisque, une fois n'est pas coutume, il fallait déboursier la modique somme de 25 000 F pour s'offrir la magie du groupe africain le plus célèbre du moment (auteur de seize disques d'or). Tino, Goudé, Manager et le leader Asalfô ont pendant plus d'une heure de temps fait danser les six cent fans présents dans la salle, avec les plus beaux morceaux de leur répertoire, mais aussi avec le nouvel album « Africainement votre » sorti en mai 2014. Parmi les fans aux premiers rangs de ce concert live, on comptait des personnalités comme Hervé Assah le Représentant résident de la Banque Mondiale au Togo, Patrick Daté Tévi Bénissan Secrétaire général de la Présidence de la République, Victoire Tomégah Dogbé ministre du développement à la base, Reckya Madougou ministre de la République du Bénin et plusieurs autres directeurs de société et une forte colonie d'expatriés occidentaux. La première partie du spectacle a été assurée par Willy Baby, Diana, Dieudonné Willa et Almok. En dehors de cette programmation VIP, les Magiciens ont joué deux jours plus tard au stade municipal de Lomé pour un plus grand public. Magic System est en tourné africaine dans les capitales et grandes villes avec leur dernier opus.



Almok & Dieu Donnée Willa



*Reckya Madougou &
 Victoire Tomégah Dogbé*



Les Magiciens sur Scène



Patrick Daté Tévi Bénissan, Hervé Assah



AMEN VIANA :

PORTER LA MUSIQUE TOGOLAISE VERS DES HORIZONS INEXPLORÉS

Musicien d'origine togolaise partagé depuis 20 ans entre le rock-funk occidental et un style musical Afro, Amen Viana a joué et chanté aux côtés de grands artistes de renommée internationale comme Keziah Jones, Black Eyed Peas, Abd Al Malik, Tom Frager, Boney Fields, Vieux Farka Touré, Sally Nyolo, Miriam Makeba, Aïcha Koné, Gasandji, King Mensah, Jimi Hope... Imbibé d'œuvres du répertoire togolais et traditionnel africain mais aussi du rock, funk, reggae, jazz, blues, folk, le virtuose de la six cordes est en plein travail sur un projet artistique, l'album concept « Electric Togoland », où il revisite des classiques togolais. Sortie officielle prévue début 2015.



Propos recueillis par Jude ASSOTI

Vous êtes musicien togolais. On sait que vous êtes partagé depuis entre le rock-funk occidental et un style Afro. Présentez-vous brièvement pour nos lecteurs.

Je m'appelle Amen Viana, je suis guitariste, chanteur togolais. Je vis actuellement en France. Il y a quelques années que je suis parti. Je n'arrête pas de faire des allers-retours. Beaucoup de gens m'ont connu en tant que guitariste de Jimi Hope à une certaine époque et de King Mensah aussi. Et même en tant qu'arrangeur avec plein d'autres artistes notamment sur l'album Mami José de Assou et Sèvi. C'est en quelques sortes quelques notions précises que je peux donner sur moi et mon travail.

D'où vous vient cet attachement à la musique africaine ?

C'est tout à fait normal puisque je suis Togolais et Africain. Même en vivant en occident, je garde toujours cette base de ma culture musicale qui est africaine. J'ai écouté beaucoup de musiques africaines et togolaise, baigné dans une ambiance de musiques noires, même si je suis parti à l'étranger. J'ai eu l'opportunité de faire autre chose aussi, les musiques africaines sont donc un peu ancrées en moi de par ma culture.

Nous allons faire un petit retour en arrière. Comment avez-vous rencontré la musique ? Comment est né cet amour là ?

La musique faisait partie de notre quotidien dans la famille. Je suis issu d'une famille où la musique berçait notre enfance. J'ai eu un grand-frère chanteur et guitariste, et un autre pianiste. Mon père même jouait un peu de la guitare et cette ambiance musicale nous inondait depuis tout petits.

Parlons de ton projet, Electric Togoland. De quoi s'agit-il exactement ?

Electric Togoland est un projet en deux parties : un film documentaire et un album. J'ai voulu à travers ce projet rassembler un certain nombre d'artistes togolais et apporter de nouveaux arrangements à des chansons qui existent déjà, qui ont eu du succès, qui ont marqué la musique togolaise. Le terme Electric Togoland veut dire que je veux porter la musique togolaise vers d'autres horizons qui n'ont pas été explorés jusqu'à ce jour.

Comment cette initiative est-elle née ?



Cette initiative est née de ma collaboration avec plusieurs artistes en France où je suis basé depuis plusieurs années, de mon envie d'insuffler ce nouvel esprit à la musique togolaise. Il y a beaucoup de choses qui se passent au sein de la musique togolaise dans son ensemble, mais cette musique est méconnue à l'international. J'ai voulu présenter l'image du Togo à travers différents styles, des styles nouveaux.

N'est-ce pas une manière de remettre en valeur ces musiques qui sont déjà en train d'être oubliées au Togo et ensuite les exporter à l'international ?

Absolument c'est l'idée de remettre au goût du jour les chansons qui ont bercé mon enfance, les chansons qui ont compté pour les togolais à une certaine époque et oubliées. C'est aussi renouveler, apporter du nouveau à l'ancien.

Depuis la naissance de l'idée, comment es-tu arrivé jusqu'à sa réalisation ?

Ça s'est passé en plusieurs étapes. J'ai fait plusieurs va-et-

vient entre le Togo et la France et je suis venu au Togo avec une équipe de réalisateurs et d'ingénieurs de sons. On avait en notre possession un studio mobile. Je suis allé vers ces artistes-là qui m'ont marqué et qui ont un certain âge aujourd'hui. J'ai été à leur rencontre et dans leur univers à eux et on a essayé de construire quelque chose. J'ai enregistré plusieurs chanteurs ici puis je suis reparti avec les bandes à Paris, où j'ai finalisé les arrangements en studio.

A quel niveau se situe le projet aujourd'hui ?

En ce qui concerne l'album, il est fini. On l'a enregistré, mixé, on a fini la fixation sonore. La partie musique CD est finie, il nous reste l'autre volet du projet, le film-documentaire. En ce qui concerne la partie musique, nous avons lancé l'opération kisskissbankbank sur internet dont le principe est que les gens précommandent l'album en donnant une certaine somme qui représente leur contribution. Nous avons besoin de réunir à ce jour la somme de 4000 € qui va servir à finaliser le projet de l'album notamment pour presser, dupliquer le CD, faire le graphisme et payer les gens qui ont travaillé sur le projet. Les gens qui donnent de l'argent en ce moment, dès que l'opération prend fin on va revenir vers eux en leur envoyant le produit. Ce sera soit des albums téléchargés, soit l'album physique, correspondant au montant de leur contribution.

Au cours de votre carrière on note une variation de styles. Un album solo en 2012 Pearls and Gold et les autres avec des groupes musicaux comme les musiciens de Maleeka, ZOKA FONKTION. Comment comptez-vous poursuivre votre carrière ? Solo ou en groupe ?

Il s'agit de différentes étapes de ma carrière. A certaines périodes, j'ai besoin de travailler tout seul et c'est vrai qu'à d'autres périodes j'aime plus travailler avec les gens. L'histoire date avec Maleeka le premier trio avec lequel j'ai fait mon premier album Gamessou en 2007. Après en arrivant en France, j'ai eu envie de confronter mon environnement musical avec d'autres musiciens qui ne sont pas issus de ma culture musicale, ce qui a donné Zoka Fonktion qui est aussi un mélange entre le rock et les musiques africaines. J'aime bien, à des différentes étapes de mon travail orienter ma musique dans un sens ou dans un autre. Je serai toujours amené à travailler avec des groupes tout en poursuivant ma carrière solo.

Renouveler, apporter un nouveau souffle à la musique togolaise.





Agence Tendanc'Art

EXPO - VENTE
LES GEANTS
DE GUSTAVE DJONDA

À LA GALERIE TENDANC'ART
DU 06 NOV AU 06 DEC 2014



100, Boulevard du 13 Janvier, Lomé - Togo
Cont +228 98 26 26 06



CABARET
DINER-SPECTACLE
Las Vegas - Brésil
VEND 26 DECEMBRE 2014
AU GRAND REX A 20H 30

L'Institut Français du TOGO et Le Grand Rex
présentent

« MON MOUTON À MOI »

SEGUN OLA CREATION ET WEST AFRICAN CIRCUS



Cirque-Marionnettes-Magie-Comédie musicale

GRAND REX - VEND 5 DEC 19h30
DIM 7 DEC 15h

Entrée **5000F CFA**

Info 92 900 900 / 99 050 050

SOP
C LE CHO
TENDAN

Agenda *Culturel*

LES MEILLEURS

10

TUBES AFRO À LOMÉ

LE CLASSEMENT DE JERRY KATANGA

1er OCTOBRE











DOROBUCCI

STARRING...

N° 1 – ALMOK 6TOOFAN « DATI THE WOOD » 2 – BLACK T « ELAVA EMEGODO » 3 – MAGIC SYSTEM « TU ES FOU » 4 – SARKODIE & CASTRO « ADONAI » 5 – DAVIDO & MAFIKIZOLO « TCHETELE » 6 – MAVINS « DORROBUCCI » 7 – NICKY MINAJ « ANACONDAS » 8 – SNAKY « MKPAYE » 9 – FALLY IPUPA « ORIGINAL » 10 – ETANE & CHRONOSONE « VIAGRA REMIX »

AFROPARADE SUR CITY FM 89.9 À LOMÉ TOUS LES MERCREDIS À PARTIR DE 18 HEURES TU

RTIR A
LOME
IX DE
NCES)



21 NOVEMBRE : ALFA RAMSÈS EN STAND-UP

Alfa Ramsès est l'une des figures de proue de l'humour et du théâtre au Togo. Il est plus sollicité en Occident où il réside neuf mois sur douze. Après des apparitions sporadiques sur la scène du Palais des Congrès le 2 août à l'occasion d'un spectacle « Soirée Fous rires » et au Centre culturel Dényigba en septembre lors du festival « Les moussons du rire », l'humoriste va jouer un Stand-up d'une heure trente le 21 novembre au Centre culturel Dényigba. Un one man show baptisé « Avé Chronos » qu'il faut absolument voir. ■



22 NOVEMBRE : DÉFILÉ DE MODE BIMOD28

Le point d'orgue de la quatrième édition de la Biennale de Mode au Togo, c'est un grand défilé de mode de prestige, glamour et chic avec vingt stylistes et créateurs de mode venus de toute l'Afrique. Gilles Touré de la Côte d'Ivoire, Patrick Assante du Ghana, Modela du Nigeria, Lamine Diasse du Sénégal, Desmo Design du Togo et plusieurs autres. 50 mannequins de renom et une presse internationale férue de la culture africaine et de la mode. Bamondi la promotrice n'a pas fait dans la dentelle, elle a sorti le grand jeu pour donner à Lomé, des allures de capitale de la mode à l'image d'un Paris fashion week. Si vous êtes à Lomé, prenez quartier au somptueux Hôtel SAKAKAWA, c'est là que tout se passe. ■



28 NOVEMBRE AU 7 DÉCEMBRE : 4ÈME FESTIVAL DES GRILLADES

L'évènement gastronomique, culturel et touristique dénommé Festival des grillades annonce déjà les couleurs de sa 4ème édition. Les meilleurs grillardins de la capitale se donnent rendez-vous du 28 novembre au 7 décembre sur le parking du Palais des Congrès de Lomé pour la fête aux grillades de viandes rouge et blanche, poisson et autres fruits de mer. Véritables moments de convivialité et de retrouvailles pour une bonne partie de petite gourmandise. ■



24 JANVIER : JOURNÉE MONDIALE DE LA CULTURE AFRICAINE

Le Réseau Africain des Promoteurs et Entrepreneurs Culturels RAPEC se propose d'organiser, les 23, 24 et 25 Janvier 2015, la première édition de la Journée Mondiale de la Culture Africaine JMCA à Lomé. « C'est la première fois dans l'histoire de l'Afrique qu'une journée sera dédiée entièrement chaque année à la célébration de la culture », dit John Ayité Dossavi Président du RAPEC et du Comité d'Organisation de la JMCA. Un programme riche et diversifié : des soirées dansantes, des séances de cinéma, des spectacles musicaux, théâtraux et humoristiques consacrés à l'Afrique. Pour fêter la JMCA en harmonie, les organisateurs invitent les Africains à s'habiller en vert ou en blanc. La couleur verte pour l'espérance et la couleur blanche pour la renaissance. ■

OÙ DORMIR À LOMÉ



HÔTEL SAKAWA

Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

HÔTEL IBIS LOMÉ (ACCOR)

Tél : +228 22 21 24 85
Fax : +228 22 21 61 25

HÔTEL PALM BEACH

Tél : +228 22 21 85 11 / 88 97
Fax : +228 22 21 87 11

HÔTEL M'RODE

Tél : +228 22 27 65 90
Fax : +228 22 27 71 80

HÔTEL SANCTA MARIA

Tél : +228 22 22 93 93

HÔTEL EDA OBA

Tél : +228 22 20 18 18

HÔTEL BELLE VUE

Tél : +228 22 20 22 40
Mob : +228 90 04 13 27

HÔTEL LE MERLOT

Tél : +228 22 21 11 21

OÙ MANGER À LOMÉ



LES NUITS D'ORIENT

Tél : +228 22 44 68 96

RESTAURANT LE BÉLUGA

Tél : +228 22 20 97 96 / 98

RESTAURANT GALION

Tél : +228 22 22 00 30

RESTAURANT LE TRISKEL

Tél : +228 22 20 95 57
Mob : +228 90 78 14 90

PURE PLAGE

mob : +228 92 96 56 48

RESTAURANT CÔTÉ JARDIN

Tél : +228 22 22 02 20
Mob : +228 98 48 49 04

RESTAURANT LE PÊCHEUR

Tél : +228 23 36 28 46
Mob : +228 91 59 63 50

OÙ SORTIR À LOMÉ



MONTÉCRISTO

Tél : +228 22 29 29 09

CLUB 907

Mob : +228 90 07 05 44

CLUB 55

Mob : +228 90 05 52 47
Mob : +228 90 44 01 50

M'RODE

Tél : +228 22 20 70 00
mob : +228 90 98 17 36

LE 54

Mob : +228 92 68 15 63

LE MANDINGUÉ

Mob : +228 90 32 51 53

L'ENVOI

Tél : +228 22 44 52 01 / 02



*Recette proposée par
Chef Ezékiel FALANA
Cont : +228 91 51 80 08*



RECETTE GRATIN DE MACARONI AUX CHAMPIGNONS DE PARIS



DIFFICULTÉ : **FACILE**
PRÉPARATION : **20MN**
CUISSON : **30MN**

- 250 G DE MACARONI
- 2 BLANCS DE POIREAU
- 250 G DE CHAMPIGNONS DE PARIS
- 1 OIGNON BLANC MOYEN
- 50 G DE CONTÉ RÂPÉ
- 3 DL DE LAIT ENTIER
- 2 C. À S. DE MAÏZENA
- 4 PINCÉES DE NOIX DE MUSCADE
- SEL
- POIVRE

PRÉPARATION :

1 Faire cuire les macaroni al-dente dans l'eau salée.

2 Faire suer l'oignon finement haché dans une noix de beurre. Ajouter les champignons aussitôt l'oignon fondu, salé pour faire réduire les champignons.

3 Émincer les poireaux en julienne et les mettre dans la préparation.

4 Poivrer et laisser mijoter 10 minutes. Si le mélange attache, verser un peu d'eau au fond de la poêle.

5 Faire chauffer le lait dans une casserole à part. Délayer la maïzena dans un peu de lait froid. Verser le lait chaud tout en mélangeant. Ajouter les macaroni et le lait dans la poêle. Mélanger à la muscade.

Pour finir

Verser le tout dans un plat à gratin, saupoudrer de conté et enfourner 10 minutes à 180 °C. Servir aussitôt.



LA NAPPY ATTITUDE GAGNE LOME



Le phénomène du retour des afros est apparu aux Etats-Unis il y a une dizaine d'années et a pris le nom de NAPPY, qui contrairement à sa définition la plus répandue NATural and haPPY, est la traduction de « crépu ». Aujourd'hui le Natural Hair (qui est l'expression la plus couramment utilisée par les Américaines) est incarné par Solange Knowles la sœur cadette de Beyoncé qui fut la première star américaine à fouler les tapis rouges avec son afro naturel. Comme elle, Alicia Keys, Oprah Winfrey, Raven Symone et plusieurs autres ont fait le même choix. Après avoir gagné l'Europe le mouvement NAPPY a pris quartier en Afrique, grâce à son expansion extraordinaire sur le web et les réseaux sociaux où les femmes racontent leurs expériences et



revendiquent leurs cheveux crépus. Au Togo l'attitude NAPPY a véritablement pris forme en 2012, impulsé par madame Karyn Limesse une jeune employée de bureau qui après être dépitée par les effets secondaires répétitifs provoqués par les produits capillaires a adopté définitivement les cheveux naturellement frisés. D'après Karyn depuis ce choix opéré elle se sent mieux et n'a plus jamais souffert de mal de tête. A Lomé, le choix d'être NAPPY est plus motivé par le besoin d'appartenir à un groupe : « les NAPPY du 228 et amis » (un groupe créé sur Face book et qui compte en moins d'un an 300 amies), où les Loméennes échangent leurs expériences et discutent du mouvement. Grâce aux actions médiatiques de Karyn et ses amies qui vont sur des plateaux de radio et de télé pour parler du phénomène NAPPY, les femmes sont davantage motivées par les atouts économiques, écologiques et sanitaires d'avoir les cheveux naturels. Mais plus qu'une acceptation de soi, « Aimer sa chevelure crépue est aussi un acte militant ». Aimer sa chevelure crépue naturelle, « c'est se battre en permanence contre les diktats de la beauté, les préjugés culturels qui vous mettent en face de jugements de valeur de la part de vos proches. C'est aussi lutter pour un respect de notre spécificité par les professionnels de la coiffure, les professionnels des cosmétiques. C'est lutter pour que nos enfants puissent s'aimer tels qu'ils sont. C'est lutter pour un droit au bien être et à une bonne santé », précise une « NAPPY ».

Le petit dico du NAPPY

Un big chop : la grande coupe du cheveu défrisé vers le crépu

Une transition : période de sevrage de défrisant

Un twist out : coiffure qui permet de boucler son afro

Le shrinkage : phénomène de rétrécissement lorsque la fibre capillaire est en contact avec l'eau Coté coiffure, le cheveu crépus n'est pas forcément difficile à coiffer, on peut adopter le style que l'on veut avec des : BCBG, ethnique, rock, chic, glamour, vanilles, nattes, tresses,

afro, braid out, twist out, locks, etc. Les choix sont larges. Il suffit juste d'un peu d'imagination !



Quel est le virus responsable du syndrome d'immunodéficience acquise (Sida) ?

a- VIH, b- HTLV, c-FeLV

Quelle grande école française est chargée d'assurer la sélection et la formation des hauts fonctionnaires français et internationaux ?

a- ENS, b-ENM, c- ENA

Lequel de ces sigles désigne en informatique une interface de création qui permet à l'utilisateur de voir directement à l'écran à quoi ressemblera le résultat final ?

a- SDK, b- API, c- WYSIWYG

Quelle organisation internationale a pour but d'aider les gouvernements de ses pays membres à conduire et à harmoniser leurs politiques économiques et sociales ?

a- OCDE, b- OPEP, c- OTAN

Comment appelle-t-on la structure juridique française qui permet à ses membres de mettre en commun certaines de leurs activités afin de les faciliter ou de les développer ?

a- ISSN, b- GIE, c- EAN

Quel est le protocole de communication qui assure l'acheminement des données sur le réseau Internet ?

a- FTP, b- IP, c- USB

Lequel de ces sigles désigne le format de fichier informatique créé par Adobe Systems, et qui s'est imposé comme format d'échange et d'archivage de documents électroniques ?

a- XML, b- SVG, c- PDF

Quelle entreprise privée reconnue et contrôlée par l'État français gère les droits d'auteurs des œuvres musicales de son catalogue ?

a- SACEM, b- ASCAP, c- SACD

Lequel de ces sigles désigne une opération par laquelle une entreprise propose publiquement aux actionnaires d'une société cotée en bourse de racheter la totalité ou une partie de leurs actions ?

a- TPE, b- SCM, c- OPA

Comment appelle-t-on une zone à l'intérieur de laquelle un établissement public ou une collectivité publique réalisent des opérations d'aménagement et d'équipement de terrains qui sont ensuite cédés ou concédés à des utilisateurs privés ou publics ?

a- ZEP, b- ZAC, c- ZUP

Quelle entreprise publique assure la gestion du métro et d'autres transports urbains de Paris et de sa proche banlieue ?

a- RATP, b- RER, c- SNCF

(1) a VIH = Virus de l'immunodéficience Humaine
(2) c ENA = Ecole Nationale d'Administration
(3) c WYSIWYG = What You See is What You Get
(4) a OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Écono-
miques
(5) b GIE = Groupement d'Intérêt Économique
(6) b IP = Internet Protocol
(7) c PDF = Portable Document Format (8) a SACEM = Société des
Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique
(9) c OPA = Offre Publique d'Achat
(10) b ZAC = Zone d'Aménagement Concerté
(11) a RATP = Régie autonome des transports parisiens

Humour



• **Nous sommes fin décembre et le juge du tribunal correctionnel est de bonne humeur.**

Il demande au prisonnier :

- Quelles sont les faits qui vous sont reprochés ?
- On me reproche d'avoir fait mes achats de Noël trop tôt!
- Mais ce n'est pas un crime ça. Et comment ça, trop top !
- Ben, avant que le magasin n'ouvre...

• **Dans un grand magasin, le 24 décembre,**

une petite fille s'approche du Père Noël qui l'invite à monter sur ses genoux et qui lui demande :

- Bonjour ma petite fille. Alors dis-moi, qu'est-ce que tu aimerais pour Noël ?

La petite fille le fixe alors avec des grands yeux pleins d'angoisse, des larmes ne tardent pas à couler, elle sanglote et d'une voix toute triste lui demande:

- ça veut dire que tu n'as pas reçu mon e-mail ?

• **Dans un bureau de tabac**

Dans un bureau de tabac, une jeune fille achète un paquet de cigarettes et sort un billet de 100 euros. La caissière l'examine et dit :

- Ce billet est faux, mademoiselle.
- Le salaud ! S'écrie la fille. Mais alors... C'était un viol !

• **C'est un homme qui demande à un banquier :**

- Pouvez-vous me donner un peu d'argent ?

Le banquier dit à cet homme :

- Je n'ai pas d'argent, mais je peux vous en donner demain.
- Mais je ne veux pas de votre argent je veux celui de la banque.
- Ha ! Je n'avais pas compris...

• **Détecteur de mensonges**

Le commissaire de police questionne un jeune agent qui vient d'être recruté:

- Avez-vous déjà vu un détecteur de mensonges ?
- Mieux que ça, chef, j'en ai épousé un !

• **La maîtresse demande à Nicolas :**

- Conjugue-moi le verbe savoir à tous les temps.
- Je sais qu'il pleut, je sais qu'il fera beau, je sais qu'il neige.



MOTS PÊLE-MÊLE

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| P | C | D | T | A | D | I | D | N | A | C | X | I | O | V |
| O | A | O | R | B | E | P | B | T | A | D | N | A | M | O |
| P | M | R | U | S | F | M | M | U | A | E | R | U | B | T |
| I | P | I | L | T | I | A | O | A | L | E | L | I | R | E |
| N | A | O | H | E | M | I | C | Y | C | L | E | U | T | R |
| I | G | L | I | N | M | R | P | R | O | M | E | S | S | E |
| O | N | O | I | T | C | E | L | E | T | T | I | T | S | C |
| N | E | S | E | I | T | M | N | E | A | L | E | E | I | O |
| E | R | I | D | O | G | M | G | T | S | G | N | L | E | N |
| H | B | D | U | N | E | A | U | N | A | A | T | E | G | S |
| P | M | R | A | V | R | R | A | D | T | I | T | C | E | E |
| A | A | R | R | F | C | G | N | E | O | U | R | T | T | I |
| R | H | R | F | S | O | O | U | R | P | E | S | E | R | L |
| A | C | U | T | L | S | R | D | E | B | A | T | U | A | O |
| P | S | T | S | I | E | P | D | N | I | T | U | R | C | S |

- | | | |
|------------|---------------|------------|
| ABSTENTION | ELECTEUR | PESER |
| BULLETIN | ELECTION | PROGRAMME |
| BUREAU | ELIRE | PROMESSE |
| CAMP | FRAUDE | RANG |
| CAMPAGNE | HEMICYCLE | SCRUTATEUR |
| CANDIDAT | ISOLOIR | SCRUTIN |
| CARTE | LISTE | SENATEUR |
| CHAMBRE | MAIRE | SIEGE |
| CONSEIL | MANDAT | SLOGANS |
| COUT | OPINION | SONDAGE |
| DEBAT | PARAPHE | SUFFRAGE |
| DEFI | PARLEMENTAIRE | TOUR |
| DEPUTE | PARTI | VOIX |
| DROIT | | VOTER |

LE MOT-MYSTÈRE EST COMPOSÉ DE 14 LETTRES

□ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □ □

RÉSULTAT DU JEU PRÉCÉDENT (TT N°4) : **CINQ PAR JOUR**



LES CLAUSES SOCIALES D'INSERTION DANS LES MARCHÉS PUBLICS

UN LEVIER EFFICACE POUR CRÉER L'EMPLOI DANS TOUS LES PAYS

« Les problèmes des sociétés seront résolus, lorsque les problèmes des entreprises seront résolus » disait l'économiste Peter Drucker en son temps...

Consultant-formateur en intégration des salariés dans l'emploi au Cnfpt (centre national de la fonction publique territoriale) depuis 7 ans et humaniste engagé pour le plus grand nombre avec un intérêt particulier pour l'entreprise. Pascal Ayayi CREPPY, d'origine togolaise a travaillé au MEDEF93 Ouest comme responsable d'affaires; puis chez SODEXO dans le cadre d'un programme éthique de formation, travail et de réinsertion des détenus en lien avec l'administration pénitentiaire en partenariat public-privé (PPP). M. Creppy a initié et développé des clauses d'insertion pour le service économie-emploi de la communauté d'agglomération de la vallée de Montmorency dans le cadre des programmes de rénovation urbaine au bénéfice de plusieurs villes en partenariat public-privé. Il agit depuis 15 ans à rapprocher de façon permanente le monde économique avec les pouvoirs publics et le monde de l'insertion professionnelle.

Parmi les problèmes des sociétés, le chômage est un fléau qui touche tous les pays du globe, du nord au sud, de l'est à l'ouest. Aucun pays n'est épargné et chacun essaie bon an mal an de trouver des solutions efficaces mais c'est très difficile.

Une des réponses concrètes apportées par l'Etat français est : la clause sociale d'insertion dans le cadre des marchés publics.

Une clause sociale d'insertion est un outil juridique prévu dans le code des marchés publics français et qui fixe les conditions dans lesquelles l'insertion et l'emploi sont pris en compte comme critère dans le choix des candidats aux appels d'offres tout comme le prix, la qualité, le délai...

Cet outil, véritable levier pour créer l'emploi local en France invite fortement les entreprises à prendre en compte leur environnement social et humain et ça marche.

Et les entreprises jouent le jeu et recrutent des demandeurs d'emploi même sans qualification. Pourquoi ?

Les clauses sociales sont un outil innovant qui permet à l'entreprise d'assumer sa responsabilité sociale (RSE).

C'est un moyen de donner au demandeur d'emploi sa place en travaillant, à l'homme auteur, le centre de toute vie socio-économique.

C'est également un excellent levier potentiel pour le dirigeant d'entreprise d'orienter son choix d'activité en faveur de la dignité humaine, le développement de l'entreprise et sa croissance financière. L'expérience a montré que lorsque l'économie est organisée de façon équitable, cela procure des bases pour la consolidation d'une paix fondée sur la solidarité.

Enfin, sur un plan macroéconomique d'un pays, de nombreuses études ont montré que des sociétés engagées sur

la RSE sont vertueuses notamment avec les clauses sociales d'insertion : plus d'emploi, de meilleurs salaires, diminution de la pauvreté, meilleure croissance économique, plus de recettes fiscales, de meilleurs investissements gouvernementaux dans les infrastructures qui permettent au pays la compétitivité, la qualité de l'éducation, de la recherche et du développement, de la dépense sociale pour réduire l'inégalité.

Alors chefs d'entreprises sachez que si vous recrutez avec les clauses d'insertion un chercheur d'emploi par exemple dans les programmes de grands travaux lancés par les gouvernements (plan Marshall, construction de routes, ponts, aéroports, aménagement urbains, rénovation, nettoyage et entretien des espaces verts ...), vous contribuez ainsi à la baisse du chômage, vos cotisations sociales baisseront aussi car vous pouvez bénéficier des aides fiscales et sociales des pouvoirs publics.

Les clauses sociales vous permettront d'accéder aux marchés publics dans le cadre du PPP (Partenariat public-privé) avec l'Etat. Cela vous valorisera et vous renforcera : grâce à votre engagement, vous ferez baisser les problèmes sociaux, contribuerez à la cohésion sociale, assumer votre responsabilité sociale dans votre environnement et surtout d'anticiper les exclusions et les discriminations de demain.

Tout cela -la mise en œuvre des clauses sociales ne s'improvise pas, nécessite d'informer, se préparer, s'organiser, former les différents acteurs en charge des marchés publics, des questions de l'emploi public, les entreprises et surtout le chef d'entreprise.

Pascal Creppy, Expert des clauses sociales d'insertion et questions emploi

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



CIEL, ME VOILÀ!
SKYPRIORITY : PRIORITAIRE À L'AÉROPORT



PORT AUTONOME DE LOME

La passion de l'efficacité

Moteur du développement économique du Togo, le Port de Lomé possède des atouts indiscutables. Avec une profondeur de 15 mètres inégalée sur toute la côte de l'Afrique de l'Ouest, le Port de Lomé a l'avantage d'accueillir les navires à fort tonnage.

Le Port de Lomé représente non seulement le principal canal des échanges du pays avec l'extérieur, mais il contribue également au développement des économies des pays sans littoral tels que le Burkina Faso, le Niger et le Mali, confirmant ainsi sa vocation historique d'outil d'intégration sous-régionale. Il offre des capacités d'accueil variées dont, deux quais offrant 6 postes d'accostage, un quai minéralier, un terminal à conteneurs très performant et un port de pêche.

Un troisième quai de 450 mètres de long et de 15 mètres de profondeur nouvellement réalisé permet au port de Lomé d'accueillir des navires à fort tonnage. Ce second terminal à conteneur dispose d'une surface d'entreposage de plus de 36 hectares et sera équipé d'une dizaine de portiques modernes et de grues RTG pour une manutention de qualité.



NOS PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Dans sa quête permanente de la qualité de service, le Port Autonome de Lomé s'est investi dans un programme de développement de ses infrastructures afin d'offrir de meilleures conditions de traitement de navires et de marchandises.

Les nouvelles infrastructures à réaliser comprennent :

- L'aménagement d'une darse de 1050 mètres de quais avec une profondeur de 16,60 mètres : Ce projet permettra au Port Autonome de Lomé de se spécialiser davantage pour le trafic transbordement pour la sous-région ouest africaine
- L'agrandissement du quai minéralier par le prolongement de 200 mètres du quai actuel. Ce nouveau quai permettra d'optimiser le temps d'attente des navires tout en offrant la possibilité d'immobiliser un navire à quai pour des entretiens et/ou des réparations.
- L'aménagement d'un port sec à l'intérieur du pays avec réhabilitation des rails pour l'acheminement des marchandises en transit par voie ferroviaire ;
- La mise en service d'un guichet unique pour la simplification des formalités administratives et douanières.



PORT AUTONOME DE LOME

BP 1225 Lomé Togo

Tél. : (228) 22 23 77 00 / 22 23 77 77
(228) 22 23 78 00 / 22 27 47 42
Fax : (228) 22 27 26 27 / 22 27 02 48
togoport@togoport.tg / www.togoport.tg

BUREAUX DE REPRESENTATION

Burkina Faso
Tél. : (226)50 50 56 60
(226)79 03 06 55
Fax : (226)50 30 17 47

Mali
Tél. : (223)20 23 29 10
(223)66 74 33 66
Fax : (223)20 22 85 23

Niger
Tél. : (227)20 74 03 26
(227)96 96 48 73
Fax : (227)20 74 03 27



EDITION - EVENEMENTIEL - AUDIOVISUEL - IMPRESSIONS - RÉGIE PUBLICITAIRE



DES SOLUTIONS SIMPLES POUR
DES PROBLÉMATIQUES COMPLEXES

CONCEVOIR - PRODUIRE - ECHANGER - VENDRE - DEVELOPPER

Imm. LIGNE DE MIRE 483, Nukafu Rue Todzi, 05 BP 165
Lomé-TOGO - Tél : +228 22 48 02 00 - Fax : +228 22 51 98 88
E-Mail :ldmire@yahoo.fr